



Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires  
Organization for the Harmonization of Business Law in Africa  
Organización para la Armonización en África del Derecho Mercantil  
Organização para a Harmonização em África do Direito dos Negócios

**COUR COMMUNE DE JUSTICE ET D'ARBITRAGE  
(CCJA-OHADA)**

**DOSSIER D'APPEL D'OFFRE OUVERT**

**Appel d'Offres Ouvert (AO) N°DAO-01-2024/CCJA/OHADA**

**Acquisition de :**

**TRAVAUX DE CABLAGE INFORMATIQUE  
DANS LES LOCAUX DU CENTRE DU  
CENTRE D'ARBITRAGE DE LA COUR  
COMMUNE DE JUSTICE ET D'ARBI-  
TRAGE (CCJA-OHADA)**

**Mars 2024**

# Document d'Appel d'Offres pour la Passation Des Marchés de Fournitures

## Sommaire

### **PREMIÈRE PARTIE – PROCÉDURES D'APPEL D'OFFRES**

#### **Section I. Instructions aux soumissionnaires (IS)**

Cette Section fournit aux soumissionnaires les informations utiles pour préparer leurs soumissions. Elle comporte aussi des renseignements sur la soumission, l'ouverture des plis et l'évaluation des offres, et sur l'attribution des marchés. **Les dispositions figurant dans cette Section I ne doivent pas être modifiées.**

#### **Section II. Données particulières de l'appel d'offres (DPAO)**

Cette Section énonce les dispositions propres à chaque passation de marché, qui complètent les informations ou conditions figurant à la Section I, Instructions aux soumissionnaires.

#### **Section III. Critères d'évaluation et de qualification**

Cette Section indique les critères à utiliser pour déterminer l'offre évaluée la moins-disante et pour établir si le Soumissionnaire possède les qualifications nécessaires pour exécuter le Marché.

#### **Section IV. Formulaires de soumission**

Cette Section contient les modèles des formulaires à soumettre avec l'offre : la lettre de soumission de l'offre, les bordereaux de prix, la garantie d'offre et l'autorisation du fabricant.

#### **Section V. Critères d'origine**

Cette Section fournit des informations sur les critères d'éligibilité des pays.

#### **Section VI. Règles de la Banque en matière de Fraude et Corruption**

Cette Section se réfère aux règles de la Banque en matière de fraude et corruption applicable à la procédure.

### **DEUXIÈME PARTIE – CONDITIONS D'APPROVISIONNEMENT DES FOURNITURES**

#### **Section VII. Liste des fournitures et services connexes, Calendrier de livraisons, Spécifications techniques et Plans.**

Dans cette Section figurent la liste des Fournitures et Services connexes, le calendrier de livraison et d'achèvement, les spécifications techniques, les plans décrivant les Fournitures et Services connexes devant être fournis relatifs à ces fournitures.

## **TROISIÈME PARTIE – MARCHÉ**

### **Section VIII. Cahier des clauses administratives générales (CCAG)**

Cette Section contient les dispositions générales applicables à tous les marchés. **La formulation des clauses de la présente Section ne doit pas être modifiée.**

### **Section IX. Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)**

Cette Section énonce les clauses propres à chaque marché, et modifie ou complète la Section VIII, Cahier des clauses administratives générales.

### **Section X. Formulaires du Marché**

Cette Section contient des formulaires qui, une fois remplis, seront incorporés au Marché. La **garantie de bonne exécution et la garantie de restitution d'avance**, le cas échéant, seront fournies par le Soumissionnaire retenu après l'attribution du Marché.

### **Annexe: Avis d'appel d'offres**

Un formulaire d'Avis d'appel d'offres » est joint à ce dossier type d'Appel d'Offres pour information.



---

## Table des matières

<b>PREMIÈRE PARTIE - Procédures d'appel d'offres .....</b>	<b>1</b>
Section I. Instructions aux soumissionnaires (IS).....	5
Section II. Données particulières de l'appel d'offres (DPAO).....	31
Section III. Critères d'évaluation et de qualification .....	37
Section IV. Formulaire de soumission .....	43
Section V. Pays éligibles.....	61
Section VI. Règles de la Banque Mondiale en matière de Fraude et Corruption .....	63
<b>DEUXIÈME PARTIE - Conditions d'Approvisionnement des Fournitures .....</b>	<b>67</b>
Section VII. Liste des fournitures, Calendrier de livraison, Spécifications techniques et Plans.....	69
<b>TROISIÈME PARTIE - Marché.....</b>	<b>92</b>
Section VIII. Cahier des Clauses administratives générales (CCAG).....	93
Section IX. Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) .....	113
Section X. Formulaire du Marché .....	119



# **PREMIÈRE PARTIE - Procédures d'appel d'offres**





# Section I. Instructions aux soumissionnaires (IS)

## Table des clauses

<b>A. Généralités .....</b>	<b>5</b>
<b>1. Objet du Marché .....</b>	<b>5</b>
2. Origine des fonds .....	5
3. Pratiques de fraude et corruption .....	6
4. Candidats admis à concourir .....	6
5. Fournitures et Services connexes répondant aux critères d'origine .....	9
<b>B. Contenu du Dossier d'appel d'offres .....</b>	<b>9</b>
6. Sections du Dossier d'appel d'offres .....	9
7. Éclaircissements apportés au Dossier d'appel d'offres .....	10
8. Modifications apportées au Dossier d'appel d'offres .....	10
<b>C. Préparation des offres.....</b>	<b>11</b>
9. Frais de soumission.....	11
10. Langue de l'offre.....	11
11. Documents constitutifs de l'offre.....	11
12. Lettre de soumission et Bordereaux des prix .....	12
13. Variantes .....	12
14. Prix de l'offre et rabais .....	12
15. Monnaies de l'offre et de règlement .....	15
16. Documents attestant que les Fournitures et Services connexes répondent aux critères d'origine et sont conformes .....	15
17. Documents attestant de l'éligibilité et des qualifications du Soumissionnaire.....	16
18. Période de validité des offres .....	16
19. Garantie de soumission.....	17
20. Forme et signature de l'offre.....	19
<b>D. Remise des Offres et Ouverture des plis.....</b>	<b>19</b>
21. Cachetage et marquage des offres.....	20
22. Date et heure limite de remise des offres .....	20

23. Offres hors délai.....	20
24. Retrait, substitution et modification des offres .....	20
25. Ouverture des plis .....	21
<b>E. Évaluation et comparaison des offres .....</b>	<b>22</b>
26. Confidentialité.....	22
27. Éclaircissements concernant les Offres .....	23
28. Divergences, réserves ou omissions .....	23
29. Conformité des offres .....	23
30. Non-conformité, erreurs et omissions.....	24
31. Correction des erreurs arithmétiques .....	24
32. Conversion en une seule monnaie.....	25
33. Marge de préférence .....	25
34. Évaluation des Offres.....	25
35. Comparaison des offres.....	26
36. Vérification a posteriori des qualifications du soumissionnaire .....	27
37. Droit de l’Acheteur d’accepter l’une quelconque des offres et de rejeter une ou toutes les offres .....	27
<b>F. Attribution du Marché .....</b>	<b>27</b>
38. Critères d’attribution.....	27
39. Droit de l’Acheteur de modifier les quantités au moment de l’attribution du Marché..	27
40. Notification de l’attribution du Marché .....	28
41. Signature du Marché.....	28
42. Garantie de bonne exécution.....	29

## Section I. Instructions aux soumissionnaires (IS)

### A. Généralités

1. **Objet du Marché**
  - 1.1 Faisant suite à l'avis d'appel d'offres indiqué dans les Données particulières de l'appel d'offres (**DPAO**), l'Acheteur, tel qu'indiqué dans les **DPAO**, publie le présent Dossier d'appel d'offres en vue de l'obtention des Fournitures et Services connexes spécifiés à la Section VII, Liste des Fournitures, calendriers de livraison, spécifications techniques et plans. Le nom, le numéro d'identification et le nombre de lots faisant l'objet de l'appel d'offres international (AOI) figurent dans les **DPAO**.
  - 1.2 Tout au long du présent Dossier d'appel d'offres :
    - a) Le terme « par écrit » signifie communiqué sous forme écrite avec accusé de réception ;
    - b) Si le contexte l'exige, le singulier désigne le pluriel, et vice versa ; et
    - c) Le terme « jour » désigne un jour calendaire.
2. **Origine des fonds**
  - 2.1 L'Emprunteur ou le bénéficiaire (ci-après dénommé « l'Emprunteur ») dont le nom figure dans les **DPAO** a sollicité ou obtenu un financement (ci-après dénommé « les fonds ») de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement ou de l'Association internationale de développement (ci-après dénommée la « Banque, ») du montant indiqué dans les **DPAO**, en vue de financer le projet décrit dans les **DPAO**. L'Emprunteur a l'intention d'utiliser une partie des fonds pour effectuer des paiements autorisés au titre du Marché pour lequel le présent appel d'offres est lancé.
  - 2.2 La Banque n'effectuera les paiements qu'à la demande de l'Emprunteur, après avoir approuvé lesdits paiements, conformément aux articles et conditions de l'accord de financement intervenu entre l'Emprunteur et la Banque. L'accord de financement interdit tout retrait du Compte de prêt destiné au paiement de toute personne physique ou morale, ou de toute importation de fournitures lorsque, à la connaissance de la Banque, ledit paiement, ou ladite importation, tombe sous le coup d'une interdiction prononcée par le Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies, au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Aucune partie autre que l'Emprunteur ne peut se prévaloir de l'un quelconque des droits stipulés dans

l'accord de financement ni prétendre détenir une créance sur les fonds provenant du prêt.

### 3. Pratiques de fraude et corruption

- 3.1 La Banque demande que les règles relatives aux pratiques de fraude et corruption telles qu'elles figurent à la Section VI soient appliquées.
- 3.2 Aux fins d'application de ces règles, les Soumissionnaires devront faire en sorte que la Banque et ses agents puissent examiner les comptes, pièces comptables, relevés et autres documents relatifs aux demandes de candidatures, soumissions des offres et à l'exécution des marchés (en cas d'attribution) et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la Banque.

### 4. Candidats admis à concourir

- 4.1 Un Soumissionnaire peut être une entreprise privée ou publique (sous réserve des dispositions de l'article 4.5 des IS) ou de tout groupement de telles entreprises au titre d'un accord existant ou tel qu'il ressort d'une intention de former un tel accord supporté par une lettre d'intention et un projet d'accord de groupement. En cas de groupement tous les membres le constituant seront solidairement responsables pour l'exécution du Marché conformément à ses termes. Le groupement désignera un Mandataire avec pouvoir de représenter valablement tous ses membres durant l'appel d'offres, et en cas d'attribution du Marché à ce groupement, durant l'exécution du Marché. A moins que les **DPAO** n'en disposent autrement, le nombre des participants au groupement n'est pas limité.
- 4.2 Un Soumissionnaire ne peut être en situation de conflit d'intérêt. Tout soumissionnaire dans une telle situation sera disqualifié. Est considéré comme pouvant avoir un tel conflit dans le cadre de ce processus d'Appel d'offres un Soumissionnaire se trouvant dans les situations suivantes:
- a) Il contrôle directement ou indirectement un autre Soumissionnaire, est sous le contrôle d'un autre Soumissionnaire, ou est placé sous un contrôle commun avec un autre Soumissionnaire ; ou
  - b) Il reçoit ou a déjà reçu directement ou indirectement des subventions d'un autre Soumissionnaire ;ou
  - c) Il a le même représentant légal qu'un autre Soumissionnaire dans le cadre du présent Appel d'offre ; ou
  - d) Il entretient avec un autre Soumissionnaire directement ou par l'intermédiaire d'un tiers, des relations qui font qu'il est dans un position d'influencer l'offre d'un autre soumissionnaire ou

d'influencer les décisions de l'Acheteur dans le cadre du présent appel d'offres ; ou

- e) Il participe à plusieurs offres dans le cadre du présent Appel d'offres. La participation d'un Soumissionnaire à plusieurs offres provoquera la disqualification de toutes les offres auxquelles il aura participé ; toutefois, une entreprise peut figurer en tant que sous-traitant dans plusieurs offres ; ou
- f) Le Soumissionnaire ou l'une des firmes auxquelles il est affilié a fourni des services de conseil pour la préparation des spécifications, plans, calculs et autres documents pour les fournitures ou services qui font l'objet du présent Appel d'offres; ou
- g) Le Soumissionnaire a lui-même, ou l'une des firmes auxquelles il est affilié, a été recruté ou doit l'être par l'Emprunteur ou l'Acheteur, pour effectuer la supervision ou le contrôle des fournitures ou services dans le cadre du Marché; ou
- h) Le Soumissionnaire fournit des biens, des travaux ou des services autres que des services de consultants qui font suite ou sont liés directement aux services de conseil fournis pour la préparation ou l'exécution du Projet mentionné au l'article 2.1 des IS, qu'il avait lui-même fournis ou qui avaient été fournis par toute autre entreprise qui lui est affiliée et qu'il contrôle directement ou indirectement ou qui le contrôle ou avec laquelle il est soumis à un contrôle commun.
- i) Le Soumissionnaire entretient une étroite relation d'affaires ou de famille avec un membre du personnel de l'Emprunteur (ou du personnel de l'entité d'exécution du Projet ou d'un bénéficiaire d'une partie du Prêt) : i) qui intervient directement ou indirectement dans la préparation du Dossier d'appel d'offres ou des Spécifications du Marché, et/ou dans le processus d'évaluation des Offres; ou ii) qui pourrait intervenir dans l'exécution ou la supervision de ce même Marché, sauf si le conflit qui découle de cette relation a été réglé d'une manière satisfaisante pour la Banque pendant le processus de sélection et l'exécution du marché .

4.3 Sous réserve des dispositions de l'article 4.7 des IS, un Soumissionnaire, peut avoir la nationalité d'un pays quelconque. Un Soumissionnaire sera réputé avoir la nationalité d'un pays donné s'il y est constitué en société, ou enregistré, et soumis à son droit, tel qu'il ressort de ses statuts ou documents équivalents et de ses documents d'enregistrement. Ce critère s'appliquera

également à la détermination de la nationalité des sous-traitants et fournisseurs du Marché, y compris les Services connexes.

- 4.4 Un soumissionnaire faisant l'objet d'une sanction prononcée par la Banque conformément à l'article 3.1 des IS, notamment au titre des Directives de la Banque pour la prévention et la lutte contre la corruption dans les projets financés par les prêts de la BIRD et les dons et crédits de l'AID (« les Directives sur la prévention de la corruption »), sera exclue de toute pré-qualification ou attribution et de tout autre bénéfice (financier ou autres) d'un marché financé par la Banque durant la période que la Banque aura déterminée. La liste des exclusions est disponible à l'adresse électronique mentionnée aux **DPAO**.
- 4.5 Les établissements publics du pays de l'Acheteur sont admis à participer à la condition qu'ils puissent établir (i) qu'ils jouissent de l'autonomie juridique et financière, (ii) qu'ils sont régis par les règles du droit commercial, et (iii) qu'ils ne dépendent pas de l'Acheteur. A cette fin, les établissements publics doivent fournir tout document (y compris leurs statuts) permettant d'établir à la satisfaction de la Banque (i) qu'ils ont une personnalité juridique distincte de celle de l'Etat, (ii) qu'ils ne reçoivent aucune subvention publique ou aide budgétaire importante, (iii) qu'ils sont régis par les dispositions du droit commercial et qu'en particulier ils ne sont pas tenus de reverser leurs excédents financiers à l'Etat, qu'ils peuvent acquérir des droits et des obligations, emprunter des fonds, sont tenus du remboursement de leurs dettes et peuvent faire l'objet d'une procédure de faillite, et (iv) l'Acheteur ou l'entité en charge de l'attribution du marché n'est pas leur organe de tutelle, en situation de les contrôler, les superviser ou d'exercer sur eux une influence.
- 4.6 Le Soumissionnaire ne devra pas faire l'objet d'une exclusion temporaire au titre d'une Déclaration de garantie de soumission.
- 4.7 Les entreprises et les individus en provenance des pays énumérés à la Section V sont inéligibles à la condition que (a) la loi ou la réglementation du pays de l'Emprunteur interdise les relations commerciales avec le pays de l'entreprise, sous réserve qu'il soit établi à la satisfaction de la Banque que cette exclusion n'empêche pas le jeu efficace de la concurrence pour les fournitures et services connexes objet du présent Appel d'offres; ou (b) si, en application d'une décision prise par le Conseil de Sécurité des Nations Unies au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, le pays de l'Emprunteur interdit toute importation de fournitures en provenance du pays de l'entreprise ou tout paiement aux personnes physiques ou morales dudit pays.

- 4.8 LeSoumissionnaire doit fournir tout document que l’Acheteur peut raisonnablement exiger, établissant à la satisfaction de l’Acheteur qu’il continue d’être admis à concourir.
- 5. Fournitures et Services connexes répondant aux critères d’origine**
- 5.1 Toutes les fournitures et tous les services connexes faisant l’objet du présent marché et financés par la Banque peuvent provenir de tout pays conformément à la Section V, Pays éligibles.
- 5.2 Aux fins de la présente clause, le terme « fournitures » désigne produits, matières premières, machines, équipements et installations industrielles ; et le terme « services connexes » désigne notamment des services tels que l’assurance, l’installation, la formation et la maintenance initiale.
- 5.3 Le terme « provenir » se réfère au pays où les fournitures sont extraites, cultivées, produites, fabriquées ou transformées ; ou bien le pays où un processus de fabrication, de transformation ou d’assemblage de composants, aboutit à l’obtention d’un article commercialisable dont les caractéristiques de base sont substantiellement différentes de celles de ses composants.

## **B. Contenu du Dossier d’appel d’offres**

- 6. Sections du Dossier d’appel d’offres**
- 6.1 Le Dossier d’appel d’offres comprend les parties 1, 2 et 3, qui incluent toutes les sections dont la liste figure ci-après. Il doit être lu en conjonction avec tout additif éventuel, émis conformément à l’Article 8 des IS.

### **PREMIÈRE PARTIE : Procédures d’appel d’offres**

- Section I. Instructions aux soumissionnaires (IS)
- Section II. Données particulières de l’appel d’offres (DPAO)
- Section III. Critères d’évaluation et de qualification
- Section IV. Formulaire de soumission
- Section V. Pays éligibles
- Section VI. Règles de la Banque en matière de Fraude et Corruption

### **DEUXIÈME PARTIE : Conditions d’Approvisionnement des Fournitures**

- Section VII. Liste des Fournitures, Calendrier de livraison, Spécifications techniques et Plans

### TROISIÈME PARTIE : Marché

- Section VIII. Cahier des clauses administratives générales (CCAG)
  - Section IX. Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
  - Section X. Formulaire du Marché.
- 6.2 L'avis d'appel d'offres publié par l'Acheteur ne fait pas partie du Dossier d'appel d'offres.
- 6.3 L'Acheteur ne peut être tenu responsable vis-à-vis des Soumissionnaires de l'intégrité du Dossier d'Appel d'offres, des réponses aux demandes de clarifications et des additifs au Dossier d'Appel d'Offres conformément à l'Article 8 des IS, s'ils n'ont pas été obtenus directement auprès de l'Acheteur. En cas de contradiction, les documents directement issus par l'Acheteur prévaudront.
- 6.4 Le Soumissionnaire doit examiner l'ensemble des instructions, formulaires, conditions et spécifications figurant dans le Dossier d'appel d'offres. Il lui appartient de fournir tous les renseignements et documents demandés dans le Dossier d'appel d'offres.
- 7. Éclaircissements apportés au Dossier d'appel d'offres**
- 7.1 Un candidat désirant des éclaircissements sur les documents devra contacter l'Acheteur par écrit, à l'adresse de l'Acheteur indiquée dans les **DPAO**. L'Acheteur répondra par écrit à toute demande d'éclaircissements reçue au plus tard dans le délai indiqué aux **DPAO** avant la date limite de dépôt des offres. Il adressera une copie de sa réponse (indiquant la question posée mais sans en identifier l'auteur) à tous les candidats éventuels qui auront obtenu le Dossier d'appel d'offres en conformité avec l'article 6.3 des IS. Si les DPAO le prévoient, l'Acheteur publiera également sa réponse sur le site internet identifié dans les **DPAO**. Au cas où l'Acheteur jugerait nécessaire de modifier le Dossier d'appel d'offres suite aux demandes d'éclaircissements, il le fera conformément à la procédure stipulée aux articles 8 et 22.2 des IS.
- 8. Modifications apportées au Dossier d'appel d'offres**
- 8.1 L'Acheteur peut, à tout moment, avant la date limite de remise des offres, modifier le Dossier d'appel d'offres en publiant un additif.
- 8.2 Tout additif publié sera considéré comme faisant partie intégrante du Dossier d'appel d'offres et sera communiqué par écrit à tous ceux qui ont obtenu le Dossier d'appel d'offres directement de



l'Acheteur. L'Acheteur publiera immédiatement l'additif sur le site internet identifié à l'article 7.1 des IS.

- 8.3 Afin de laisser aux soumissionnaires un délai raisonnable pour prendre en compte la modification du DAO au moment de la préparation de leurs offres, l'Acheteur peut, à sa discrétion, reporter la date limite de remise des offres conformément à l'article 24.2 des IS.

### **C. Préparation des offres**

#### **9. Frais de soumission**

- 9.1 Le candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre, et l'Acheteur n'est en aucun cas responsable de ces frais ni tenu de les régler, quels que soient le déroulement et l'issue de la procédure d'appel d'offres.

#### **10. Langue de l'offre**

- 10.1 L'offre ainsi que toute la correspondance et tous les documents concernant la soumission, échangés entre le Soumissionnaire et l'Acheteur seront rédigés dans la langue stipulée aux **DPAO**. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le Soumissionnaire dans le cadre de la soumission peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction des passages pertinents à l'offre dans la langue stipulée aux **DPAO**, auquel cas, aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction fera foi.

#### **11. Documents constitutifs de l'offre**

- 11.1 L'offre comprendra les documents suivants :
- a) La lettre de soumission conformément aux dispositions de l'Article 12 des IS ;
  - b) les bordereaux de prix applicables, remplis conformément aux dispositions des Articles 12, 14, et 15 des IS ;
  - c) la garantie de l'offre ou la déclaration de garantie de l'offre établie conformément aux dispositions de l'article 19.1 des IS;
  - d) des variantes, si leur présentation est autorisée, conformément aux dispositions de l'Article 13 des IS ;
  - e) la confirmation écrite habilitant le signataire de l'offre à engager le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'article 20.2 des IS ;
  - f) les documents attestant, conformément aux dispositions de l'Article 17 des IS, que le Soumissionnaire possède les qualifications requises pour exécuter le Marché si son offre est retenue;

- g) Les documents attestant, conformément aux dispositions de l'Article 17 des IS, que le Soumissionnaire est admis à concourir
  - h) les documents attestant, conformément aux dispositions de l'Article 17 des IS, que les Fournitures et Services connexes devant être fournis par le Soumissionnaire répondent aux critères d'origine;
  - i) les documents attestant, conformément aux dispositions des clauses 16 et 30 des IS, que les Fournitures et Services connexes sont conformes aux exigences du Dossier d'appel d'offres ; et
  - j) tout autre document stipulé dans les **DPAO**.
- 11.2 En sus des documents requis à l'article 11.1 des IS, l'offre présentée par un Groupement d'entreprises devra inclure soit une copie de l'accord de Groupement liant tous les membres du Groupement, soit une lettre d'intention de constituer un tel Groupement signée par tous les membres du Groupement et assortie d'un projet d'accord.
- Le Soumissionnaire fournira les informations relatives aux commissions et indemnités versées en relation avec son Offre.
- 12. Lettre de soumission et Bordereaux des prix**
- 12.1 Le Soumissionnaire soumettra sa Lettre de soumission et les Bordereaux de prix en remplissant les formulaires fournis à la Section IV, Formulaires de soumission, sans apporter aucune modification à sa présentation, et aucun autre format de remplacement ne sera accepté, sous réserves des dispositions de l'article 20.2 des IS. Toutes les rubriques doivent être remplies de manière à fournir les renseignements demandés.
- 13. Variantes**
- 13.1 Sauf indication contraire dans les **DPAO**, les variantes ne seront pas prises en compte.
- 14. Prix de l'offre et rabais**
- 14.1 Les prix et rabais indiqués par le Soumissionnaire dans la Lettre de soumission et les Bordereaux de prix seront conformes aux stipulations ci-après.
- 14.2 Tous les lots et articles figurant sur la liste des Fournitures et Services connexes devront être énumérés et leur prix devra figurer séparément sur les Bordereaux de prix.
- 14.3 Le prix à indiquer dans la Lettre de soumission sera le prix total de l'offre, hors tout rabais éventuel.
- 14.4 Le Soumissionnaire indiquera tout rabais inconditionnel et la méthode d'application dudit rabais dans la Lettre de soumission.
- 14.5 Les prix offerts par le Soumissionnaire seront fermes pendant toute la durée d'exécution du Marché par le Soumissionnaire et

ne pourront varier en aucune manière, sauf stipulation contraire figurant dans les **DPAO**. Une offre assortie d'une clause de révision des prix sera considérée comme non conforme et sera écartée, en application de l'Article 29 des IS. Cependant, si les **DPAO** prévoient que les prix seront révisables pendant la période d'exécution du Marché, une offre à prix ferme ne sera pas rejetée, mais le coefficient de révision considéré comme égal à zéro.

- 14.6 L'article 1.1 peut prévoir que l'appel d'offres soit lancé pour un seul marché (lot) ou pour un groupe de marchés (lots). Sauf indication contraire dans les **DPAO**, les prix indiqués devront correspondre à la totalité des articles de chaque lot, et à la totalité de la quantité indiquée pour chaque article. Les Soumissionnaires désirant offrir une réduction de prix en cas d'attribution de plus d'un marché spécifieront les réductions applicables à chaque groupe de lots ou à chaque marché du groupe de lots. Les réductions de prix ou rabais accordés seront proposés conformément à l'article 14.4, à la condition toutefois que les offres pour tous les lots soient soumises et ouvertes en même temps.
- 14.7 Les termes « EXW, CIP » et autres termes analogues seront régis par les règles prescrites dans la dernière édition d'Incoterms publiée par la Chambre de commerce internationale à la date de l'appel d'offres comme spécifié dans les **DPAO**.
- 14.8 Les prix seront indiqués comme requis dans chacun des bordereaux des prix fournis à la Section IV, Formulaire de soumission. La décomposition du prix entre ses différentes composantes n'aura pour but que de faciliter la comparaison des offres par l'Acheteur. Elle ne limitera en aucune façon le droit de l'Acheteur de passer le marché sur la base de l'une quelconque des conditions offertes par le Soumissionnaire. Le Fournisseur est libre, en indiquant le prix, de recourir à un transporteur et d'obtenir des prestations d'assurance en provenance de tout pays, en accord avec la Section V, Pays éligibles. Les prix proposés dans les formulaires de bordereaux des prix pour les Fournitures et Services connexes, seront présentés de la manière suivante :
  - a) Pour les Fournitures fabriquées dans le pays de l'Acheteur :
    - i) le prix des fournitures EXW (sortie usine, fabrique, magasin d'exposition, entrepôt ou magasin de ventes, suivant le cas), y compris tous les droits de douanes, taxes sur les ventes ou autres déjà payés ou à payer sur les composants ou matières premières utilisés dans la fabrication ou l'assemblage des Fournitures;

- ii) les taxes sur les ventes et autres taxes perçues sur les Fournitures qui seront dues dans le pays de l'Acheteur si le Marché est attribué; et
  - iii) le prix des transports intérieurs, assurance et autres services locaux afférents à la livraison des Fournitures jusqu'à leur destination finale (site du Projet) spécifiée dans les **DPAO**.
- b) Pour les Fournitures fabriquées en dehors du pays de l'Acheteur, donc fournitures à importer :
- i) le prix des fournitures CIP-lieu de destination, dans le pays de l'Acheteur, tel que stipulé aux **DPAO**;
  - ii) le prix des transports intérieurs, assurance et autres services locaux afférents à la livraison des fournitures du lieu de destination indiqué (CIP) à leur destination finale (site du Projet) spécifiée aux **DPAO**.
- c) Pour les Fournitures fabriquées en dehors du pays de l'Acheteur, mais déjà importées:
- i) le prix des Fournitures, incluant la valeur d'importation initiale des fournitures, et la marge (ou réduction) éventuelle, ainsi que les autres coûts associés, et les droits de douanes et autres taxes d'importation déjà payés ou à payer sur les fournitures déjà importées ;
  - ii) les droits de douanes et autres taxes d'importation déjà payés (justifiés par des documents) ou à payer sur les Fournitures déjà importées ;
  - iii) le prix des Fournitures obtenu par différence de (i) et (ii) ci avant,
  - iv) les taxes sur les ventes et autres taxes perçues sur les Fournitures qui seront dues dans le pays de l'Acheteur si le Marché est attribué; et
  - v) le prix des transports intérieurs, assurance et autres services locaux afférents à l'acheminement des Fournitures jusqu'à leur destination finale (site du projet) spécifiée dans les **DPAO**.
- d) Pour les Services connexes, autres que transports intérieurs et autre services nécessaires pour acheminer les Fournitures à leur lieu de destination finale, lorsque de tels Services connexes sont requis dans la Section VII: Liste des fournitures, Calendrier de livraison,Spécifications techniques et plans:

- i) le prix de chaque élément faisant partie des Services connexes (taxes applicables comprises).

**15. Monnaies de l'offre et de règlement**

- 15.1 La(les) monnaie(s) de l'Offre et la(les) monnaie(s) de règlement seront conformes aux dispositions des **DPAO**. Le Soumissionnaire indiquera la part du prix de son offre correspondant aux dépenses encourues dans le pays de l'Acheteur, dans la monnaie du pays de l'Acheteur, sauf spécification contraire dans les **DPAO**.
- 15.2 Le Soumissionnaire pourra indiquer le prix de son offre dans la monnaie de tout pays. Si le Soumissionnaire souhaite être payé en plusieurs monnaies, il peut formuler le prix de son offre dans ces monnaies, à condition de ne pas utiliser plus de trois monnaies en plus de la monnaie du pays de l'Acheteur.

**16. Documents attestant que les Fournitures et Services connexes répondent aux critères d'origine et sont conformes**

- 16.1 Pour établir que les Fournitures et Services connexes répondent aux critères d'origine, en application des dispositions de l'Article 5 des IS, un Soumissionnaire devra remplir les déclarations indiquant le pays d'origine figurant dans les bordereaux de prix, inclus à la Section IV, Formulaire de soumission.
- 16.2 Pour établir la conformité des Fournitures et Services connexes au Dossier d'appel d'offre, le Soumissionnaire fournira dans le cadre de son offre les preuves écrites que les fournitures se conforment aux spécifications techniques et normes spécifiées à la Section VII, Liste des fournitures, calendrier de livraison, spécifications techniques et plans.
- 16.3 Les preuves écrites peuvent revêtir la forme de prospectus, dessins ou données et comprendront une description détaillée des principales caractéristiques techniques et de performance des Fournitures et Services connexes, démontrant qu'ils correspondent pour l'essentiel aux spécifications et, le cas échéant une liste des divergences et réserves par rapport aux dispositions de la Section VII, Liste des fournitures, calendrier de livraison, spécifications techniques et plans.
- 16.4 Le Soumissionnaire fournira également une liste donnant tous les détails, y compris les sources d'approvisionnement disponibles et les prix courants des pièces de rechange, outils spéciaux, etc., nécessaires au fonctionnement correct et continu des fournitures depuis le début de leur utilisation par l'Acheteur et pendant la période précisée aux **DPAO**.
- 16.5 Les normes qui s'appliquent aux modes d'exécution, procédés de fabrication, équipements et matériels, ainsi que les références à des noms de marque ou à des numéros de catalogue spécifiés par l'Acheteur sur le Bordereau des quantités, calendrier de livraison,

et spécifications techniques ne sont mentionnés qu'à titre indicatif et n'ont nullement un caractère restrictif. Le Soumissionnaire peut leur substituer d'autres normes de qualité, noms de marque et/ou d'autres numéros de catalogue, pourvu qu'il établisse à la satisfaction de l'Acheteur que les normes, marques et numéros ainsi substitués sont substantiellement équivalents ou supérieurs aux spécifications techniques de la Section VII.

**17. Documents attestant de l'éligibilité et des qualifications du Soumissionnaire**

17.1 Pour établir que le Soumissionnaire répond aux critères d'origine, en application des dispositions de l'Article 4 des IS, le Soumissionnaire devra remplir la Lettre de soumission, incluse à la Section IV, Formulaire de soumission.

17.2 Les documents que le Soumissionnaire fournira pour établir qu'il possède les qualifications requises pour exécuter le Marché si son offre est acceptée, établiront, à la satisfaction de l'Acheteur, que :

- a) si requis par les **DPAO**, le Soumissionnaire qui ne fabrique ou ne produit pas les Fournitures qu'il offre, soumettra une Autorisation du Fabricant, en utilisant à cet effet le formulaire type inclus dans la Section IV, Formulaire de soumission, pour attester du fait qu'il a été dûment autorisé par le fabricant ou le producteur des Fournitures pour fournir ces dernières dans le pays de l'Acheteur;
- b) si requis par les **DPAO**, au cas où il n'est pas présent dans le pays de l'Acheteur, le Soumissionnaire est ou sera (si son offre est acceptée) représenté par un agent équipé et en mesure de répondre aux obligations contractuelles du fournisseur en matière de spécifications techniques, d'entretien, de réparations et de fournitures de pièces détachées.
- c) le Soumissionnaire remplit chacun des critères de qualification spécifié à la Section III, Critères d'Évaluation et de Qualification

**18. Période de validité des offres**

18.1 Les offres demeureront valables pendant la période spécifiée dans les **DPAO** après la date limite de soumission fixée par l'Acheteur en conformité avec l'article 22.1 des IS. Une offre valable pour une période plus courte sera considérée comme non conforme et rejetée par l'Acheteur.

18.2 Exceptionnellement, avant l'expiration de la période de validité des offres, l'Acheteur peut demander aux soumissionnaires de proroger la durée de validité de leurs offres. La demande et les réponses seront formulées par écrit. S'il est demandé une garantie d'offre ou une Déclaration de garantie de l'offre en application de l'Article 19 des IS, sa validité sera prolongée pour une durée correspondante. Un soumissionnaire peut refuser de proroger la

validité de son offre sans perdre sa garantie. Un soumissionnaire qui consent à cette prorogation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire, sous réserve des dispositions de l'article 18.3 des IS.

18.3 Si l'attribution est retardée de plus de cinquante-six (56) jours au-delà du délai initial de validité de l'Offre, le prix du Marché sera déterminé comme suit :

- a) dans le cas d'un marché à prix ferme, le Montant du Marché sera égal au Montant de l'Offre actualisé par le facteur figurant aux **DPAO**;
- b) dans le cas d'un marché à prix révisable, le Montant du Marché sera le Montant de l'Offre.
- c) dans tous les cas, les offres seront évaluées sur la base du Montant des Offres sans prendre en considération l'actualisation susmentionnée.

## **19. Garantie de soumission**

19.1 Si cela est requis dans les **DPAO**, le Soumissionnaire fournira l'original d'une garantie de soumission ou d'une déclaration de garantie de l'offre qui fera partie intégrante de son offre. Lorsqu'une garantie de soumission est exigée, le montant et la monnaie dans laquelle elle doit être libellée seront indiqués dans les **DPAO**.

19.2 La Déclaration de garantie de soumission se présentera selon le modèle présenté à la Section IV – Formulaire de soumission.

19.3 Lorsqu'elle est requise par le présent article, la Garantie de soumission se présentera sous l'une des formes ci-après, au choix du Soumissionnaire :

- a) une garantie bancaire à première demande émise par une banque, une compagnie d'assurances ou un organisme de caution;
- b) un crédit documentaire irrévocable ; ou
- c) un chèque de banque ou un chèque certifié ; ou
- d) toute autre garantie mentionnée, le cas échéant, dans les **DPAO**,

en provenance d'une source reconnue, établie dans un pays satisfaisant aux critères d'origine figurant à la Section V. Pays Eligibles. Si la Garantie de soumission fournie par le Soumissionnaire est sous forme d'une garantie à première demande émise par une société d'assurance ou un

organisme de caution situé en dehors du pays de l'Acheteur, l'institution émettrice devra avoir une institution financière correspondante dans le pays de l'Acheteur afin d'en permettre l'exécution, le cas échéant. La Garantie de soumission sera établie conformément au formulaire figurant à la Section IV- Formulaires de Soumission, ou dans une autre forme similaire en substance et approuvée par l'Acheteur avant le dépôt de l'Offre. La Garantie de soumission devra comporter l'identification complète du Soumissionnaire. La Garantie de soumission devra demeurer valide pour une période excédant vingt-huit jours (28) la durée initiale de validité de l'Offre et, le cas échéant toute autre date suite à une prorogation selon les dispositions de l'article 18.2 des IS.

- 19.4 Si une garantie de soumission est requise en application de l'article 19.1 des IS, toute offre non accompagnée d'une garantie de soumission substantiellement conforme sera écartée par l'Acheteur comme étant non conforme.
- 19.5 Si une garantie de soumission est requise en application de l'article 19.1 des IS, les garanties de soumission des soumissionnaires non retenus leur seront restituées le plus rapidement possible après que le Soumissionnaire retenu aura fourni la garantie de bonne exécution prescrite à l'Article 42 des IS.
- 19.6 La Garantie de soumission du Soumissionnaire retenu lui sera restituée dans les meilleurs délais après la signature du Marché, contre remise de la Garantie de bonne exécution requise.
- 19.7 La garantie d'offre peut être saisie ou la déclaration de garantie de l'offre suivie d'effet:
  - a) si le Soumissionnaire retire son offre pendant le délai de validité qu'il aura spécifié dans la Lettre de soumission, sous réserve des dispositions de l'article 18.2 des IS ; ou
  - b) s'agissant du Soumissionnaire retenu, si ce dernier :
    - i) manque à son obligation de signer le Marché en application de l'Article 41 des IS ; ou
    - ii) manque à son obligation de fournir la garantie de bonne exécution en application de l'Article 42 des IS.
- 19.8 La garantie d'offre ou la déclaration de garantie de l'offre d'un groupement d'entreprises doit être au nom du groupement qui a soumis l'offre. Si un groupement n'a pas été formellement constitué lors du dépôt de l'offre, la garantie d'offre ou la déclaration de garantie de l'offre d'un groupement d'entreprises



doit être au nom de tous les futurs membres du groupement, conformément au libellé de la lettre d'intention. mentionnée aux articles 4.1 et 11.2 des IS.

19.9 Lorsqu'en application de l'article 19.1 des IS, aucune garantie de soumission n'est exigée et si :

- a) le Soumissionnaire retire son Offre pendant le délai de validité mentionné dans la Lettre de soumission; ou
- b) le Soumissionnaire retenu manque à son obligation de signer le Marché conformément à l'Article 41 des IS, ou de fournir la Garantie de bonne exécution conformément à l'Article 42 des IS,

l'Acheteur pourra disqualifier le Soumissionnaire de toute attribution de marché par l'Acheteur pour la période de temps stipulée dans les **DPAO**.

## **20. Forme et signature de l'offre**

20.1 Le Soumissionnaire préparera un original des documents constitutifs de l'offre tels que décrits à l'Article 11 des IS, en indiquant clairement la mention « ORIGINAL ». Une offre variante, lorsque elle est recevable, en application de l'Article 13 des IS portera clairement la mention « VARIANTE ». Par ailleurs, il soumettra le nombre de copies de l'offre indiqué dans les **DPAO**, en mentionnant clairement sur ces exemplaires « COPIE ». En cas de différences entre les copies et l'original, l'original fera foi.

20.2 L'original et toutes copies de l'offre seront dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile ; ils seront signés par une personne dûment habilitée à signer au nom du Soumissionnaire. Cette habilitation sera établie dans la forme spécifiée dans les **DPAO**, et jointe à la Soumission. Le nom et le titre de chaque personne signataire de l'habilitation devront être dactylographiés ou imprimés sous la signature. Toutes les pages de l'offre, à l'exception des publications non modifiées, seront paraphées par la personne signataire de l'offre.

20.3 Les offres soumises par des entreprises groupées devront être signées au nom du groupement par un représentant habilité du groupement de manière à engager tous les membres du groupement et inclure le pouvoir du mandataire du groupement signé par les personnes habilitées à signer au nom du groupement.

20.4 Tout ajout entre les lignes, rature ou surcharge, pour être valable, devra être signé ou paraphé par la personne signataire de l'offre.

## **D. Remise des Offres et Ouverture des plis**

- 21. Cachetage et marquage des offres**
- 21.1 Le Soumissionnaire placera l'original de son offre et toutes les copies, y compris les variantes éventuellement autorisées en application de l'Article 13 des IS, dans des enveloppes séparées et cachetées, portant la mention « ORIGINAL-OFFRE DE BASE », « ORIGINAL -VARIANTE » ou « COPIE –OFFRE DE BASE et COPIE-VARIANTE», selon le cas. Toutes ces enveloppes seront elles-mêmes placées dans une même enveloppe extérieure cachetée.
- 21.2 Les enveloppes intérieure et extérieure devront:
- comporter le nom et l'adresse du Soumissionnaire ;
  - être adressées à l'Acheteur conformément à l'article 24.1 des IS;
  - comporter l'identification de l'appel d'offres indiqué à l'article 1.1 des IS;
  - comporter la mention de ne pas les ouvrir avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture des plis.
- 21.3 Si les enveloppes ne sont pas cachetées et marquées comme stipulé, l'Acheteur ne sera nullement responsable si l'offre est égarée ou ouverte prématurément.
- 22. Date et heure limite de remise des offres**
- 22.1 Les offres doivent être reçues par l'Acheteur à l'adresse indiquée dans les **DPAO** et au plus tard à la date et à l'heure qui y sont spécifiées. Lorsque les **DPAO** le prévoient, les Soumissionnaires devront avoir la possibilité de soumettre leur offre par voie électronique. Dans un tel cas, les Soumissionnaires devront suivre la procédure prévue aux **DPAO**.
- 22.2 L'Acheteur peut, s'il le juge nécessaire, reporter la date limite de remise des offres en modifiant le Dossier d'appel d'offres en application de l'Article 8 des IS, auquel cas, tous les droits et obligations de l'Acheteur et des soumissionnaires régis par la date limite antérieure seront régis par la nouvelle date limite.
- 23. Offres hors délai**
- 23.1 L'Acheteur n'examinera aucune offre arrivée après l'expiration du délai de remise des offres, conformément à l'Article 22 des IS. Toute offre reçue par l'Acheteur après la date et l'heure limites de dépôt des offres sera déclarée hors délai, écartée et renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte.
- 24. Retrait, substitution et modification des offres**
- 24.1 Un Soumissionnaire peut retirer, remplacer, ou modifier son offre après l'avoir remise, par voie de notification écrite, dûment signée par un représentant habilité, assortie d'une copie de l'habilitation en application de l'article 20.2 des IS. La modification ou l'offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Toutes les notifications devront être :

- a) préparées et délivrées en application des articles 20 et 21 des IS (sauf pour ce qui est des notifications de retrait qui ne nécessitent pas de copies). Par ailleurs, les enveloppes doivent porter clairement, selon le cas, la mention « RETRAIT », « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION » ; et
- b) reçues par l'Acheteur avant la date et l'heure limites de remise des offres conformément à l'Article 22 des IS.

24.2 Les offres dont les soumissionnaires demandent le retrait en application de l'article 24.1 leur seront renvoyées sans avoir été ouvertes.

24.3 Aucune offre ne peut être retirée, remplacée ou modifiée entre la date et l'heure limites de dépôt des offres et la date d'expiration de la validité spécifiée par le Soumissionnaire sur le formulaire d'offre, ou d'expiration de toute période de prorogation.

## 25. Ouverture des plis

25.1 L'Acheteur procédera à l'ouverture des plis en public de toutes les offres reçues avant la date et l'heure limites (quelque soit le nombre d'offres reçues) en présence des représentants des Soumissionnaires et de toute autre personne qui souhaite être présente à la date, à l'heure et à l'adresse indiquées dans les **DPAO**. Les procédures spécifiques à l'ouverture d'offres électroniques si de telles offres sont prévues à l'article 22.1 des IS seront détaillées dans les **DPAO**.

25.2 Dans un premier temps, les enveloppes marquées « RETRAIT » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l'enveloppe contenant l'offre correspondante sera renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. Si l'enveloppe marquée « RETRAIT » ne contient pas le pouvoir confirmant que la signature est celle d'une personne autorisée à représenter le Soumissionnaire, l'offre correspondante sera ouverte. Aucun retrait d'offre ne sera autorisé si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander le retrait et n'est pas lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « OFFRE DE REMPLACEMENT » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente, qui sera renvoyée sans avoir été ouverte au Soumissionnaire. Aucun remplacement d'offre ne sera autorisé si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et n'est pas lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « MODIFICATION » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l'offre correspondante. Aucune modification d'offre ne sera autorisée si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander la modification et n'est pas lue à haute voix. Seules les offres qui ont été ouvertes

et annoncées à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite considérées.

- 25.3 Toutes les autres enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et le nom du Soumissionnaire annoncé à haute voix, ainsi que la mention éventuelle d'une modification, le prix de l'offre, par lot le cas échéant, y compris tout rabais et toutes variantes éventuelles, l'existence d'une garantie d'offre si elle est exigée, et tout autre détail que l'Acheteur peut juger utile de mentionner. Seuls les rabais et variantes de l'offre annoncés à haute voix lors de l'ouverture des plis seront soumis à évaluation. La Lettre de Soumission et les Bordereaux des prix seront paraphés par les représentants de l'Acheteur présents à la cérémonie d'ouverture des plis de la manière précisée dans les **DPAO**. L'Acheteur ne doit ni se prononcer sur les mérites des offres ni rejeter aucune des offres (à l'exception des offres reçues hors délais et en conformité avec l'article 23.1 des IS).
- 25.4 L'Acheteur établira un procès-verbal de la séance d'ouverture des plis, qui comportera au minimum : le nom du Soumissionnaire et s'il y a retrait, remplacement de l'offre ou modification, le prix de l'offre, par lot le cas échéant, y compris tous rabais et variante proposés, et l'existence ou l'absence d'une garantie de soumission si elle est exigée. Il sera demandé aux représentants des soumissionnaires présents de signer le procès-verbal d'ouverture des plis. L'absence de la signature d'un Soumissionnaire ne porte pas atteinte à la validité et au contenu du procès-verbal. Un exemplaire du procès-verbal sera distribué à tous les Soumissionnaires.

## **E. Évaluation et comparaison des offres**

- 26. Confidentialité**
- 26.1 Aucune information relative à l'évaluation des offres et à la recommandation d'attribution du Marché ne sera donnée aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l'attribution du Marché n'aura pas été notifiée aux Soumissionnaires conformément à l'Article 40 des IS.
- 26.2 Toute tentative faite par un Soumissionnaire pour influencer l'Acheteur lors de l'évaluation des offres ou lors de la décision d'attribution peut entraîner le rejet de son offre.
- 26.3 Nonobstant les dispositions de l'article 26.2, entre le moment où les plis seront ouverts et celui où le Marché sera attribué, si un Soumissionnaire souhaite entrer en contact avec l'Acheteur pour des motifs ayant trait à la procédure d'appel d'offres, il devra le faire par écrit.

- 27. Éclaircissements concernant les Offres**
- 27.1 Pour faciliter l'examen, l'évaluation, la comparaison des offres et la vérification de la qualification des soumissionnaires, l'Acheteur a toute latitude pour demander à un Soumissionnaire des éclaircissements sur son offre. Aucun éclaircissement apporté par un Soumissionnaire autrement qu'en réponse à une demande de l'Acheteur ne sera pris en compte. La demande d'éclaircissement de l'Acheteur, comme la réponse apportée, seront formulées par écrit. Aucune modification de prix, ni aucun changement substantiel de l'offre (y compris un changement dans le Montant de son Offre fait à l'initiative du Soumissionnaire) ne seront demandés, offerts ou autorisés, si ce n'est pour confirmer la correction des erreurs arithmétiques découvertes par l'Acheteur lors de l'évaluation des offres en application de l'Article 31 des IS.
- 27.2 L'offre d'un soumissionnaire qui ne fournit pas les éclaircissements sur son Offre avant la date et l'heure spécifiée par l'Acheteur dans sa demande d'éclaircissement sera susceptible d'être rejetée.
- 28. Divergences, réserves ou omissions**
- 28.1 Aux fins de l'évaluation des Offres, les définitions suivantes s'appliqueront :
- a) Une « divergence » est un écart par rapport aux stipulations du Dossier d'Appel d'Offres;
  - b) Une « réserve » est la formulation d'une conditionnalité restrictive, ou la non acceptation d'une disposition requise par le Dossier d'Appel d'Offres ; et
  - c) Une « omission » est l'absence totale ou partielle des renseignements et documents exigés par le Dossier d'Appel d'Offres.
- 29. Conformité des offres**
- 29.1 L'Acheteur établira la conformité de l'Offre sur la base de son seul contenu, tel que défini à l'Article 11 des IS.
- 29.2 Une offre conforme pour l'essentiel est une offre conforme à toutes les stipulations, spécifications et conditions du Dossier d'appel d'offres, sans divergence, réserve ou omission importante. Les divergences ou omission importantes sont celles :
- a) si elles étaient acceptées,
    - i) limiteraient de manière importante la portée, la qualité ou les performances des Fournitures et Services connexes spécifiés dans le Marché ; ou
    - ii) limiteraient, d'une manière importante et non conforme au Dossier d'Appel d'Offres, les droits de l'Acheteur

ou les obligations du Soumissionnaire au titre du Marché ; ou

- b) si elles étaient rectifiées, seraient préjudiciable aux autres Soumissionnaires ayant présenté des offres conformes pour l'essentiel.

29.3 L'Acheteur examinera les aspects techniques de l'offre en application de l'Article 16 des IS, notamment pour s'assurer que toutes les exigences de la Section VII (Spécifications techniques et plans) ont été satisfaites sans divergence, réserve ou omission importante.

29.4 L'Acheteur écartera toute offre qui n'est pas conforme pour l'essentiel au Dossier d'appel d'offres et le Soumissionnaire ne pourra pas par la suite la rendre conforme en apportant des corrections à la divergence, réserve ou omission importante constatée.

**30. Non-conformité, erreurs et omissions**

30.1 Si une offre est conforme pour l'essentiel, l'Acheteur peut tolérer toute non-conformité ou omission qui ne constitue pas une divergence importante par rapport aux conditions de l'appel d'offres.

30.2 Si une offre est conforme pour l'essentiel, l'Acheteur peut demander au Soumissionnaire de présenter, dans un délai raisonnable, les informations ou la documentation nécessaires pour remédier à la non-conformité ou aux omissions non essentielles constatées dans l'offre en rapport avec la documentation demandée. Pareille omission ne peut, en aucun cas, être liée à un élément quelconque du prix de l'offre. Le Soumissionnaire qui ne se conformerait pas à cette demande peut voir son offre écartée.

30.3 Lorsqu'une offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres, l'Acheteur rectifiera les non-conformités ou omissions mineures qui affectent le Montant de l'Offre. A cet effet, le Montant de l'Offre sera ajusté, uniquement aux fins de l'évaluation, pour tenir compte de l'élément ou composant manquant ou non conforme.

**31. Correction des erreurs arithmétiques**

31.1 Si une offre est conforme pour l'essentiel, l'Acheteur rectifiera les erreurs arithmétiques sur la base suivante :

- a) S'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l'avis de l'Acheteur, la virgule des décimales du

prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ;

- b) Si le total obtenu par addition ou soustraction des sous totaux n'est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera corrigé ; et
- c) S'il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas (a) et (b) ci-dessus.

31.2 Il sera demandé au Soumissionnaire d'accepter la correction des erreurs arithmétiques. Si le Soumissionnaire n'accepte pas les corrections apportées en conformité avec l'article 31.1, son offre sera écartée.

### **32. Conversion en une seule monnaie**

32.1 Aux fins d'évaluation et de comparaison, l'Acheteur convertira tous les prix des offres exprimés dans diverses monnaies en une seule monnaie, comme indiqué dans les **DPAO**.

### **33. Marge de préférence**

33.1 Sauf spécification contraire dans les **DPAO** aucune marge de préférence ne sera accordée.

### **34. Évaluation des Offres**

34.1 Pour évaluer une offre, l'Acheteur n'utilisera que les critères et méthodes définis dans la présente clause et dans la Section III, Critères d'évaluation et de qualification, à l'exclusion de tous autres critères et méthodes.

34.2 Pour évaluer l'offre, l'Acheteur prendra en compte les éléments ci-après :

- a) Le mode d'évaluation, par article ou par lot, comme indiqué dans les **DPAO**, et le prix de l'offre indiqué suivant les dispositions de l'Article 14 des IS;
- b) les ajustements apportés au prix pour corriger les erreurs arithmétiques en application de l'article 31.1 des IS;
- c) les ajustements du prix imputables aux rabais offerts en application de l'article 14.3 des IS;
- d) la conversion en une seule monnaie des montants résultant des opérations a), b) et c) ci-dessus, conformément aux dispositions de l'Article 32 des IS;
- e) les ajustements résultant de toute autre modification, divergence ou réserve quantifiable calculés conformément à l'article 30.3 des IS;

- f) les ajustements résultant de l'utilisation des facteurs d'évaluation additionnels figurant à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification.
- 34.3 L'effet éventuel des formules de révision des prix figurant dans les CCAP qui seront appliquées durant la période d'exécution du Marché, ne sera pas pris en considération lors de l'évaluation des offres.
- 34.4 Si le Dossier d'appel d'offres autorise les soumissionnaires à indiquer séparément leurs prix pour différents lots, et permet à l'Acheteur d'attribuer un ou plusieurs lots à un plus d'un soumissionnaire, la méthode d'évaluation pour déterminer la combinaison d'offres la moins-disante, compte tenu de tous rabais offerts dans la lettre de soumission de l'offre, sera précisée dans la Section III, Critères d'évaluation et de qualification.
- 34.5 Lors de l'évaluation du montant des offres, l'Acheteur exclura et ne prendra pas en compte :
- a) dans le cas de Fournitures fabriquées dans le pays de l'Acheteur, des taxes sur les ventes ou autres taxes du même type dues sur le montant des Fournitures en cas d'attribution du Marché au Soumissionnaire;
  - b) dans le cas de Fournitures fabriquées en dehors du pays de l'Acheteur, déjà importées ou à importer, des droits de douane et autres droits d'entrée, des taxes sur les ventes ou autres taxes du même type dues sur le montant des Fournitures en cas d'attribution du Marché au Soumissionnaire;
  - c) de toute provision éventuelle pour révision des prix pendant la période d'exécution du Marché, lorsqu'elle est prévue dans l'offre.
- 34.6 Pour évaluer l'offre, l'Acheteur peut devoir prendre également en considération des facteurs autres que le prix de l'offre indiqué en application de l'Article 14 des IS, dont les caractéristiques, la performance des Fournitures et Services connexes et leurs conditions d'achat. Les facteurs retenus, le cas échéant, seront exprimés en termes monétaires de manière à faciliter la comparaison des offres, sauf spécification contraire dans la Section III, Critères d'évaluation et de qualification. Les facteurs à utiliser et la méthode d'application seront comme indiqué à l'article 34.2 (d) des IS.
- 35. Comparaison des offres**
- 35.1 L'Acheteur comparera toutes les offres substantiellement conformes pour déterminer l'offre évaluée la moins-disante, en application de l'article 34.2 des IS. La comparaison des offres



doit s'effectuer sur la base du prix CIP (lieu de destination) pour les fournitures importées, et sur celle du prix EXW, plus le coût du transport intérieur et de l'assurance jusqu'au lieu de destination pour les fournitures fabriquées dans le pays de l'Emprunteur, et tenir compte des prix de tous services demandés d'installation, de formation, de mise en service et autres services. L'évaluation du prix ne tiendra pas compte des droits de douane et autres taxes prélevées sur des fournitures importées sur la base de prix CIP et des taxes sur les ventes et autres taxes similaires perçues en relation avec la vente ou la livraison de fournitures.

- 36. Vérification a posteriori des qualifications du soumissionnaire**
- 36.1 L'Acheteur s'assurera que le Soumissionnaire retenu pour avoir soumis l'offre évaluée la moins-disante et conforme pour l'essentiel aux dispositions du dossier d'appel d'offres, possède bien les qualifications requises stipulées dans la Section III, Critères d'évaluation et de qualification.
- 36.2 Cette détermination sera fondée sur l'examen des pièces attestant les qualifications du Soumissionnaire et soumises par lui en application de l'Article 17 des IS.
- 36.3 L'attribution du Marché au Soumissionnaire est subordonnée à l'issue positive de cette détermination. Au cas contraire, l'offre sera rejetée et l'Acheteur procédera à l'examen de la seconde offre évaluée la moins-disante afin d'établir de la même manière si le Soumissionnaire est capable d'exécuter le Marché de façon satisfaisante.
- 37. Droit de l'Acheteur d'accepter l'une quelconque des offres et de rejeter une ou toutes les offres**
- 37.1 L'Acheteur se réserve le droit d'accepter ou d'écarter toute offre, et d'annuler la procédure d'appel d'offres et d'écarter toutes les offres à tout moment avant l'attribution du Marché, sans encourir de ce fait une responsabilité quelconque vis-à-vis des soumissionnaires. En cas d'annulation, les Offres et les Garanties de soumission seront renvoyées sans délai aux Soumissionnaires.

## **F. Attribution du Marché**

- 38. Critères d'attribution**
- 38.1 Sous réserve des dispositions de l'article 38.1 des IS, l'Acheteur attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la moins-disante et jugée conforme pour l'essentiel au Dossier d'appel d'offres, à condition que le Soumissionnaire soit en outre jugé qualifié pour exécuter le Marché de façon satisfaisante.
- 39. Droit de l'Acheteur de modifier les**
- 39.1 Au moment de l'attribution du Marché, l'Acheteur se réserve le droit d'augmenter ou de diminuer la quantité de Fournitures et de Services connexes initialement spécifiée à la Section VII,

**quantités au moment de l'attribution du Marché**

pour autant que ce changement n'exécède pas les pourcentages indiqués dans les **DPAO**, et sans aucune modification des prix unitaires ou autres conditions de l'offre et du Dossier d'appel d'offres.

**40. Notification de l'attribution du Marché**

40.1 Avant l'expiration du délai de validité des offres, l'Acheteur notifiera au Soumissionnaire retenu, par écrit, que son offre a été retenue. La lettre de notification à laquelle il est fait référence ci-après et dans le Marché sous l'intitulé « Lettre de Marché » comportera le montant que l'Acheteur devra régler ou Fournisseur pour l'exécution du Marché, montant auquel il est fait référence ci-après et dans les documents contractuels sous le terme de « Montant du Marché ». L'Acheteur notifiera simultanément aux autres Soumissionnaires du résultat de l'Appel d'offres et publiera dans *UNDB en ligne* ce résultat, en identifiant l'Appel d'offres et le numéro des lots, et en fournissant les informations suivantes :

- (i) le nom de chaque Soumissionnaire ayant remis une offre,
- (ii) le Montant des Offres tels qu'annoncé lors de l'ouverture des plis,
- (iii) le nom et le montant évalué de chacune des Offres ayant fait l'objet d'une évaluation,
- (iv) le nom des Soumissionnaires dont l'Offre a été rejetée, et les motifs de rejet, et
- (v) le nom du Soumissionnaire dont l'offre a été retenue, le Montant de son Offre, ainsi que la durée d'exécution et un sommaire de la description du Marché attribué.

40.2 Jusqu'à la rédaction et l'approbation de la version officielle et définitive du Marché, la Notification d'attribution constituera l'engagement réciproque de l'Acheteur et de l'Attributaire.

40.3 L'Acheteur répondra rapidement par écrit à tout Soumissionnaire ayant présenté une offre infructueuse qui, après la notification de l'attribution du marché faite conformément à l'article 40.1 ci-dessus, aura présenté par écrit à l'Acheteur une requête en vue d'obtenir des informations sur le (ou les) motif(s) pour le(s)quel(s) son offre n'a pas été retenue.

**41. Signature du Marché**

41.1 Dans les meilleurs délais après la notification, l'Acheteur enverra au Soumissionnaire retenu l'Acte d'Engagement.

- 41.2 Dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de l'Acte d'Engagement le Soumissionnaire retenu le signera, le datera et le renverra à l'Acheteur.
- 41.3 Nonobstant les dispositions de l'article 41.2 ci-dessus, si la signature du Contrat est entravée par des restrictions sur les importations imputables à l'Acheteur, au pays de l'Acheteur ou à l'utilisation des produits/biens, systèmes ou services devant être fournis, et si lesdites restrictions à l'importation sont régies par des règlements commerciaux du pays du Fournisseur des produits/biens, systèmes ou services, le soumissionnaire ne sera pas lié par son offre. Cette disposition prendra effet dans les seuls cas où le soumissionnaire démontrera de manière satisfaisante pour la Banque et l'Acheteur, que la signature du Contrat n'a pas été entravée par un manque de diligence de la part du Soumissionnaire lors de l'établissement des formalités nécessaires telles que la demande de permis, des autorisations et licences requises pour l'exportation des produits/biens, systèmes ou services en conformité avec les termes du Marché.

**42. Garantie de  
bonne exécution**

- 42.1 Dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de la notification par l'Acheteur de l'attribution du Marché, le Soumissionnaire retenu fournira la garantie de bonne exécution, conformément au CCAG (Cahier des clauses administratives générales), en utilisant le Formulaire de garantie de bonne exécution figurant à la Section X, Formulaires du Marché ou tout autre modèle jugé acceptable par l'Acheteur. Si la Garantie de bonne exécution fournie par le Soumissionnaire retenu est sous la forme d'une caution, cette dernière devra être émise par un organisme de caution ou une compagnie d'assurance acceptable pour l'Acheteur. Un organisme de caution ou une compagnie d'assurance situé en dehors du Pays de l'Acheteur devra avoir un correspondant dans le Pays de l'Acheteur.
- 42.2 Le défaut de soumission par le Soumissionnaire retenu, de la garantie de bonne exécution susmentionnée, ou le fait qu'il ne signe pas l'Acte d'Engagement, constituera un motif suffisant d'annulation de l'attribution du Marché et de saisie de la garantie d'offre, auquel cas l'Acheteur pourra attribuer le Marché au Soumissionnaire dont l'offre est jugée conforme pour l'essentiel au dossier d'appel d'offres et classée la deuxième moins-disante, et qui possède les qualifications exigées pour exécuter le Marché de façon satisfaisante.



## Section II. Données particulières de l'appel d'offres (DPAO)

Les données particulières qui suivent, relatives à l'acquisition des fournitures, complètent, précisent, ou amendent les articles des Instructions aux Soumissionnaires (IS). En cas de conflit, les clauses ci-dessous prévalent sur celles des IS.

<b>A. Généralités</b>	
<b>IS 1.1</b>	<p>Numéro d'identification de l'Avis d'appel d'offres international: <b>DAO-CCJA-001/2024</b></p> <p>Nom de l'Acheteur : <b>Cour Commune de Justice et d'Arbitrage de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (CCJA-OHADA)</b></p> <p>Nom de l'AO : <b>Câblage informatique des locaux du Centre d'arbitrage de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA)</b></p> <p>Numéro d'identification de l'AO : <b>DAO-CCJA-001/2024</b></p> <p>Nombre et numéro d'identification des lots faisant l'objet du présent AO : <b>lot unique</b></p>
<b>IS 1.2(a)</b>	<b>Système d'achat électronique</b> : <i>non applicable</i>
<b>IS 2.1</b>	NON APLICABLE
<b>IS 4.1</b>	Le nombre des membres d'un groupement ne dépassera pas : <b>le nombre des participants au groupement n'est pas limité.</b>
<b>IS 4.3</b>	NON APPLICABLE
<b>B. Contenu du Dossier d'appel d'offres</b>	
<b>IS 7.1</b>	<p>Afin d'obtenir des <b>clarifications</b> uniquement, l'adresse de l'Acheteur est la suivante :</p> <p>Attention de : <i>Madame la Présidente de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA)</i></p> <p>Rue : <i>Abidjan-Plateau, Angle Boulevard CARDE et Avenue Dr JAMOT, Face Immeuble « Les Harmonies »</i></p> <p>Bureau : <i>Abidjan-Plateau, Angle Boulevard CARDE et Avenue Dr JAMOT, Face Immeuble « Les Harmonies »</i></p> <p>Ville : <i>Abidjan</i></p> <p>Code postal : 01 B.P. 8702 Abidjan 01, Côte d'Ivoire</p>

	<p>Pays : <i>Cote d'Ivoire</i></p> <p>Numéro de téléphone : : +225 27 20 20 50 02 / 27 20 30 33 90 / 97/ 98</p> <p>Adresse électronique : <a href="mailto:kone.ccja@ohada.org">kone.ccja@ohada.org</a>;</p> <p>Le délai de réception des demandes d'éclaircissements, exprimé en nombre de jours avant la date limite de dépôt des offres est de <b>03 jours</b>.</p>
IS 7.1	Adresse du site internet : <a href="http://www.ohada.org">www.ohada.org</a>
<b>C. Préparation des offres</b>	
IS 10.1	<p>La langue de soumission est : <i>Français</i></p> <p>Toute correspondance sera échangée <b>en Français</b>.</p> <p>La langue de traduction des documents complémentaires et imprimés fournis par le Soumissionnaire sera <b>en français</b>.</p>
IS 11.1 (j)	<p>Le Soumissionnaire devra joindre à son offre les autres documents suivants <b>ou équivalents</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Kbis / Registre de commerce</i></li> <li>- <i>Certificat de Non Faillite</i></li> <li>- <i>Attestation d'Identification fiscale</i></li> </ul>
IS 13.1	Les variantes <b>ne sont pas</b> prises en compte.
IS 14.5	Les prix proposés par le Soumissionnaire <b>ne seront pas des prix revisables</b> .
IS 14.6	<p>Le prix indiqué pour chaque lot devra correspondre au minimum à <b>100 pourcent des articles de chaque lot</b>.</p> <p>Le prix indiqué pour chaque article d'un lot devra correspondre au minimum à <b>100 pour cent</b> de la quantité requise pour cet article.</p>
IS 14.7	NON APPLICABLE
IS 14.8 (b) (i) et (c) (v)	Le lieu de destination est : <b>ABIDJAN – Côte d'Ivoire CIP</b>
IS 14.8 (a) (iii), b (ii) et (c) (v)	<p>La destination finale (site du projet) est:</p> <p><b>Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA) 01 BP 8702, Abidjan 01, Côte d'Ivoire Tél : +225 27 20 20 50 02 / 90/97/98 ; email : <a href="mailto:kone.ccja@ohada.org">kone.ccja@ohada.org</a></b></p>

<b>IS 15.1</b>	Le soumissionnaire indiquera le prix de son offre dans la monnaie <b>Francs CFA XOF</b>
<b>IS 16.4</b>	Période de fonctionnement prévue pour les fournitures : <b>NON APPLICABLE</b>
<b>IS 17.2 (a)</b>	L 'Autorisation du Fabricant <b>est requise</b> si le Soumissionnaire n'est pas le fabricant.
<b>IS 17.2 (b)</b>	Un service après-vente <b>est requis</b> . le Soumissionnaire doit prouver, documentation à l'appui, qu'il satisfait aux exigences de capacité technique et financière ci-après  <i>La présence d'un service après vente organisé ou une représentation locale y compris l'existence d'un personnel qualifié pour assurer l'installation, la mise en service et le suivi de la garantie (fournir CV : Technicien (Bac + 2) en Informatique , électricité ou équivalent et ayant au moins 03 ans d'expérience et plus de 02 missions similaires</i>
<b>IS 18.1</b>	La période de validité de l'offre sera de <b>90</b> jours.
<b>IS 18.3 (a)</b>	Dans le cas d'un marché à prix ferme, le Montant du marché sera le Montant de l'Offre actualisée de la manière suivante : <b>Non applicable</b> .
<b>IS 19.1</b>	L'offre devra être accompagnée de l'original d'une garantie de l'offre conforme à la Déclaration type figurant à la Section IV, Formulaire de soumission.  Le montant de la garantie d'offre est de : <b>2 000 000 FCFA - XOF</b>
<b>IS 19.3(d)</b>	Autres types de garanties acceptables : <b>aucune forme de garantie d'offre autre que celles listées sous IS 19.3(a) à (c) n'est acceptable</b> .
<b>IS 19.3(d)</b>	Autres types de garanties acceptables : <i>Néant</i>
<b>IS 19.9</b>	NON APPLICABLE.
<b>IS 20.1</b>	Outre l'original de l'offre, le nombre de copies demandé est de : <b>4 copies</b>
<b>IS 20.3</b>	La confirmation écrite de l'habilitation du signataire à engager le Soumissionnaire consistera en une <b>attestation de procuration (ou pouvoir) du signataire de l'offre</b> .
<b>D. Remise des offres et ouverture des plis</b>	
<b>IS 22.1</b>	Aux fins de <b>remise des offres</b> , uniquement, l'adresse de l'Acheteur est la suivante :  Attention de : <b>Madame la Présidente de la CCJA</b>

	<p>Rue : <i>Abidjan-Plateau, Angle Boulevard CARDE et Avenue Dr JAMOT, Face Immeuble « Les Harmonies »</i></p> <p>Bureau : <i>Abidjan-Plateau, Angle Boulevard CARDE et Avenue Dr JAMOT, Face Immeuble « Les Harmonies »</i></p> <p>Ville : <i>Abidjan</i></p> <p>Code postal : <i>01 BP 8702, Abidjan 01, Côte d'Ivoire</i></p> <p>Pays : <i>Côte d'Ivoire</i></p> <p><b>La date et heure limites de remise des offres sont les suivantes :</b></p> <p>Date : <i>02 avril 2024</i></p> <p>Heure : <i>10 heures 00 (matin, heures locales)</i></p> <p><b>Le soumissionnaire n'aura pas l'option de soumettre son offre par voie électronique.</b></p>
<b>IS 25.1</b>	<p>L'ouverture des plis aura lieu à l'adresse suivante :</p> <p>Attention de : <i>Madame la Présidente de la CCJA</i></p> <p>Rue : <i>Abidjan-Plateau, Angle Boulevard CARDE et Avenue Dr JAMOT, Face Immeuble « Les Harmonies »</i></p> <p>Bureau : <i>Abidjan-Plateau, Angle Boulevard CARDE et Avenue Dr JAMOT, Face Immeuble « Les Harmonies »</i></p> <p>Ville : <i>Abidjan</i></p> <p>Code postal : <i>01 BP 8702, Abidjan, Côte d'Ivoire</i></p> <p>Pays : <i>Côte d'Ivoire</i></p> <p><b>La date et heure limites de remise d'ouverture des offres sont les suivantes :</b></p> <p>Date : <i>02 avril 2024</i></p> <p>Heure : <i>11 heures 00 (matin, heures locales)</i></p>
<b>IS 25.3</b>	<p>La Soumission et les Bordereaux des Prix seront paraphés par les représentants de l'Acheteur assistant à l'ouverture des plis comme suit :</p> <p><i>Chaque Offre sera paraphée par tous les représentants de l'Acheteur et toute modification au prix unitaire ou total sera paraphée par les représentants de l'Acheteur, etc.</i></p>



<b>E. Évaluation et comparaison des offres</b>	
<b>IS 30.3</b>	L'ajustement sera calculé comme étant <i>la moyenne</i> du prix proposé par les autres soumissionnaires ayant présenté une offre conforme. Si le prix de l'élément ne peut pas être calculé sur la base des prix des autres soumissionnaires ayant présenté une offre conforme, l'Acheteur établira une estimation raisonnable.
<b>IS 32.1</b>	NON APPLICABLE
<b>IS 33.1</b>	<i>Aucune marge de préférence n'est accordée aux fournitures d'origine nationale.</i>
<b>IS 34.2 (a)</b>	Les offres seront évaluées <b>en lot unique</b> . Si un bordereau des prix inclut des articles sans en fournir les prix, leurs prix seront considérés comme inclus dans les prix des autres articles. Un article non mentionné dans le Bordereau des Prix sera considéré comme ne faisant pas partie de l'offre et, en admettant que celle-ci soit conforme, le prix moyen offert pour l'article en question par les soumissionnaires dont les offres sont conformes sera ajouté au prix de l'offre, et le prix total ainsi évalué de l'offre sera utilisé aux fins de comparaison des offres.
<b>IS 34.6)</b>	Les ajustements seront calculés en utilisant les critères d'évaluation suivants, choisis parmi ceux indiqués à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) variation par rapport au calendrier de livraison : <b>NON</b></li> <li>b) variation par rapport au calendrier de paiement : <b>NON</b></li> <li>c) le coût de remplacement des composants clés, des pièces détachées, et du service : <b>NON</b></li> <li>d) disponibilité dans le Pays de l'Acheteur des pièces détachées et du service après-vente pour les équipements offerts dans l'offre : <b>NON</b></li> <li>e) coûts de fonctionnement et d'entretien pendant la durée de vie des équipements : <b>NON</b></li> <li>f) Fonctionnement et rendements des équipements offerts <b>NON</b></li> </ul>
<b>F. Attribution du Marché</b>	
<b>IS 39.1</b>	Les quantités peuvent être augmentées d'un pourcentage maximum égal à : <b>15%</b>  Les quantités peuvent être réduites d'un pourcentage maximum égal à : <b>15%</b>

<b>IS 40</b>	La publication des résultats du présent appel d'offres se fera par mail adressé à chaque soumissionnaire.
<b>IS 45.1</b>	Le Soumissionnaire retenu <i>aura</i> à fournir le Formulaire de divulgation des bénéficiaires effectifs.
<b>IS 47.1</b>	<p>Un Soumissionnaire désirant présenter une réclamation concernant la passation des marchés devra présenter sa réclamation par écrit (par le moyen le plus rapide, c'est-à-dire courriel) à :</p> <p><b>à l'attention de :</b></p> <p><b>Nom :</b> NGO MOUTNGUI Esther</p> <p><b>Titre/position :</b> <i>Présidente de la Cour Commune de Justice et d'arbitrage</i></p> <p><b>Agence :</b> <i>Cour Commune de Justice et d'arbitrage</i></p> <p><b>Adresse courriel :</b> : <a href="mailto:kone.ccja@ohada.org">kone.ccja@ohada.org</a></p> <p>En résumé, une réclamation concernant la passation des marchés pourra porter sur :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les termes du présent Dossier d'Appel d'Offres ; et/ou</li> <li>2. La décision d'attribution du marché par l'Acheteur.</li> </ol>

---

## Section III. Critères d'évaluation et de qualification

Cette Section complète les Instructions aux soumissionnaires (IS). Elle inclut les critères que l'Acheteur doit utiliser pour évaluer une offre et déterminer si un Soumissionnaire satisfait aux qualifications requises en application des articles 34 et 36 des IS. L'Acheteur n'utilisera pas d'autres critères que ceux indiqués dans cette Section III.

### Contenu

1. Évaluation de la préférence (IS 33) **Non applicable**
2. Évaluation des facteurs économiques (IS 34) **Non applicable**
3. Évaluation de marchés multiples (IS 34) **Applicable**
4. Qualification à posteriori (IS 36) **Applicable**

## 1. Évaluation de la préférence (clause 33 des IS) : NON APPLICABLE

Si les **DPAO** le prévoient, l'Acheteur accordera dans la comparaison des offres évaluées une marge de préférence aux fournitures fabriquées ou assemblées dans le pays de l'Acheteur, conformément à la procédure ci-après.

L'Acheteur classera les offres dans l'un des trois groupes ci-après:

- a) **Groupe A:** les offres proposant des fournitures fabriquées dans le pays de l'Emprunteur, pour lesquelles: (i) le coût de la main d'oeuvre, des matières premières et des composants originaires du pays de l'Emprunteur représentent plus de trente (30) pourcent du prix EXW des fournitures, et (ii) l'établissement dans lequel ces fournitures seront fabriquées ou assemblées, fabrique ou assemble des fournitures identiques au moins depuis la date de la remise des offres.
- b) **Groupe B:** toutes les autres offres proposant des fournitures originaires du pays de l'Emprunteur.
- c) **Groupe C:** les offres proposant des fournitures fabriquées ou assemblées en dehors du pays de l'Emprunteur, qui ont été ou qui seront importées.

Pour faciliter cette classification par l'Acheteur, le Soumissionnaire remplira la version appropriée du Bordereau des prix inclus dans le Dossier d'Appel d'Offres. Il est entendu toutefois que si le Soumissionnaire se trompe de version et remplit un autre formulaire, son offre ne sera pas écartée mais sera simplement reclassée par les soins de l'Acheteur dans le groupe qui convient.

L'Acheteur examinera d'abord les offres pour vérifier dans quel groupe les soumissionnaires auront classé leurs offres en préparant leurs soumissions et Bordereaux des prix. Il confirmera ou modifiera ce classement si besoin est.

Toutes les offres évaluées de chaque groupe seront ensuite comparées entre elles, pour déterminer quelle est l'offre évaluée la moins disante de chaque groupe. L'offre évaluée la moins disante de chaque groupe sera ensuite comparée avec les offre évaluées les moins disantes des autres groupes. Si, de cette comparaison, il ressort qu'une offre des Groupes A ou B est l'offre évaluée la moins disante, le Soumissionnaire qui l'a présentée se verra attribuer le marché.

Si, à la suite de la comparaison qui précède, l'offre évaluée la moins disante fait partie du Groupe C, toutes les offres du Groupe C seront de nouveau comparées à l'offre évaluée la moins disante du Groupe A, après qu'on ait ajouté au prix évalué des fournitures proposées dans chacune des offres du Groupe C, et aux seules fins de cette comparaison supplémentaire, un montant de quinze (15) pour cent du prix CIP (lieu de destination) des produits et biens à importer ou déjà importés. Tous les prix tiendront compte des rabais inconditionnels et corrigés des erreurs arithmétiques. Si c'est l'offre du groupe A qui est moins disante elle est retenue comme attributaire du marché. Sinon c'est l'offre évaluée moins disante du Groupe C qui sera retenue conformément au paragraphe ci-dessus

## 2. Évaluation des facteurs économiques (clause 34 des IS) : NON APPLICABLE

L'évaluation d'une offre par l'Acheteur pourra prendre en compte, en plus du prix de l'offre soumis en application des dispositions de l'article 14.8 des IS, un ou plusieurs des facteurs ci-après, tels qu'indiqués à l'alinéa 36.3 (d) des IS, et tels que précisés aux **DPAO** en référence à l'article 34.6 des IS, en utilisant les méthodes et critères décrits au 1.2 ci-dessous :

a) Calendrier de livraison (version des Incoterms spécifiée dans les **DPAO**):

Les Fournitures faisant l'objet du présent Appel d'Offres doivent être livrées au cours d'une période de temps acceptable (c'est à dire entre et y compris une date initiale et une date finale) spécifiée à la Section VII- Calendrier de livraison. Aucun bonus ne sera alloué pour livraison anticipée; et les offres proposant une livraison au-delà de cette période seront considérées non conformes. A l'intérieur de cette période de temps acceptable, un ajustement tel que stipulé aux DPAO -34.6, sera ajouté aux prix des offres prévoyant une livraison à une date comprise dans la période spécifiée au Calendrier de livraison. Cet ajustement sera effectué seulement à des fins d'évaluation.

b) Variantes au Calendrier de règlement: *[retenir une des options ci-après]*

i) Les soumissionnaires indiqueront les prix de leurs offres sur la base du Calendrier de règlement figurant au CCAP. Les offres seront évaluées sur cette base. Les soumissionnaires sont toutefois autorisés à présenter une variante au Calendrier de règlement et à indiquer la réduction de prix qu'ils accepteraient pour cette variante. L'Acheteur peut considérer la variante au Calendrier de règlement et la réduction de prix proposées par le Soumissionnaire retenu sur la base du Calendrier de règlement figurant au CCAP.

**ou**

ii) Le CCAP indique le Calendrier de règlement spécifié par l'Acheteur. Si une offre contient un Calendrier différent et si l'Acheteur le considère acceptable, l'offre sera évaluée en tenant compte des intérêts bancaires résultant du règlement anticipé prévu par la variante proposée dans l'offre, par rapport au Calendrier indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres, au taux indiqué aux DPAO – 34.6..

c) Coût des pièces de rechange, des pièces détachées obligatoires, et du service après-vente: *[insérer (i) ou (ii) ci-dessous]*

i) La liste et les quantités des principaux ensembles et pièces de rechange, qui seront probablement nécessaires pendant la période initiale de fonctionnement des fournitures spécifiée aux **DPAO** en référence à l'article 16.4 des IS, est fournie dans la liste des Fournitures. Leur coût total résultant de l'application des prix unitaires indiqués dans l'offre, sera ajouté au prix de l'offre aux fins d'évaluation.

**ou**

ii) L'Acheteur dressera une liste des composants et pièces de rechange d'emploi fréquent les plus coûteuses, en même temps qu'une estimation des quantités nécessaires pour la

période initiale de fonctionnement, telle qu'elle est stipulée aux **DPAO** en référence à l'article 16.4 des IS. Le coût correspondant sera déterminé à partir des prix unitaires indiqués par le Soumissionnaire, et sera ajouté au prix de l'offre aux fins d'évaluation.

- d) Disponibilité des pièces de rechange et des services après-vente dans le pays de l'Acheteur, pour les équipements offerts dans l'offre:

Le coût pour l'Acheteur de la mise en place d'installations minimums pour le service après-vente et pour le stockage des pièces de rechange, décrites dans les DPAO-34.6, sera, s'il est mentionné séparément, ajouté au prix de l'offre, aux fins d'évaluation.

- e) Frais de fonctionnement et d'entretien:

Les frais de fonctionnement et d'entretien des Fournitures faisant l'objet de l'Appel d'Offres seront ajoutés au prix de l'offre, aux fins d'évaluation uniquement, et si spécifié aux DPAO 34.6. L'ajustement sera effectué en conformité avec la méthodologie spécifiée à la clause 34.6

- f) Performance et rendement des fournitures: *[insérer (i) ou (ii) ci-dessous]*

i) Les soumissionnaires indiqueront les performances ou les rendements garantis, sur la base des Spécifications techniques. Pour toute performance ou rendement inférieur à la norme de 100, le prix de l'offre sera majoré du coût actualisé des frais de fonctionnement pendant la durée de vie de l'équipement considéré, calculé selon la méthode figurant aux DPAO -34.6.

**Ou**

ii) Les équipements offerts devront avoir le rendement minimum spécifié dans les Spécifications techniques pour être considérés conformes aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres. L'évaluation tiendra compte du coût supplémentaire dû à l'écart de rendement de l'équipement proposé dans l'offre par rapport au rendement requis; le prix offert sera ajusté selon la méthode figurant aux DPAO -34.6.

- g) Critères spécifiques additionnels

Tout autre critère spécifique, ainsi que la méthode appropriée pour son application à l'évaluation, doit être détaillée dans les **DPAO**– 34.6, le cas échéant.

### **3. Évaluation de marchés multiples (clause 34.4 des IS) : APPLICABLE**

L'Acheteur attribuera plusieurs contrats au Soumissionnaire qui offre la combinaison d'offres évaluée la moins disante (un contrat par offre) et qui satisfait aux conditions de qualification à posteriori (conformément à cette Section III, clause 36.1 des IS, Vérification des qualifications à posteriori).

À cet effet, l'Acheteur :

- a) Évaluera uniquement les lots et les contrats offrant au minimum les pourcentages d'articles par lot et de quantité par article stipulés à l'article 14.8 des IS ; et
- b) prendra en compte :
  - i) L'offre la moins disante pour chaque lot ;
  - ii) les rabais proposés pour chaque lot déterminés par application des méthodes indiquées par le soumissionnaire dans leurs offres.

### **2.3. Offres Variantes (clause 13.1 des IS) ; Non applicable**

Le Soumissionnaire pourra soumettre une offre variante qu'il ait remis ou non une offre strictement conforme au dossier d'appel d'offres (offre de base). L'Acheteur prendra en considération les offres variantes telles que définies dans les Spécifications techniques de la Section VII. Toutes les offres reçues, qu'elles soient des offres de base ou des offres variantes satisfaisant aux exigences des spécifications seront évaluées sur leurs mérites propres selon la procédure indiquée à l'Article 34 des IS ».

## **3. Qualification à posteriori (IS 37)**

### **3.1 Critères de Qualification (IS 37.1)**

Après avoir déterminé l'offre évaluée la moins-disante suivant les dispositions de l'Article 34.1 des IS, et le cas échéant après avoir examiné toute offre anormalement basse en corformité avec l'Article 36.1 des IS, l'Acheteur vérifiera à posteriori que le Soumissionnaire est qualifié conformément aux dispositions de l'Article 37 des IS, en faisant exclusivement état des conditions mentionnées dans ladite clause. Un facteur non défini ci-dessous ne pourra pas être utilisé pour juger de la qualification du Soumissionnaire.

- (a) Si le Soumissionnaire est le fabricant :

- i) **Capacité financière :**

Le Soumissionnaire doit fournir la preuve écrite qu'il satisfait aux exigences ci-après : ***ligne de crédit d'un montant de XOF 7 000 000***

- ii) **Capacité technique et expérience :**

Le Soumissionnaire doit prouver, documentation à l'appui qu'il satisfait aux exigences de capacité technique et d'expérience ci-après :

**Pour l'ensemble des prestations**

- ✓ **deux (02) marchés dans le domaine de câblage réseaux et mise aux normes des salles techniques (Procès Verbal de Réception et copies des marchés) réalisés au cours de cinq (05) dernières années (2014 à 2018);**
- ✓ **Pour les prestations relatives à l'électricité courant faible, apporter la preuve de la capacité à fournir un SAV et d'un personnel qualifié pour l'installation et la mise en service;**

- ✓ **Documentation technique (catalogues, spécifications techniques) permettant d'attester les performances et les caractéristiques des fournitures proposées**
  - ✓ **Documentation contractuelle de garantie sur 03 ans, pièces, main d'œuvre et déplacement compris. Cette garantie qui court à compter de la date d'admission, couvre tout défaut ou vice de fabrication s'étendra au-delà de la durée d'exécution du marché.**
- iii)** Le Soumissionnaire doit fournir la preuve écrite que les Fournitures qu'il propose remplissent la(les) condition(s) d'utilisation suivante : **confère les détails des spécifications techniques**
- b) Si le Soumissionnaire n'est pas le fabricant, mais propose des Fournitures au nom d'un Fabricant dans le cadre d'une Autorisation du Fabricant donnée selon le formulaire de la Section IV (Formulaires de Soumission), le Fabricant doit posséder et faire la preuve qu'il possède les qualifications (i), (ii) et (iii) ci-avant, et le Soumissionnaire doit faire la preuve qu'il a réalisé avec succès 02 marchés pour des fournitures similaires au cours des 05 années précédentes.



---

## **Section IV. Formulaires de soumission**

### **Liste des formulaires**

Lettre de soumission .....	45
Formulaire de renseignements sur le Soumissionnaire.....	48
Formulaire de renseignements sur les membres de groupement .....	49
Bordereaux des prix .....	50
Bordereau des prix des Fournitures à importer.....	51
Bordereau des prix des Fournitures, déjà importées.....	52
Bordereau des prix pour les fournitures fabriquées dans le pays de l’Acheteur.....	53
Bordereau des prix et calendrier d’exécution des Services connexes.....	54
Modèle de garantie d’offre (garantie bancaire) .....	55
Garantie de soumission (Cautonnement émis par une compagnie de garantie) .....	57
Modèle de déclaration de garantie de l’offre .....	59
Modèle d’autorisation du Fabricant .....	60



## Lettre de soumission

*[Le Soumissionnaire remplit la lettre ci-dessous avec son papier entête, indiquant clairement le nom et l'adresse complets.]*

*Notes : le texte en italiques est destiné à faciliter la préparation des formulaires et devra être supprimé dans les formulaires d'offres]*

Date: *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l'offre]*

AOI No.: *[insérer le numéro de l'Appel d'Offres]*

Avis d'appel d'offres No.: *[insérer le numéro de l'avis d'Appel d'Offres]*

Variante No. : *[insérer le numéro d'identification si cette offre est proposée pour une variante]*

À : *[insérer le nom complet de l'Acheteur]*

Nous, les soussignés attestons que :

- a) Nous avons examiné le Dossier d'appel d'offres, y compris l'amendement/ les amendements No. : *[insérer les numéros et date d'émission de chacun des amendements]*; et n'avons aucune réserve à leur égard ;
- b) nous remplissons les critères d'éligibilité et nous n'avons pas de conflit d'intérêt tels que définis à l'Article 4 des IS;
- c) nous n'avons pas été exclus par l'Acheteur sur la base de la mise en œuvre de la déclaration de garantie de soumission telle que prévue à l'article 4.6 des IS;
- d) nous nous engageons à fournir conformément au Dossier d'appel d'offres et au Calendrier de livraison spécifié dans le Dossier d'appel d'offres les Fournitures et Services connexes ci-après : *[insérer une brève description des Fournitures et Services connexes]*
- e) le montant total de notre offre, hors rabais offert à l'alinéa (f) ci-après est de :  
Dans le cas d'un lot unique : *[insérer le montant total de l'offre en lettres et en chiffres, précisant les divers montants et monnaies respectives]* ;  
Dans le cas de lots multiples, le montant total de chaque lot : *[insérer le montant total de l'offre pour chacun des lots en lettres et en chiffres, précisant les divers montants et monnaies respectives]* ;  
Dans le cas de lots multiples, le montant total pour l'ensemble des lots : *[insérer le montant total de l'offre en lettres et en chiffres, précisant les divers montants et monnaies respectives]* ;
- f) les rabais offerts et les modalités d'application desdits rabais sont les suivants :
  - i) Les rabais offerts sont les suivants : *[indiquer en détail chacun des rabais offerts]* ;

- ii) la méthode précise de calcul de ces rabais pour déterminer le montant net de l'offre après application du rabais est la suivante : *[indiquer en détail la méthode d'application de chacun des rabais offerts]*
- g) notre offre demeurera valide pendant une période de *[insérer le nombre de jours]* jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres dans le Dossier d'Appel d'Offres; cette offre nous engage et pourra être acceptée à tout moment avant l'expiration de cette période;
- h) si notre offre est acceptée, nous nous engageons à obtenir une garantie de bonne exécution du Marché conformément au Dossier d'appel d'offres;
- i) conformément à l'article 4.2(e) des Instructions aux soumissionnaires, nous ne participons pas, en qualité de soumissionnaire à plus d'une offre dans le cadre du présent Appel d'offres, à l'exception des offres variantes présentées conformément à l'Article 13 des Instructions aux Soumissionnaires
- j) ni notre entreprise, ni nos sous-traitants ou fournisseurs n'ont été exclus soit par la Banque, soit au titre de la réglementation commerciale du pays de l'Acheteur ou en application d'une décision prise par le Conseil de sécurité des Nations Unies;
- k) *[insérer soit « nous ne sommes pas une entreprise publique du pays de l'Acheteur » ou « nous sommes une entreprise publique du pays de l'Acheteur et nous satisfaisons aux dispositions de l'article 4.5 des IS »]*<sup>1</sup>;
- l) les avantages, honoraires ou commissions ci-après ont été versés ou doivent être versés en rapport avec la procédure d'Appel d'offres ou l'exécution/la signature du Marché:

*[indiquer le nom complet de chaque bénéficiaire, son adresse complète, le motif de versement de chacun des honoraires ou commissions, le montant et la monnaie, le cas échéant]*

Nom du Bénéficiaire	Adresse	Motif	Montant
_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____

*(Si aucune somme n'a été versée ou ne doit être versée, porter la mention « néant »).*

- m) il est entendu que la présente offre, et votre acceptation écrite de ladite offre par le moyen de la notification d'attribution du Marché que vous nous adresserez tiendra lieu d'engagement ferme entre nous, jusqu'à ce qu'un marché soit formellement établi et signé;
- n) nous comprenons que vous n'êtes pas tenu d'accepter l'offre évaluée la moins-disante ou toute offre que vous avez pu recevoir ;

<sup>1</sup>Le Soumissionnaire doit utiliser cette disposition selon le cas.

- o) nous certifions que nous avons adopté toute mesure appropriée afin d'assurer qu'aucune personne agissant en notre nom ou pour notre compte ne puisse se livrer à des actions de fraude et corruption.

Nom du Soumissionnaire\* *[insérer le nom complet du Soumissionnaire]*

Nom de la personne signataire de l'offre\*\**[insérer le titre/capacité complet de la personne signataire de l'offre]*

En tant que *[indiquer la capacité du signataire]*

Signature *[insérer la signature]*

Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de *[insérer le nom complet du Soumissionnaire]*

En date du \_\_\_\_\_ jour de *[Insérer la date de signature]*

\*Dans le cas d'une offre présentée par un groupement d'entreprises, indiquer le nom du groupement ou de ses partenaires, en tant que Soumissionnaire.

\*\*La personne signataire doit avoir un pouvoir donné par le Soumissionnaire, à joindre à l'offre.

## Formulaire de renseignements sur le Soumissionnaire

*[Le Soumissionnaire remplit le tableau ci-dessous conformément aux instructions entre crochets. Le tableau ne doit pas être modifié. Aucune substitution ne sera admise.]*

Date: *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l'offre]*

AOI No.: *[insérer le numéro de l'Appel d'Offres]*

Avis d'appel d'offres No.: *[insérer le numéro de l'avis d'Appel d'Offres]*

1. Nom du Soumissionnaire : <i>[insérer le nom légal du Soumissionnaire]</i>
2. En cas de groupement, noms de tous les membres : <i>[insérer le nom légal de chaque membre du groupement]</i>
3. Pays où le Soumissionnaire est, ou sera légalement enregistré: <i>[insérer le nom du pays d'enregistrement]</i>
4. Année d'enregistrement du Soumissionnaire: <i>[insérer l'année d'enregistrement]</i>
5. Adresse officielle du Soumissionnaire dans le pays d'enregistrement: <i>[insérer l'adresse légale du Soumissionnaire dans le pays d'enregistrement]</i>
6. Renseignement sur le représentant dûment habilité du Soumissionnaire : Nom: <i>[insérer le nom du représentant du Soumissionnaire]</i> Adresse: <i>[insérer l'adresse du représentant du Soumissionnaire]</i> Téléphone/Fac-similé: <i>[insérer le node téléphone/fac-similé du représentant du Soumissionnaire]</i> Adresse électronique: <i>[insérer l'adresse électronique du représentant du Soumissionnaire]</i>
7. Ci-joint copie des originaux des documents ci-après: <i>[marquer la (les) case(s) correspondant aux documents originaux joints]</i>
<input type="checkbox"/> Document d'enregistrement, d'inscription ou de constitution de la firme nommée en 1 ci-dessus, en conformité avec l'article 4.3 des IS
<input type="checkbox"/> En cas de groupement, lettre d'intention de constituer un groupement, ou accord de groupement, en conformité avec l'article 4.1 des IS.
<input type="checkbox"/> Dans le cas d'une entreprise publique du pays de l'Acheteur, documents établissant qu'elle est juridiquement et financièrement autonome, et administrée selon les règles du droit commercial, et qu'elle n'est pas sous la tutelle de l'Acheteur, en conformité avec l'article 4.5 des IS.
<input type="checkbox"/> Diagramme organisationnel, liste des membres du conseil d'administration et propriété bénéficiaire

## Formulaire de renseignements sur les membres de groupement

*[Le Soumissionnaire remplit le tableau ci-dessous conformément aux instructions entre crochets. Le tableau doit être rempli par chaque membre/partenaire du groupement.]*

Date: *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l'offre]*  
 AOI No.: *[insérer le numéro de l'Appel d'Offres]*  
 Avis d'appel d'offres No.: *[insérer le numéro de l'avis d'Appel d'Offres]*

1. Nom du Soumissionnaire : <i>[insérer le nom légal du Soumissionnaire]</i>
2. Nom du membre du groupement : <i>[insérer le nom légal du membre du groupement]</i>
3. Pays où le membre du groupement est, ou sera légalement enregistré: <i>[insérer le nom du pays d'enregistrement du membre du groupement]</i>
4. Année d'enregistrement du membre du groupement: <i>[insérer l'année d'enregistrement du membre du groupement]</i>
5. Adresse officielle du membre du groupement dans le pays d'enregistrement: <i>[insérer l'adresse légale du membre du groupement dans le pays d'enregistrement]</i>
6. Renseignement sur le représentant dûment habilité du membre du groupement: Nom: <i>[insérer le nom du représentant du membre du groupement]</i> Adresse: <i>[insérer l'adresse du représentant du membre du groupement]</i> Téléphone/Fac-similé: <i>[insérer le numéro téléphone/fac-similé du représentant du membre du groupement]</i> Adresse électronique: <i>[insérer l'adresse électronique du représentant du membre du groupement]</i>
7. Ci-joint copie des originaux des documents ci-après: <i>[marquer la (les) case(s) correspondant aux documents originaux joints]</i>
<input type="checkbox"/> Document d'enregistrement, d'inscription ou de constitution de la firme nommée en 2 ci-dessus, en conformité avec l'article 4. 3 des IS <input type="checkbox"/> Dans le cas d'une entreprise publique du pays du Bénéficiaire, documents établissant qu'elle est juridiquement et financièrement autonome, administrée selon les règles du droit commercial, et qu'elle n'est pas sous la tutelle de l'Acheteur en conformité avec l'article 4.5 des IS. <input type="checkbox"/> Diagramme organisationnel, liste des membres du conseil d'administration et propriété bénéficiaire

## **Bordereaux des prix**

*[Le Soumissionnaire doit remplir tous les espaces en blanc dans les formulaires de Bordereau des prix selon les instructions figurant ci-après. La liste des articles dans la colonne 1 du Bordereau des prix doit être identique à la liste des Fournitures et Services connexes fournie par l'Acheteur dans la Section VII.]*



## Bordereau des prix des Fournitures à importer

Offres du Groupe C, fournitures à importer  
Monnaie de l'offre en conformité avec  
l'Article 15 des IS

Date *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l'offre]*

AOI No.: *[insérer le numéro de l'Appel d'Offres]*

Avis d'appel d'offres No.: *[insérer le numéro de l'avis d'Appel d'Offres]*

Variante No. : *[insérer le numéro d'identification si cette offre est proposée pour une variante]*

1	2	3	4	5	6	7	8	9
Article No.	Description des Fournitures	Pays d'origine	Date de livraison selon définition des Incoterms	Quantité (Nb. d'unités)	Prix unitaire CIP en conformité avec IS 14.8(b) (i)	Prix CIP par article (col 5x6)	Prix par article du transport terrestre et autres services requis dans le pays de l'Acheteur pour acheminer les fournitures jusqu'à destination finale (comme requis dans les DPAO)	Prix total par article (col 7+8)
<i>[insérer le No de l'article]</i>	<i>[Insérer l'identification de la fourniture]</i>	<i>[insérer le pays d'origine]</i>	<i>[insérer la date de livraison offerte]</i>	<i>[insérer la quantité et l'identification de l'unité de mesure]</i>	<i>[insérer le prix unitaire CIP pour l'article]</i>	<i>[insérer le prix total CIP pour l'article]</i>	<i>[insérer le prix correspondant pour l'article]</i>	<i>[insérer le prix total pour l'article]</i>
							<b>Prix total [insérer le prix total]</b>	

Nom du Soumissionnaire *[insérer le nom du Soumissionnaire]* Signature *[insérer signature]*, Date *[insérer la date]*

## Bordereau des prix des Fournitures, déjà importées

Offres du Groupe C, fournitures déjà importées  
Monnaie de l'offre en conformité avec l'Article 15 des IS

Date [insérer la date (jour, mois, année) de remise de l'offre]  
AOI No.: [insérer le numéro de l'Appel d'Offres]  
Avis d'appel d'offres No.: [insérer le numéro de l'avis d'Appel d'Offres]  
Variante No. : [insérer le numéro d'identification si cette offre est proposée pour une variante]

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Article No.	Description des Fournitures	Pays d'origine	Date de livraison selon définition des Incoterms	Quantité (Nb. d'unités)	Prix unitaire incluant droits de douanes et taxes d'importations en conformité avec IS 14.8(c) (i)	Droits de douanes et taxes d'importations par unité en conformité avec IS 14.8(c) (ii)	Prix unitaire net de droits de douanes et taxes d'importations en conformité avec IS 14.8(c) (iii) (col.6 moins col.7)	Prix par article net de droits de douanes et taxes d'importations en conformité avec IS 14.8(c) (i) (col.5x8)	Prix par article du transport terrestre et autres services requis dans le pays de l'Acheteur pour acheminer les fournitures jusqu'à destination finale (en conformité avec IS 14.8(c) (v))	Taxes de vente et autres taxes payées ou à payer si le marché est attribué (en conformité avec IS 14.8(c) (iv))	Prix total par article (col 9+10)
[insérer le No de l'article ]	[Insérer l'identification de la fourniture]	[insérer le pays d'origine ]	[insérer la date de livraison offerte]	[insérer la quantité et l'identification de l'unité de mesure]	[insérer le prix unitaire pour l'article]	[insérer le montant des droits de douanes et taxes d'importations par unité pour l'article]	[insérer le prix unitaire CIP pour l'article net des droits de douanes et taxes d'importations]	[insérer le prix total CIP pour l'article net des droits de douanes et taxes d'importations]	[insérer le prix total par article du transport terrestre et autres services requis dans le pays de l'Acheteur]	[insérer le montant total par article des taxes de vente et autres taxes payées ou à payer si le marché est attribué]	[insérer le prix total pour l'article]
<b>Prix total</b>										[insérer le prix total]	

Nom du Soumissionnaire [insérer le nom du Soumissionnaire] Signature [insérer signature], Date [insérer la date]

## Bordereau des prix pour les fournitures fabriquées ou assemblées dans les pays de l'ESPACE OHADA

Date *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l'offre]*  
 AOI No.: *[insérer le numéro de l'Appel d'Offres]*  
 Avis d'appel d'offres No.: *[insérer le numéro de l'avis d'Appel d'Offres]*  
 Variante No. : *[insérer le numéro d'identification si cette offre est proposée pour une variante]*

(Offres des Groupes A et B)

Pays de l'Acheteur \_\_\_\_\_ Monnaie de l'offre en conformité avec l'Article 15 des IS \_\_\_\_\_

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Article	Description	Date de livraison selon définition des Incoterms	Quantité (Nb. d'unités)	Prix unitaire EXW	Prix total EXW par article (cols.4 x 5)	Prix unitaire du transport terrestre et autres services requis dans le pays de l'Acheteur pour acheminer les fournitures jusqu'à destination finale comme indiquée aux DPAO	Coût Main-d'oeuvre locale, matières premières et composants provenant du Pays de l'Acheteur % de Col.5	Taxe de vente et autres taxes si le marché est attribué (selon IS 14.8(a)(ii))	Prix total par article (col 6+7)
<i>[insérer le No de l'article]</i>	<i>[Insérer l'identification de la fourniture]</i>	<i>[insérer la date de livraison offerte]</i>	<i>[insérer la quantité et l'identification de l'unité de mesure]</i>	<i>[insérer le prix unitaire EXW pour l'article]</i>	<i>[insérer le prix total EXW pour l'article]</i>	<i>[insérer le prix correspondant pour l'article]</i>	<i>[insérer le coût Main-d'oeuvre locale, matières premières et composants provenant du Pays de l'Acheteur % du prix EXW pour l'article]</i>	<i>[insérer le montant total par article des taxes de vente et autres taxes payées ou à payer si le marché est attribué]</i>	<i>[insérer le prix total pour l'article]</i>
								Prix total	<i>[insérer le prix total]</i>

Nom du Soumissionnaire *[insérer le nom du Soumissionnaire]* Signature *[insérer signature]*, Date *[insérer la date]*

Date *[insérer la date de l'offre]*

## Bordereau des prix et calendrier d'exécution des Services connexes

Monnaie de l'offre en conformité avec l'Article  
15 des IS

Date [insérer la date (jour, mois, année) de remise de  
l'offre]

AOI No.: [insérer le numéro de l'Appel d'Offres]  
Avis d'appel d'offres No.: [insérer le numéro de l'avis  
d'Appel d'Offres]

Variante No. : [insérer le numéro d'identification si cette  
offre est proposée pour une variante]

1	2	3	4	5	6	7
Article	Description des Services (à l'exclusion du transport terrestre et autres services requis dans le pays de l'Acheteur pour acheminer les fournitures jusqu'à destination finale)	Pays d'origine	Date de réalisation au lieu de destination finale	Quantité (Nb. d'unités)	Prix unitaire	Prix total par article (Col. 5*6)
<i>[insérer le No de l'article]</i>	<i>[Insérer l'identification du service]</i>	<i>[insérer le pays d'origine]</i>	<i>[insérer la date de réalisation offerte]</i>	<i>[insérer la quantité et l'identification de l'unité de mesure]</i>	<i>[insérer le prix unitaire pour l'article]</i>	<i>[insérer le prix total pour l'article]</i>
					Prix total	<i>[insérer le prix total]</i>

Nom du Soumissionnaire *[insérer le nom du Soumissionnaire]* Signature *[insérer signature]* Date *[insérer la date]*

## Modèle de garantie d'offre (garantie bancaire)

*[La banque remplit ce modèle de garantie d'offre conformément aux indications entre crochets]*

*[insérer le nom de la banque, et l'adresse de l'agence émettrice]*

**Bénéficiaire :** *[insérer nom et adresse de l'Acheteur]*

**Date :** *[insérer date]*

**Variante :** *[insérer identification s'il s'agit d'une offre variante]*

**Garantie d'offre no. :** *[insérer No de garantie]*

**Garant:** *[insérer le nom de la banque, et l'adresse de l'agence émettrice, sauf si cela figure à l'en-tête]*

Nous avons été informés que *[insérer numéro du Marché]* (ci-après dénommé « le Soumissionnaire ») a répondu à votre appel d'offres no. *[insérer no de l'avis d'appel d'offres]* pour la fourniture de *[insérer description des fournitures]* et vous a soumis ou vous soumettra son offre en date du *[insérer date du dépôt de l'offre]* (ci-après dénommée « l'Offre »).

En vertu des dispositions du dossier d'Appel d'offres, l'Offre doit être accompagnée d'une garantie d'offre.

A la demande du Soumissionnaire, nous *[insérer nom de la banque]* nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, toutes sommes d'argent que vous pourriez réclamer dans la limite de *[insérer la somme en chiffres dans la monnaie du pays de l'Acheteur ou un montant équivalent dans une monnaie internationale librement convertible]*. \_\_\_\_\_ *[insérer la somme en lettres]*.

Votre demande en paiement doit être accompagnée d'une déclaration attestant que le Soumissionnaire n'a pas exécuté une des obligations auxquelles il est tenu en vertu de l'Offre, à savoir :

- a) s'il retire l'Offre pendant la période de validité qu'il a spécifiée dans la lettre de soumission de l'offre; ou
- b) si, s'étant vu notifier l'acceptation de l'Offre par l'Acheteur pendant la période de validité telle qu'indiquée dans la lettre de soumission de l'offre ou prorogée par l'Acheteur avant l'expiration de cette période, il:
  - (i) ne signe pas le Marché ; ou

- (ii) ne fournit pas la garantie de bonne exécution du Marché, s'il est tenu de le faire ainsi qu'il est prévu dans les Instructions aux soumissionnaires.

La présente garantie expirera (a) si le marché est octroyé au Soumissionnaire, lorsque nous recevrons une copie du Marché signé et de la garantie de bonne exécution émise en votre nom, selon les instructions du Soumissionnaire ; ou (b) si le Marché n'est pas octroyé au Soumissionnaire, à la première des dates suivantes : (i) lorsque nous recevrons copie de votre notification au Soumissionnaire du nom du soumissionnaire retenu, ou (ii) vingt-huit (28) jours après l'expiration de l'Offre.

Toute demande de paiement au titre de la présente garantie doit être reçue à cette date au plus tard.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la Chambre de Commerce Internationale 2010 (CCI) relatives aux garanties sur demande, Publication CCI no : 758.

Nom : *[nom complet de la personne signataire]* Titre *[capacité juridique de la personne signataire]*

Signé *[signature de la personne dont le nom et le titre figurent ci-dessus]*

*Note : le texte en italiques est pour l'usage lors de la préparation du formulaire et devra être supprimé de la version officielle finale.*

## Garantie de soumission (Cautionnement émis par une compagnie de garantie)

*[La compagnie de garantie remplit cette garantie de soumission conformément aux indications entre crochets]*

Garantie No *[insérer No de garantie]*

Attendu que *[insérer le nom du Soumissionnaire]* (ci-après dénommé « le Soumissionnaire») a soumis son offre le *[insérer date]* en réponse à l'AOI No *[insérer no de l'avis d'appel d'offres]* pour la fourniture de *[insérer description des fournitures]* (ci-après dénommée « l'Offre »).

FAISONS SAVOIR par les présentes que NOUS *[insérer le nom de la société de garantie émettrice]* dont le siège se trouve à *[insérer l'adresse de la société de garantie]* (ci-après dénommé « le Garant »), sommes engagés vis-à-vis de *[insérer nom de l'Acheteur]* (ci-après dénommé « l'Acheteur ») pour la somme de *[insérer le montant en chiffres dans la monnaie du pays de l'Acheteur ou un montant équivalent dans une monnaie internationale librement convertible]*, *[insérer le montant en lettres]* que, par les présentes, le Garant s'engage et engage ses successeurs ou assignataires, à régler intégralement audit Acheteur. Certifié par le cachet dudit Garant ce \_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ *[insérer date]*

LES CONDITIONS d'exécution de cette obligation sont les suivantes :

1. Si le Soumissionnaire retire son offre pendant la période de validité qu'il a spécifiée dans la lettre de soumission de l'offre, ou
2. Si le Soumissionnaire, s'étant vu notifier l'acceptation de son offre par l'Acheteur pendant la période de validité :
  - a) ne signe pas ou refuse de signer le (Formulaire de) marché ; ou
  - b) ne fournit pas ou refuse de fournir la Garantie de bonne exécution, s'il est tenu de le faire comme prévu par les Instructions aux soumissionnaires

Nous nous engageons à payer à l'Acheteur un montant égal au plus au montant stipulé ci-dessus, dès réception de sa première demande écrite, sans que l'Acheteur soit tenu de justifier sa demande, étant entendu toutefois que, dans sa demande, l'Acheteur notera que le montant qu'il réclame lui est dû parce que l'une ou l'autre des conditions susmentionnées ou toutes les deux sont remplies, en précisant laquelle ou lesquelles a ou ont motivé sa requête.

La présente garantie demeure valable jusqu'au vingt-huitième (28<sup>ème</sup>) jour inclus suivant l'expiration du délai de validité de l'offre ; toute demande de l'Acheteur visant à la faire jouer devra parvenir au Garant à cette date au plus tard.

Nom : *[nom complet de la personne signataire]* Titre *[capacité juridique de la personne signataire]*

Signé *[signature de la personne dont le nom et le titre figurent ci-dessus]*

En date du \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_, \_\_\_\_\_. *[insérer date]*



## Modèle de déclaration de garantie de l'offre : NON APPLICABLE

*[Le Soumissionnaire remplit ce formulaire de garantie de soumission conformément aux indications entre crochets]*

Date *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l'offre]*

AOI No.: *[insérer le numéro de l'Appel d'Offres]*

Avis d'appel d'offres No.: *[insérer le numéro de l'avis d'Appel d'Offres]*

Variante No. : *[insérer le numéro d'identification si cette offre est proposée pour une variante]*

A l'attention de *[insérer nom complet de l'Acheteur]*

Nous, soussignés, déclarons que :

1. Nous reconnaissons que les offres doivent être accompagnées d'une déclaration de garantie de l'offre.

2. Nous acceptons que nous ferons l'objet d'une suspension du droit de participer à tout appel d'offres en vue d'obtenir un marché de la part de l'Acheteur pour une période de *[insérer nombre de mois ou d'années]* commençant le *[insérer date]*, si nous n'exécutons pas une des obligations auxquelles nous sommes tenus en vertu de l'Offre, à savoir :

- a) si nous retirons l'Offre pendant la période de validité que nous avons spécifiée dans le formulaire d'offre ; ou
- b) si nous étant vu notifier l'acceptation de l'Offre par l'Acheteur pendant la période de validité, nous (i) ne signons pas le Marché ; ou (ii) ne fournissons pas la garantie de bonne exécution, si nous sommes tenus de le faire ainsi qu'il est prévu dans les Instructions aux soumissionnaires.

3. La présente garantie expirera si le marché ne nous est pas attribué, à la première des dates suivantes : (i) lorsque nous recevons copie de votre notification du nom du soumissionnaire retenu, ou (ii) vingt-huit (28) jours suivant l'expiration de notre Offre.

4. Il est entendu que si nous sommes un groupement d'entreprises, la déclaration de garantie de l'offre doit être au nom du groupement qui soumet l'offre. Si le groupement n'a pas été formellement constitué lors du dépôt de l'offre, la déclaration de garantie de l'offre doit être au nom de tous les futurs membres du groupement nommés dans la lettre d'intention.

Nom *[insérer le nom complet de la personne signataire de la déclaration de garantie de l'offre]*

En tant que *[indiquer la capacité du signataire]*

Signature *[insérer la signature]*

Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de *[insérer le nom complet du Soumissionnaire]*

En date du \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ *[Insérer la date de signature]*

## Modèle d'autorisation du Fabricant : APPLICABLE

*[Le Soumissionnaire exige du Fabricant qu'il prépare cette lettre conformément aux indications entre crochets. Cette lettre d'autorisation doit être à l'en tête du Fabricant et doit être signée par une personne dûment habilitée à signer des documents qui engagent le Fabricant. Le Soumissionnaire inclut cette lettre dans son offre, si exigé dans les DPAO]*

Date *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l'offre]*

AOI No.: *[insérer le numéro de l'Appel d'Offres]*

Avis d'appel d'offres No.: *[insérer le numéro de l'avis d'Appel d'Offres]*

Variante No. : *[insérer le numéro d'identification si cette offre est proposée pour une variante]*

A: *[insérer nom complet de l'Acheteur]*

ATTENDU QUE :

*[insérer le nom complet du Fabricant]* sommes fabricant réputé de *[indiquer les fournitures produites]* ayant nos usines *[indiquer adresse complète de l'usine]*

Nous autorisons par la présente *[indiquer le nom complet du Soumissionnaire]* à présenter une offre, et à éventuellement signer un marché avec vous pour l'Appel d'Offres N°*[insérer le numéro de l'Appel d'Offres]* pour ces fournitures fabriquées par nous.

Nous confirmons toutes nos garanties et nous nous portons garants conformément à la Clause 28 du Cahier des Clauses générales pour les fournitures offertes par l'entreprise ci-dessus pour cet Appel d'Offres.

Nom *[insérer le nom complet de la personne signataire de l'autorisation]*

En tant que *[indiquer la capacité du signataire]*

Signature *[insérer la signature]*

Dûment habilité à signer l'habilitation pour et au nom de *[insérer le nom complet du Fabricant]*

En date du \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ *[Insérer la date de signature]*

## **Section V. Pays éligibles**

**Sont éligibilités en matière de passation des marchés de fournitures, travaux et Services financés par la CCJA-OHADA, toutes les entreprises des Etats membres de l'OHADA.**



## Section VI. Règles de la Banque Mondiale en matière de Fraude et Corruption

Directives de Passation des marchés de biens, travaux et services (autres que les services de consultants) financés par les prêts de la BIRD, et les dons et crédits de l'AID aux Emprunteurs de la Banque mondiale, Janvier 2011 : « **Fraude et Corruption** »

1.16 La Banque a pour principe, dans le cadre des marchés qu'elle finance, de demander aux Emprunteurs (y compris les bénéficiaires de ses prêts) ainsi qu'aux soumissionnaires, fournisseurs, prestataires de services, entrepreneurs et leurs agents (déclarés ou non), personnel, sous-traitants et fournisseurs d'observer, lors de la passation et de l'exécution de ces marchés, les règles d'éthique professionnelle les plus strictes<sup>2</sup>. En vertu de ce principe, la Banque

- a) aux fins d'application de la présente disposition, définit comme suit les expressions suivantes :
  - (i) est coupable de "corruption" quiconque offre, donne, sollicite ou accepte, directement ou indirectement, un quelconque avantage en vue d'influer indûment sur l'action d'une autre personne ou entité ; le terme « une autre personne ou entité » fait référence à un agent public agissant dans le cadre de l'attribution ou de l'exécution d'un marché public et inclut le personnel de la Banque et les employés d'autres organisations qui prennent des décisions relatives à la passation de marchés ou les examinent;
  - (ii) se livre à des «manœuvres frauduleuses» quiconque agit, ou dénature des faits, délibérément ou par négligence grave, ou tente d'induire en erreur une personne ou une entité afin d'en retirer un avantage financier ou de toute autre nature, ou se dérober à une obligation (le terme «personne » ou « entité » fait référence à un agent public agissant dans le cadre de l'attribution ou de l'exécution d'un marché public; les termes « avantage » et « obligation » se réfèrent au processus d'attribution ou à l'exécution du marché, et le terme « agit » se réfère à toute action ou omission destinée à influencer sur l'attribution du marché ou son exécution);
  - (iii) se livrent à des «manœuvres collusoires» les personnes ou entités qui s'entendent afin d'atteindre un objectif illicite, notamment en influant indûment sur l'action d'autres personnes ou entités (le terme « personnes ou entités » fait référence à toutes les personnes ou entités qui participent au processus d'attribution des marchés, soit en tant qu'attributaires potentiels, soit en tant qu'agents publics, et entreprennent d'établir le montant des offres à un niveau artificiel et non compétitif et qui tentent soit elles-mêmes, soit par

---

<sup>2</sup> Dans ce contexte, toute action d'un soumissionnaire, fournisseur, entrepreneur ou de son personnel, ses agents ou sous-traitants, fournisseurs de biens ou services et/ou leurs employés destinée à influencer sur l'attribution ou l'exécution d'un marché en vue d'obtenir un avantage illicite est par nature inappropriée.

l'intermédiaire d'une personne ou entité ne participant pas au processus de passation des marchés, de simuler la concurrence ou de fixer le montant des offres à un niveau artificiel ou non-compétitif, ou qui se tiennent au courant du montant ou des autres conditions de leurs offres respectives) ;

- (iv) se livre à des «manœuvres coercitives» quiconque nuit ou porte préjudice, ou menace de nuire ou de porter préjudice, directement ou indirectement, à une personne ou à ses biens en vue d'en influencer indûment les actions (le terme « personne » fait référence à toute personne qui participe au processus d'attribution des marchés ou à leur exécution); et
- (v) et se livre à des « manœuvres obstructives »
  - (aa) quiconque détruit, falsifie, altère ou dissimule délibérément les preuves sur lesquelles se base une enquête de la Banque en matière de corruption ou de manœuvres frauduleuses, coercitives ou collusives, ou fait de fausses déclarations à ses enquêteurs destinées à entraver son enquête; ou bien menace, harcèle ou intimide quelqu'un aux fins de l'empêcher de faire part d'informations relatives à cette enquête, ou bien de poursuivre l'enquête; ou
  - (bb) celui qui entrave délibérément l'exercice par la Banque de son droit d'examen tel que stipulé au paragraphe 1.16 (e) ci-dessous; et
- b) rejettera la proposition d'attribution du marché si elle établit que le soumissionnaire auquel il est recommandé d'attribuer le marché est coupable de corruption, directement ou par l'intermédiaire d'un agent, ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, collusoires, coercitives ou obstructives en vue de l'obtention de ce marché;
- c) déclarera la passation du marché non-conforme et annulera la fraction du prêt allouée à celui-ci si elle détermine, à un moment quelconque, que les représentants de l'Emprunteur ou d'un bénéficiaire du prêt s'est livré à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses, collusoires ou coercitives pendant la procédure de passation du marché ou l'exécution du marché sans que l'Emprunteur ait pris, en temps voulu et à la satisfaction de la Banque, les mesures nécessaires pour remédier à cette situation, y compris en manquant à son devoir d'informer la Banque lorsqu'il a eu connaissance de telles manœuvres;
- d) sanctionnera une entreprise ou un individu, à tout moment et conformément aux procédures de sanctions de la Banque<sup>3</sup>, y compris en déclarant publiquement l'exclusion de l'entreprise ou de l'individu pour une période indéfinie ou déterminée

---

<sup>3</sup> Une entreprise ou un individu pourra être déclaré exclu de l'attribution d'un marché financé par la Banque à l'issue des procédures de sanctions de la Banque telles que définies, y compris, entre-autres : (i) la suspension temporaire ou la suspension temporaire préalable correspondant au processus de sanctions en cours d'examen; (ii) l'exclusion conjointe telle que convenue avec les autres institutions financières internationales, y compris les banques multilatérales de développement ; et (iii) les procédures de sanctions administratives dans le cadre de la passation des marchés exécutés par le Groupe de la Banque mondiale en cas de fraude et corruption.

- 
- (i) de toute attribution des marchés financés par la Banque, et (ii) de toute désignation<sup>4</sup> comme sous-traitant, consultant, fabricant ou fournisseur de biens ou prestataire de services d'une entreprise par ailleurs éligible à l'attribution d'un marché financé par la Banque ;
- e) pourra exiger que les dossiers d'appel d'offres et les marchés financés par la Banque contiennent une disposition requérant des soumissionnaires, fournisseurs et entrepreneurs qu'ils autorisent la Banque à examiner les documents et pièces comptables et autres documents relatifs à la soumission de l'offre et à l'exécution du marché et de les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la Banque.

---

<sup>4</sup> Un sous-traitant, consultant, fabricant ou fournisseur de biens ou services (différents intitulés sont utilisés en fonction de la formulation du dossier d'appel d'offres) désigné est une entreprise ou un individu qui (i) fait partie de la demande de pré qualification ou de l'offre du soumissionnaire compte tenu de l'expérience spécifique et essentielle et du savoir-faire qu'il apporte afin de satisfaire aux conditions de qualification pour une offre déterminée ; ou (ii) a été désigné par l'Emprunteur.





## **DEUXIÈME PARTIE - Conditions d'Approvisionnement des Fournitures**



## Section VII. Liste des fournitures, Calendrier de livraison, Spécifications techniques et Plans

### 1. Liste des Fournitures et Calendrier d'installation

Article No.	Description des Fournitures	Quantité * (Nb. d'unités)	Unité	Site (projet) ou Destination finale comme indiqués aux DPAO	Date de livraison (selon les Incoterms)		
					Date d'installation au plus tôt	Date d'installation au plus tard	Date d'installation offerte par le Soumissionnaire
1	Coffrets informatique 19'' 16U	01	Unité	Les locaux du Centre d'Arbitrage de la CCJA à Abidjan Cocody	15 jours	20 jours	
2	Panneau de Brassage 24 ports ports CAT 6A	02	Unité				
3	Cordons de brassage RJ45/RJ45 de 3m Cat 6A	46	Unité				
4	Cordons de brassage RJ45/RJ45 de 1m Cat 6A	46	Unité				
5	Câbles FTP Cat 6A	2 760	Mètres				
6	Boitier 04 modules complet	23	Unité				
7	Prise RJ45 Cat6 02 modules	46	Unité				
9	Câble VGV 3x2,5mm <sup>2</sup>	100	Unité				
8	Boitier 4 modules complets	23	Unité				
10	Bandeau électriques 9 entrées 1U	01	Unité				
12	Onduleur 03 Kva .	03	Unité				
13	Switch manageable – 48 ports – POE + 4x1GBps uplink	01	Unité				
14	Ensemble Point d'accès Fortigate et accessoires compatibles 802.11 b/g/n et 802.11 a/ac.	04	Unité				
15	Pare-feu Fortigate [FG-60F] Fourni avec tous les supports et câbles nécessaires, et une licence bundle (Fortiguard UTM) de trois (03) ans renouvelables.	01	Unité				
16	Accessoires chemins de câbles/goulottes/Fourreaux en PVC, etc.	Ens.	Forfait				

## 2. Liste des Services connexes et Calendrier de réalisation

Article No. Service.	Description du Service	Quantité <sup>5</sup>	Unité physique	Site ou lieu où les Services doivent être exécutés	Date finale de réalisation des Services
01	<b>Courant faible</b> : Mise aux normes du câblage informatique et télécom ; installation des équipements actifs du réseau et configurations associées (VLAN, RSTP/MSTP, Port security, QoS, etc.) ; installation et configuration des points d'accès Wifi (multiples SSID, Accès sécurisé, etc.)	Forfait	Ensemble	Les locaux du Centre d'Arbitrage de la CCJA à Abidjan Cocomody	20 jours
02	Tests de fonctionnement sur site	Forfait	Ensemble	IDEM	20 jours
03	Formation du personnel clé à l'utilisation et à l'exploitation des équipements et de l'installation ;	Forfait	Ensemble	IDEM	20 jours
04	Fourniture de toute la documentation technique concernant l'architecture des installations. Le rapport des installations effectuées fera des suggestions et recommandations sur les emménagements à apporter aux salles abritant les installations (caméras, onduleurs, etc.)	Forfait	Ensemble	IDEM	20 jours

**Les items ci-dessus font partie intégrante de l'offre du soumissionnaire et seront soumis à évaluation et comparaison.**

**En outre, comme indiqué dans les critères de qualification, le soumissionnaire produira les preuves de l'existence et de l'organisation des services après ventes e.**

## 3. Plans des locaux :

Les plans des locaux sont disponibles en version numérique PDF et seront fournis aux soumissionnaires lors de la visite des sites.

<sup>5</sup> Si applicable

## 4. Spécifications techniques

### Sommaire

OBJET	72
1. GENERALITES .....	72
1.1. PREAMBULE .....	72
1.2. OBJECTIFS .....	72
1.3. CARACTERISTIQUES GENERALES D'UN CABLAGE STRUCTURE. ....	72
2. ARCHITECTURE DE CABLAGE INFORMATIQUE .....	73
2.1. NORMALISATION, PERFORMANCE ET QUALITE DE SERVICE .....	73
2.2. POINTS D'ACCES .....	74
2.3. PERFORMANCES TECHNIQUES DU RESEAU WIFI .....	75
2.4. COMPOSANTS DU SYSTEME DE CABLAGE.....	76
2.5. ELEMENTS ACTIFS DU RESEAU .....	80
2.6. INFRASTRUCTURE TELEPHONIQUE .....	81
2.7. INFRASTRUCTURE WI-FI .....	81
2.8. CARACTERISTIQUES D'INSTALLATION DU RESEAU WIFI .....	82
3. REGLES D'INSTALLATION. ....	83
3.1. LOCAL DE BRASSAGE .....	83
3.2. CONTRAINTES D'ENVIRONNEMENT ÉLECTROMAGNÉTIQUE .....	84
3.3. CHEMINEMENT DES CÂBLES .....	85
3.4. PERCEMENTS, REBOUCHAGES .....	87
3.5. IDENTIFICATION ET REPÉRAGE DES LIAISONS .....	87
3.6. ORGANISATION DU RÉSEAU DE TERRE .....	88
4. RECETTE TECHNIQUE .....	88
4.1. CONTRÔLE VISUEL PAR RAPPORT AU CAHIER DES CHARGES .....	89
4.2. TESTS STATIQUES .....	89
4.3. TESTS DE CLASSE EA .....	89

## **OBJET :**

Pour le Centre d'Arbitrage de l'OHADA sis à Abidjan Cocody Angré, le projet a pour objet :

- La mise aux normes du câblage informatique et télécom ;
- L'installation des équipements actifs du réseau et configurations associées (VLAN, RSTP/MSTP, Port security, QoS, etc.) ;
- L'installation et configuration des points d'accès Wifi (multiples SSID, Accès sécurisé, etc.).

## **1. GENERALITES**

### 1.1.PREAMBULE

L'OHADA souhaite réaliser les travaux de mise aux normes du câblage informatique au centre d'Arbitrage. Ces travaux permettront de migrer cette infrastructure sur un câblage de type catégorie 6A.

En effet, le câblage existant est vétuste et non adapté aux nouvelles applications déployées dans le cadre de la modernisation du Système d'Information de l'OHADA, notamment la transmission de données à haut débit, la téléphonie et la voix sur IP.

### 1.2.OBJECTIFS

Le présent document concerne la fourniture, l'installation, les tests et la réception d'un système de câblage banalisé de catégorie 6A et de classe EA.

Ce nouveau système de câblage assurera le transport des signaux, voix, données, vidéo et contrôle, le tout de manière transparente. Pour répondre aux besoins futurs, il devra permettre la réalisation aisée de la maintenance ainsi que d'éventuelles extensions.

Afin de lui garantir une grande souplesse, le câblage à réaliser doit être banalisé et modulaire. Il doit être performant et permettre de connecter chaque poste de travail aux différents systèmes téléphoniques et informatiques utilisés (au minimum de classe EA).

### 1.3.CARACTERISTIQUES GENERALES D'UN CABLAGE STRUCTURE.

Le système de câblage à mettre en place doit être :

- **Reconfigurable** : Les configurations et reconfigurations topologiques à réaliser suivant les réseaux doivent pouvoir être effectuées de manière rapide, économique et sans modification structurelle du câblage.
- **Banalisé** : Les câbles de distribution, les prises et leurs conventions de raccordement doivent être identiques en tous points du site, quels que soient les topologies et les types de réseaux devant être supportés.
- **Universel** : L'infrastructure est adaptable au transport de tous les types d'informations (voix, données, images, etc.). Pour ce faire ses composants doivent avoir des

performances de transmission au moins égales à celles figurant dans la norme pour toutes les applications de la Classe EA.

- **Compatibilité descendante** : Le système de câblage permettra d'utiliser des équipements de catégorie inférieure sur un câblage de catégorie supérieure.

## 2. ARCHITECTURE DE CABLAGE INFORMATIQUE

### 2.1. NORMALISATION, PERFORMANCE ET QUALITE DE SERVICE

Le système de câblage à prévoir doit être conforme, au minimum, aux normes des systèmes génériques de câblage structurés en vigueur :

- Normes ISO/CEI 11801 (amendement 1 & 2) : Norme internationale ;
- Normes EN 50173 (amendement 1) : Norme européenne ;
- Normes EIA/TIA-568A (Addendum 5) : Norme américaine ; elles définissent l'architecture, la structure et les performances des composants de câblage ;
- Normes ISO/IEC 14763-1 et 2 : Elles recommandent l'administration et le foisonnement du câblage (Densité des répartiteurs et espaces de travail) ;
- Normes TIA-606 : Elles recommandent les principes de repérage des composants du câblage.

La conformité du système de câblage devra respecter les dispositions complémentaires suivantes et notamment celles concernant les normes des installations électriques basse tension, de compatibilité électromagnétique et de protection contre l'incendie :

- HD 608 : Spécifications génériques des câbles à paires symétriques,
- EN 187000 : Spécifications génériques des câbles à fibres optiques,
- NF C 15-100 : Installation électrique basse tension,
- UTE 89336 : Directive compatibilité électromagnétique,
- EN 50081-1 : Compatibilité électromagnétique (émission),
- EN 50082-1 : Compatibilité électromagnétique (immunité),
- IEC 332, HD 405 : Propagation du feu,
- IEC 1034, HD 606 : Émission de fumée,
- IEC 754, HD 602 : Acidité et corrosivité.

#### 2.1.1. Normes de réaction au feu

Le système de câblage posé doit être en conformité avec les normes en vigueur en ce qui concerne l'émission de fumées (EN 50268, IEC 61034, NFC 20902, NFC 32073, etc.), l'émission de gaz toxiques et corrosifs (IEC 60754.1, NF C 20-454, EN 50267, IEC 60754.2, NFC 32074, NFC 20453, etc.) et l'absence d'halon (NFC 32062, etc.). Il devra également posséder des propriétés ignifuges selon les normes et décrets en vigueur.

### 2.1.2. Performances attendues des liaisons

Afin d'obtenir une solution capable de supporter des applications de Classe EA, les performances attendues des chaînes de liaisons doivent être au minimum conformes aux performances de la norme ISO/IEC 11801 2ème édition sur le « Channel » (amendement 1) et sur le Permanent Link (amendement 2).

Le système de câblage sera conforme aux normes Européenne EN50173 (composants & système), EN55022 (CEM), ainsi qu'à la norme ISO/IEC 11801 Classe EA 11801 2<sup>ème</sup> amendement.

Le système de câblage réalisé devra permettre de supporter tous les protocoles IEEE, EIA/TIA et ISO existants définis comme fonctionnant sur ce support et ce pour une durée minimale de 15 ans.

*Le système de câblage devra intégrer la compatibilité de bout en bout avec la norme IEEE PoE 802.3af et PoE+ 802.3.at, à savoir, permettre la transmission de courant basse-tension sur les liaisons de câble en cuivre.*

### 2.1.3. Gestion de la qualité de service.

Le réseau doit permettre la mise en œuvre de mécanismes de gestion de la qualité de service en tout point du réseau, et en particulier pour les flux multimédia VoIP.

Les commutateurs doivent permettre une gestion de la qualité de service basée sur le standard 802.1p.

## 2.2.POINTS D'ACCES

### 2.2.1. Dimensionnement espace de travail.

Il faudra respecter ici les recommandations de dimensionnement fournies par les principaux standards internationaux Normes ISO/IEC 14763-1 et 2 pour les accès à la téléphonie, internet et aux services des réseaux privés de façon sécurisée.

### 2.2.2. Un Point d'accès poste de travail

Un point d'accès représente le point de raccordement d'un poste de travail au réseau (de câblage).

Pour une surface utile d'environ 10 m<sup>2</sup> et pour 1,4 m de façade (distance linéaire), Il est composé de :

- Deux (2) prises Terminales VDI ;
- Un répartiteur d'étage distribue une zone de rayon de 60 m recevant au maximum 624 prises terminales ;
- Une capacité d'extension minimale de 30 % devra être offerte pour les contenants et pour les supports.



## 2.3.PERFORMANCES TECHNIQUES DU RESEAU WIFI.

L'implantation et le nombre de points d'accès Wi-Fi Plug and Play devra tenir compte du nombre d'utilisateurs, de la zone à couvrir (m<sup>2</sup>, cloisonnement) ainsi que de l'usage du réseau sans fil.

### 2.3.1. Accès infrastructure Wi-Fi

Le raccordement des points d'accès Wi-Fi est alimenté par un commutateur PoE de 30 Watts maximum située dans les répartiteurs.

Les points d'accès Wi-Fi seront raccordés de manière identique aux prises RJ45 et sécurisé par un cryptage WPA2 (802.11i), et devront permettre l'authentification en mode 802.1X et prendre en charge le roaming, la gestion de multiples SSID, du multi-VLAN, ainsi que la qualité de service conforme à la norme 802.11E, priorité donnée automatiquement à la voix, la vidéo et enfin aux data.

Le débit brut de transmission offert par ces points d'accès sera de 54 Mbits/s minimum sur chaque fréquence (802.11a et 802.11g).

### 2.3.2. Usages du réseau Wi-Fi

Le nombre de points d'accès définit aussi le débit délivré aux utilisateurs en fonction de leurs usages. Il conviendra de définir un nombre de points d'accès Wi-Fi adaptés pour assurer le bon fonctionnement des applications.

#### *Exemples de consommations en débit par usage :*

- Voix sur IP : un débit net de 128 Kb/s,
- Échanges de données (accès web) : un débit net de 1 Mb/s,
- Services de streaming vidéo, respectivement en définition standard et en haute définition : un débit net de 5 et 15 Mb/s
- Le débit brut maxi du point est de 300 Mbits/seconde.

### 2.3.3. Nombre d'utilisateurs

Le nombre de points d'accès Wi-Fi Plug and Play sera défini par rapport au nombre d'utilisateurs connectés.

Nous mettons un accent particulier aux bornes situées dans les zones à forte densité (halls, salles de restauration, salle polyvalente, salles de réunion, ...). Ces zones devront être équipées d'un nombre suffisant de points d'accès Wi-Fi pouvant satisfaire un grand nombre de connexions simultanées (notamment pour les téléphones mobiles).

### 2.3.4. Zones de couverture

Le réseau Wi-Fi couvrira totalement le bâtiment (ex. : uniquement salles de réunions, hall, couloirs, etc.).

Pour une couverture optimale, nous préconisons les points d'accès Wi-Fi 802.11n. Compte tenu de la structure des murs, faite en bétons, qui constituent un écran à la propagation des ondes radio, il conviendra donc de prévoir plusieurs bornes pour assurer la couverture des espaces à chaque niveau du bâtiment.

Le maillage suivant sera adopté,

- Espaces intérieurs cloisonnés : 1 point d'accès tous les 15 mètres, couvrant 225 m<sup>2</sup> ;
- Espaces intérieurs ouverts : 1 point d'accès tous les 20 mètres, couvrant 400 m<sup>2</sup> ;

## 2.4.COMPOSANTS DU SYSTEME DE CABLAGE

### 2.4.1. Considération générale

Relativement aux composants du système de câblage, le soumissionnaire devra fournir les certificats de conformité à la norme ISO/IEC 11801 2<sup>ième</sup> édition amendement 2 du câble, prise terminale, panneau, modules de raccordement mâles et femelles, réalisés selon la méthode de test "re-embedded" par un laboratoire accrédité et indépendant ; ainsi que les fiches techniques des différentes composantes.

- Tous les composants utilisés pour la réalisation de l'infrastructure VDI devront être normalisés ; Ils seront de **catégorie 6A**, conformes aux dernières spécifications techniques des comités de normalisation TIA (Telecommunication Industry Association) Draft 6 ;
- L'ensemble des éléments du système de câblage (*câble, prises, plastron, panneaux de brassage, cordons de brassage et utilisateurs*) sera du même constructeur et de la même catégorie ;
- Tous les composants installés seront neufs et certifiés au minimum de catégorie 6A par un laboratoire accrédité et indépendant, au sens de la norme ISO/IEC 11801 2<sup>ième</sup> édition amendement 2 ;
- Ils devront présenter toutes les garanties de bon fonctionnement ;
- La catégorie du lien complet sera celle du composant de la catégorie la plus faible ;
- Les composants devront autoriser les compatibilités transversales (C6A femelle / cordon C6A) avec garantie de performances Classe EA sur l'ensemble ;
- Ils devront aussi assurer les compatibilités descendantes avec garantie de performances Classes D ou E sur l'ensemble de la liaison ;
- Le titulaire a l'obligation de fournir une chaîne de liaison composée d'éléments de qualité homogène d'un seul constructeur, entraînant une garantie complète "Permanent Link" de classe EA d'une durée minimale de 15 ans sur le système.

### 2.4.2. Le câble cuivre à paires torsadées.

La distribution terminale vers les postes de travail sera réalisée à partir des câbles en cuivre catégorie 6A, à paires torsadées comprenant une tresse générale et un écran individuel par paire, 4 paires torsadées monobrins AWG23 d'impédance caractéristique de 100 Ohms munis d'une gaine à faible propagation de la flamme (*LSZH : c'est à dire sans halogène, à faible dégagement de fumée, pourvu d'une gaine ignifuge, il n'émet pas de fumée toxique même s'il brûle*).

Les câbles seront conformes aux performances du canal de classe EA et F tel que décrites dans la norme ISO/IEC 11801 2<sup>ième</sup> édition amendement 2.

***Les performances du câble en bande passante seront de 600 Mhz au minimum.***

La gaine extérieure sera d'une couleur autre que noire afin de limiter les confusions avec les câbles électriques.

La valeur maximale de perte d'insertion retenue, pour une liaison de 100 m (sans points de coupure) à une fréquence donnée de 500 MHz, est fixée à 48,9 dB et 62,3 à 750 MHz. La performance de résistance au feu et à l'émission d'halogène doit être conforme à la norme IEC 60332-1 au minimum.

Les câbles proposés doivent être munis d'un certificat de laboratoire indépendant attestant la conformité aux performances de **catégorie 6A** (3P, Delta Testing...). Les câbles disposent d'un marquage métrique apposé sur la gaine.

### 2.4.3. Type de câble :

- F/FTP catégorie 6A : pour la distribution
- U/UTP catégorie 6A : comme cordon de raccordement

### 2.4.4. Les prises Terminales RJ45

La prise doit être de type RJ45 en conformité avec la norme IEC 60603-7-5. Ses performances doivent être conformes à la catégorie 6A, selon le draft 6 de la norme ANSI/EIA/TIA 568 B.2-10.

La prise RJ45 est blindée et doit permettre un raccordement de l'écran sur la plus grande surface possible, idéalement 360°. La convention de câblage "T568A" ou "T568B" sera appliquée selon la préconisation du fabricant.

La prise doit s'adapter sur un matériel de connexion standard (Mosaïque 45x45, plinthe, perche). La dimension de la prise permet d'installer 2 ports RJ45 par plastron de dimension 45mm x 45mm.

Les prises disposeront d'un volet de protection mobile et inamovible. Le volet pourra être sur le connecteur ou le plastron.

Les prises seront également équipées d'un système de marquage et d'identification des connecteurs. Un volet de protection transparent amovible protégera l'étiquette d'identification ; les étiquettes non protégées ne seront pas acceptées.

La couleur des plastrons et/ou goulotte sera blanche sauf spécification contraire écrite par le maître d'œuvre.

### 2.4.5. Connecteurs RJ45

Les connecteurs retenus seront de type RJ45 en conformité avec la norme IEC 60603-7-51, identique aux deux extrémités du câble des distributions verticales et horizontales (prise terminale et panneau de brassage) et auront les caractéristiques suivantes :

- les performances de la catégorie 6A selon la norme IEC 60603-7-51 (pour les connecteurs Blindés),
- un capot de blindage métallique (et non en plastique métallisé) possédant une tresse métallique permettant la reprise de l'écran du câble à 360°,
- les fourches arrière des connexions auto-dénudantes devront être protégées afin d'éviter leur déformation lors de la mise en œuvre,

- la configuration des connexions des paires doit être en conformité avec le mode de raccordement "T568A" ou "T568B" selon la préconisation du fabricant. La configuration des connexions doit être unique sur l'ensemble du bâtiment,
- un volet de protection mobile (sur le connecteur ou le plastron),
- un collier "anti traction des paires" d'attache du câble.
- Les connecteurs installés aux postes de travail seront inclinés vers le bas. Les connecteurs installés dans les baies ne seront pas inclinés.

#### 2.4.6. Les bandeaux de brassage

Les bandeaux de brassage doivent présenter des caractéristiques conformes à la catégorie 6A. La taille des panneaux est de 19 pouces pour intégration dans la baie et de dimension 1U en hauteur. Ils sont modulaires, vides, conçus pour recevoir 24 ports RJ45 et permettre la mise à la masse automatique de chaque connecteur.

Ils devront permettre l'arrimage des câbles sans contrainte excessive sur chacun des câbles. Il sera préféré un système d'arrimage sans collier.

Chaque emplacement de connecteur sera numéroté de manière indélébile, qu'il soit vide ou occupé. Les emplacements non équipés de connecteurs seront munis d'un obturateur amovible.

Les connecteurs frontaux sont de type RJ45, et sont conformes à la norme **ISO/IEC 8877** et au draft 6 de l'**EIA/TIA 568B.2-10**. Les connexions proposées doivent respecter la convention de câblage "T568A" ou "T568B" et seront appliquées selon la préconisation du fabricant.

Le raccordement des câbles pourra se réaliser en face arrière mais la préférence de raccordement en face avant est recommandée pour une mise en œuvre aisée.

Le panneau de brassage devra être associé à un guide câble horizontal avec anneaux de maintien permettant le passage des cordons de brassage cuivre RJ45 en face avant. Il devra être fait attention que les étiquettes de repérage des prises RJ45 ne soit pas masquées après la pose des cordons de brassage.

#### 2.4.7. Passe-câbles horizontal

Les passe-câbles seront métalliques et dimensionnés selon le standard 19 pouces. Ils devront comporter au minimum 5 anneaux métalliques. Ils seront d'une hauteur de 1U et d'une profondeur de 2U pour des panneaux de brassage jusqu'à 24 prises.

Il sera prévu au minimum un passe-câbles par panneau de brassage, la couleur des passe-câbles devra être coordonnée avec la couleur des panneaux.

#### 2.4.8. Cordons de brassage / cordons utilisateurs

Pour obtenir les performances de classe EA, les cordons de brassage et de points d'accès seront certifiés au minimum de catégorie 6A selon le standard ISO/IEC 11801 2<sup>ième</sup> édition amendement 2.

*Ils seront de la même marque que celle utilisée pour les câbles cuivre de distribution du lien "permanent Link Classe EA", et référencés au catalogue du fabricant afin de pouvoir bénéficier de la garantie-constructeur globale sur l'ensemble du système de câblage.*

Chaque cordon catégorie 6A sera de type S/FTP, composé de 4 paires torsadées monobrin d'impédance caractéristique de 100 Ohms et sera équipé d'un connecteur RJ45 à chaque extrémité.

La gaine extérieure sera, de préférence, de couleur blanche ou grise (dans tous les cas, différente du bleue) et devra être réalisée dans un matériau ne produisant pas de fumée toxique en cas de feu et possédant des propriétés ignifuges conforme à la norme IEC 60332-1 (gaine type LSOH).

Ces cordons devront être disponibles dans des longueurs de 0,5 m, 1 m, 2 m, 3 m et 5 m.

#### **2.4.9. Coffret de brassage**

Le brassage permet la souplesse lors de la reconfiguration ou de la modification du réseau. Cette reconfiguration s'effectue au niveau des tableaux de brassage aussi appelés « baies de brassage ».

La baie de brassage sera constituée des éléments suivants :

Baies de brassage 19", 600x600 mm (9U et 12U), 800x1000 mm (42U), composée de :

- 2 montants avant 19" et de 2 montants arrière 19" avec éléments de fixation au format 19" et équipé d'un ensemble d'anneaux de guidage vertical pour les cordons de brassage ;
- Un toit à grille de ventilation ;
- Un ensemble de faces latérales démontables, d'une porte arrière métallique et d'une porte avant transparente fermant à clé ;
- un ensemble de 6 prises 220V 2 P+T plus un disjoncteur différentiel pour le coffre, pour l'alimentation des éléments actifs. Ces prises seront fixées sur les montants 19" en horizontal ou en vertical en fonction des souhaits du maître d'ouvrage ;
- Chaque bandeau de 6 prises 220V 2P+T est alimenté par un circuit qui lui est propre ;
- Ce circuit est protégé par un disjoncteur différentiel 16A/30m ASI à mettre en place dans le tableau divisionnaire ;
- Des bandeaux de brassage catégorie 6A F/UTP de capacité 24 ports 1U ;
- Des panneaux passe-cordons 1U équipés de lyres pour le guidage horizontal des cordons (**1 panneau 1U pour un bandeau de brassage 24 ports**). Ils seront complétés par un minimum de 4 guides cordons verticaux.

*Chaque baie de brassage sera équipée de :*

- panneaux de brassage RJ45;
- passe-câbles horizontaux;
- équipements actifs (commutateur ; modem, convertisseur ...);

- bandeaux électriques servant à alimenter les actifs;
- bandeau d'organisation placé après tous les 2 panneaux de brassage.

Chaque baie de brassage devra disposer d'une réserve de place d'au moins 5U.

## 2.5.ELEMENTS ACTIFS DU RESEAU

Les commutateurs et les pare-feu (firewall) sont les principaux éléments actifs du réseau. Les commutateurs choisis sont de niveau 2 et 3 :

### 2.5.1. Commutateur de niveau 2 - 48 ports compatible QoS, PoE / PoE+

Ce commutateur supporte à la fois les standards IEEE 802.3af Power over Ethernet (PoE) et IEEE 802.3at PoE+ (jusqu'à 30W par port) afin d'offrir le coût total de possession le plus bas pour les déploiements qui intègrent des téléphones IP, des points d'accès WiFi ou d'autres terminaux supportant les standards PoE/PoE+. Le PoE supprime la nécessité des prises de courant pour ces terminaux et le coût des câblages électriques qui seraient autrement nécessaires. L'allocation de la puissance PoE par le commutateur est dynamique et permet de fournir au maximum une puissance de 740W aux terminaux connectés. Ce commutateur doit offrir en plus des alimentations redondantes. Si 2 alimentations sont utilisées, alors le commutateur devra répartir la charge entre les 2 alimentations pour fournir une alimentation secourue.

Le commutateur doit offrir 48 ports Ethernet 10/100/1000 PoE+, 2 ports Gigabit Ethernet pour des liaisons vers d'autres commutateurs et 2 ports combo/mini GBIC qui permettent d'utiliser des modules fibres optiques ou des connexions RJ45. Il supporte 256 réseaux locaux virtuels et jusqu'à 8 groupes d'agrégation de liens. Quatre files d'attente par port permettent de définir la priorité du trafic via 802.1p. Il supporte le contrôle à distance et le SNMP. Les 48 ports délivrent jusqu'à 740W aux périphériques connectés compatibles PoE ou PoE+ (802.3at et 802.3af).

Caractéristiques :

- 48 ports Gigabits (auto MDI/MDI-X),
- 2 ports partagés SFP+ 1000 Mbit/s (pour module optionnel cuivre ou fibre) libres,
- Alimentation PoE+ (Power over Ethernet Plus, 802.3at sur 48 ports),
- Administrable simplement via un navigateur Web,
- Routage statique/commutation de couche 3 entre VLAN,
- Prise en charge IPv6,
- Prise en charge jusqu'à 512 règles de contrôle d'accès,
- Support des trames Ethernet de 10 Ko (jumbo frames),
- Refroidissement actif avec ventilateurs,
- Administration sécurisée via Telnet sous SSH et HTTPs,
- Rackable 1U avec matériel de rack livré.

## 2.6.INFRASTRUCTURE TELEPHONIQUE

### 2.6.1. Poste téléphonique

La totalité des postes téléphoniques fournis dans le cadre de la mise en œuvre de la communication unifié est compatible PoE / PoE+.

Chaque point d'accès du réseau VDI est compatible avec un poste téléphonique numérique IP en alimentation standard ou avec alimentations injectée PoE / PoE+.

Chaque poste de téléphone numérique IP est un périphérique réseau.

## 2.7.INFRASTRUCTURE WI-FI

### 2.7.1. Services délivrés par l'infrastructure Wi-Fi

- L'installation d'un réseau Wi-Fi sécurisé permettra d'assurer la connexion au réseau informatique en complément du câblage structuré filaire ;
- L'infrastructure Wi-Fi sécurisée permettra en toute légalité la fourniture de l'accès à internet pour des utilisateurs externes, la traçabilité et le filtrage des données internes ;
- Les services suivants sont couramment supportés par le Wi-Fi en fonction des besoins et du contexte d'exploitation ;
- Les échanges de données IP sans fil avec un PC portable, une caisse de paiement, une borne interactive d'informations ;
- La mise à disposition d'un accès Internet public de type Hot-Spot ;
- La téléphonie sur IP à partir d'un logiciel soft-phone sur un PC portable ou d'un téléphone portable ou d'une tablette dotée des technologies Wi-Fi et/ou GSM ;
- La réception des images de vidéosurveillance et le pilotage des caméras IP à partir d'une tablette ou d'un smartphone pour mieux assurer la sécurité des personnels de surveillance durant leur ronde ;
- La réception de flux vidéo, sur un PC portable ou une tablette ou un smartphone.

### 2.7.2. Réseau WIFI sécurisé avec hot-spot personnalisé

- Ouvert à la fois aux applications internes de l'exploitant et à la fourniture d'accès internet pour une population externe (fournisseurs, visiteurs, clients, ...) ;
- Les points d'accès Wi-Fi seront gérés de manière centralisée et supporteront au minimum deux (2) réseaux Wi-Fi (SSID) :
  - Un réseau privé et sécurisé, avec clé WPA2 et configuré pour une authentification centralisée via le protocole 802.1x (RADIUS / Active Directory) ;
  - Un réseau invité et sécurisé avec un portail captif, permettant la traçabilité et le filtrage des données légales.

### 2.7.3. Les recommandations de sécurité

Les clients Wi-Fi du réseau privé peuvent être identifiés par un contrôle :

- De leur login/mot de passe Active Directory,
- De certificat standard type X509 ou de leur clé partagée WPA2.

***Le cryptage des communications, l'authentification et le contrôle d'accès au réseau, ainsi que la séparation logique des réseaux Wi-Fi seront implémentés, afin de sécuriser le réseau Wi-Fi et empêcher l'écoute, l'usurpation d'identité, etc.***

***Les mesures suivantes sont prévues :***

- L'emploi des clés WPA2 pour assurer la confidentialité des communications ;
- Le déploiement d'au moins deux SSID sur le réseau Wi-Fi en environnement professionnel :
  - Un SSID masqué, réservé aux utilisateurs de l'entreprise, permettant d'accéder à tout ou partie de l'infrastructure ;
  - Un SSID publié, permettant aux invités et au public présent dans l'espace privé, d'accéder à l'Extranet de l'entreprise et à Internet.

## 2.8.CARACTERISTIQUES D'INSTALLATION DU RESEAU WIFI

### 2.8.1. L'étude de couverture préalable

Une étude de couverture préalable, une fois le bâtiment cloisonné, devra être menée dans les espaces à couvrir par le titulaire du lot à l'aide des points d'accès et des contrôleurs de la marque choisie, avec un PC portable équipé d'un logiciel enregistrant le rapport signal/sur bruit sur le signal Wi-Fi et sur les 2 bandes 2.4 ou 5 Ghz de fréquences réalisées.

L'objectif de cette étude est d'identifier les éventuels problèmes de propagation radio ou zones d'ombre rencontrés dans l'espace de couverture.

Ces problèmes peuvent avoir pour sources :

- Les structures métalliques du bâtiment sources d'échos radio parasites ;
- Le mobilier et les décorations disposés dans l'espace, les mobiliers ou décorations métalliques, ainsi que les verres teintés sont souvent sources de réflexion ou d'absorption des ondes radio ;
- La configuration des locaux, par exemple un espace situé derrière une cage d'ascenseur pourra difficilement être couverte par une borne disposée sur le palier d'ascenseur ;
- Des émetteurs radios locaux fonctionnant sur les mêmes canaux de fréquences, sont sources de bruits sur les signaux radio ;
- L'étude de propagation sera réalisée par l'installateur, de préférence une fois les locaux aménagés de façon à réaliser l'étude dans les conditions les plus proches possibles de l'exploitation.

### 2.8.2. Les caractéristiques de l'installation

Chaque point d'accès Wi-Fi se branchera à l'aide d'une connexion RJ45 sur câble d'installation sans cordon (au minimum catégorie 6A), un mou de 3 mètres sera laissé pour optimiser le débit en fonction de l'emplacement du point d'accès.

- Chaque point d'accès aura un débit brut maxi de 300 Mb/s et pourra supporter les fréquences 2,4 ou 5 GHz ;
- Chaque point d'accès intégrera une programmation horaire individuelle de mise en veille. Cette programmation sera définie avec l'exploitant afin d'offrir une économie énergétique et une sécurité accrue à l'intrusion ;
- L'alimentation des points d'accès sera réalisée en PoE (selon norme IEEE 802.3 af) injecté situé dans le répartiteur ;



- Les points d'accès Wi-Fi seront de préférence installés en fixation par clipsage sous une goulotte portant le réseau du câblage structuré ;
- Dans le cas des zones denses (salles de réunion notamment), l'installation des points d'accès Wi-Fi de type Mosaïque sera réalisée à proximité des utilisateurs.

### **3. REGLES D'INSTALLATION.**

Les travaux objet du présent document doivent être réalisés en tenant compte des cheminements prévus pour les courants forts existants ou à réaliser et de la mise en œuvre d'un réseau de masse maillé. Pour ce faire, l'entrepreneur prendra toutes les précautions nécessaires afin que les règles de cheminement soient respectées.

Les rayons de courbure doivent être supérieurs à 4 cm. Les câbles sont fixés dans le chemin de câble à l'aide d'attaches Velcro placés tous les 4 mètres en parcours horizontal, et tous les 2 mètres en parcours vertical. L'utilisation de colliers est tolérée sous réserve qu'ils ne contraignent pas les câbles (les colliers doivent être juste glissant).

Toute contrainte mécanique exercée sur le câble peut modifier irrémédiablement ses caractéristiques électriques.

L'installateur respectera les précautions suivantes lors de la réalisation de l'installation :

- Respecter les rayons de courbure (minimum 6 à 8 fois le diamètre du câble) ;
- Éviter les vrilles du câble (utilisation obligatoire d'un dérouleur de touret) ;
- Protéger systématiquement les câbles par des fourreaux en sortie de chemin de câble, particulièrement pour le passage des trémies ou réservations ;
- Effectuer le déroulement des câbles sans à coup.

#### **3.1.LOCAL DE BRASSAGE**

##### **3.1.1. Emplacement du local de brassage.**

Il sera choisi de manière à pouvoir desservir directement toutes les prises du bâtiment en respectant une longueur maximale de liaison de 90 mètres.

##### **3.1.2. Préconisations de mise en œuvre.**

Afin de garantir la qualité de l'ensemble et les performances du câblage, le titulaire veillera à respecter :

- la longueur des liens "cuivre" qui sera au maximum de 90 mètres (de bout en bout de la liaison, hors cordons de brassage et de desserte) ;
- les contraintes d'environnement électromagnétique ;
- les contraintes mécaniques. Les câbles seront posés et non tirés, le dérouleur de touret sera obligatoire ;
- Les câbles métalliques et optiques ne devront subir aucune contrainte mécanique excessive lors de leur mise en place, comme le pliage, la traction ou l'écrasement ;

- Le rayon de courbure minimal préconisé par le constructeur des câbles "cuivre" et "optique", pendant et après la pose. En l'absence de recommandation du fabricant, le rayon de courbure minimal retenu sera de 8 fois le diamètre extérieur pour le câble "cuivre" et 10 fois le diamètre extérieur pour la fibre optique ;
- La longueur de câble dégainé (inférieure à 20 mm) ainsi que la longueur de torsadée (inférieure à 13 mm). Le raccordement sera réalisé sans outil ou à l'aide d'outils adéquats, selon les préconisations du constructeur ;
- Le serrage sera réalisé manuellement afin de ne pas écraser les câbles. L'intervalle entre deux colliers devra être supérieur à 20 cm. Il est demandé d'utiliser des colliers réutilisables munis d'un système de fermeture crochet et boucle permettant de ne pas blesser les câbles (système similaire à la marque Velcro). Les colliers plastiques seront refusés ;
- La reprise de masse entre le connecteur et le câble qui devra obligatoirement être réalisée à l'aide du feuillard ou de la tresse à 360° sans l'aide du drain. Tout système à reprise de masse à l'aide du drain sera refusé ;
- Les panneaux de brassage qui seront métalliques et reliés à la masse de la baie de manière sûre à l'aide d'un système de reprise de masse adéquat et non à l'aide des vis de maintien ;
- La conception du système ainsi que le trajet défini pour le cheminement des câbles qui prendra en compte les limitations définies par les normes EN 50173 et EN 50174-2 afin d'optimiser les performances de transmission.

### 3.2.CONTRAINTE D'ENVIRONNEMENT ÉLECTROMAGNÉTIQUE

Le respect des contraintes d'environnement ci-après conditionne directement les performances de l'infrastructure de câblage.

La séparation entre les câbles de transmission de données et les câbles d'alimentation électrique doit être au minimum conforme à la norme EN 50174 - partie 2 afin de garantir le bon fonctionnement des équipements.

Il est demandé de respecter une distance de séparation minimale de :

- 12 cm avec les éclairages incandescents ;
- 60 cm avec les éclairages fluorescents ;
- 1 mètre avec les sources d'énergie supérieures à 10 kVa ;
- 2 mètres avec les moteurs électriques ;
- 3 mètres avec les lignes à haute tension ou les sources émettrices rayonnantes en HF, VHF, UHF et SHF.

En cas de cheminement parallèle, les câbles seront au moins éloignés de :

Longueur du chemin parallèle	Source < 2KVA	Source de 2 à 5 KVA	Source > 5 KVA
3 m	10 mm	20 mm	40 mm
5 m	15 mm	40 mm	80 mm
10 m	30 mm	70 mm	140 mm
15 m	50 mm	120 mm	240 mm
20 m	60 mm	150 mm	300 mm
> 30 m	120 mm	300 mm	600 mm

Le croisement perpendiculaire est autorisé à l'exception du croisement avec les éclairages fluorescents.

Dans un environnement fortement perturbé, il conviendra de prévoir une protection électromagnétique renforcée pour le passage des câbles (dalles marines capotées par exemple).

Le système de câblage proposé doit respecter les exigences de compatibilité électromagnétique décrites dans la norme EN 50288 et ISO 11801 2<sup>ème</sup> édition qui stipule que le câblage installé ne devra en aucun cas détériorer le bon fonctionnement des équipements qui y sont reliés. Le titulaire devra garantir cette conformité.

### 3.3.CHEMINEMENT DES CÂBLES

Tous les chemins de câbles, distributions primaires et secondaires, goulottes, passages de murs, etc. seront dimensionnés pour qu'aucun câble ne déborde et pour offrir une réserve de place et de poids de 30 % minimum en vue d'éventuelles extensions.

Quels que soient les dispositifs de passage retenus, ils devront respecter les contraintes d'environnement du chapitre 3.2.

En aucun cas les câbles ne devront reposer sur un faux plafond, ni être collés, agrafés ou attachés sur des matériaux.

Les câbles devront toujours être posés dans un chemin de câble (chapitre 3.3.1), une goulotte (chapitre 3.3.2) ou un fourreau (chapitre 3.4.3). Quel que soit le cas de figure rencontré, un câble doit toujours être posé et protégé dans un support adapté à la configuration des lieux.

#### 3.3.1. Chemins de câbles.

Les câbles seront posés et fixés dans des chemins de câbles.

La pose des chemins de câble "courants faibles" et/ou le respect des préconisations qui y sont associées se font sous la responsabilité du titulaire du présent lot.

Les chemins de câbles prévus pour les câbles de courants faibles ne devront en aucun cas être partagés avec d'autres ressources.

**Les chemins de câbles horizontaux** seront obligatoirement en tôle galvanisée ajourée de type "dalle marine" à bords non coupants.

Tous les chemins de câbles seront mis à la terre d'une façon continue, par un conducteur de cuivre nu (non gainé) d'au moins 16 mm<sup>2</sup> de section, circulant sur l'aile extérieure des chemins de câbles. Ce conducteur sera fixé par bornes laiton non isolées à chaque changement de section, de direction et au minimum tous les 5 m, et par collier plastique à chaque mètre.

Les chemins de câbles suspendus le seront par l'intermédiaire de pendants avec semelles et console support. Si nécessaire, pour éviter l'inclinaison des pendants, ceux-ci seront renforcés par une jambe de renfort.

Une étiquette gravée comportant la mention « réservé V.D.I » sera mise en place au minimum tous les 5 mètres sur le chemin de câble.

**Rappel : Les traversées de dalles et de murs étanches seront rebouchées par plâtre ou protégées par caoutchouc au silicone, ou sachets thermo-expansifs.**

### 3.3.2. Goulottes

Les caractéristiques minimales des goulottes sont les suivantes :

#### *Goulottes double compartiments distribution intérieure*

- Goulotte PVC à clipsage direct ;
- Double compartiment 140x55 ;
- Couleur Blanche ;
- Fond de goulotte perforé tous les 25 cm ;
- Passage des câbles d'un compartiment à l'autre par trous prédécoupés tous les 25 cm ;
- Film de protection sur goulotte et couvercle ;
- Matériau : PVC sans plomb ni cadmium.

#### *Goulottes triple compartiments distribution extérieure*

- Goulotte PVC à clipsage direct ;
- Triple compartiment 185x55 ;
- Couleur Blanche ;
- Fond de goulotte perforé tous les 25 cm ;
- Passage des câbles d'un compartiment à l'autre par trous prédécoupés tous les 25 cm ;
- Film de protection sur goulotte et couvercle ;
- Matériau : PVC sans plomb ni cadmium.

### 3.3.3. Conduits et fourreaux

Il convient de protéger les câbles dans des fourreaux souples annelés (ICA/ICTA), notamment dans le cas de :

- trémies,
- de traversées de cloison,
- de jonction entre 2 chemins de câbles discontinus,
- de jonction entre un chemin de câble et une goulotte,
- de configuration empêchant la pose d'un chemin de câble ou d'une goulotte,

Les fourreaux seront constitués d'un matériau ne produisant pas de fumée toxique en cas de feu et possédant des propriétés ignifuges. Ils seront dimensionnés avec une réserve de 30% d'espace libre.

Une étiquette inamovible comportant la mention « réservé V.D.I » sera mise en place au minimum tous les 5 mètres sur le fourreau.

### 3.4.PERCEMENTS, REBOUCHAGES

Les percements des planchers seront réalisés à la carotteuse. Dans chaque percement, il sera procédé à la pose d'un fourreau en PVC.

Le rebouchage sera réalisé avec des matériaux incombustibles ayant le même degré coupe-feu que la paroi concernée.

**Rappel : *Le percement des poutres est formellement interdit.***

### 3.5.IDENTIFICATION ET REPÉRAGE DES LIAISONS

#### 3.5.1. Identification des liaisons "cuivre"

Les étiquettes de marquage devront être dans les locaux techniques, les bureaux. Toutes les prises des points d'accès seront repérées par des étiquettes sérigraphies.

Elles seront visibles sans manipulation de l'objet repéré et durables dans le temps.

Toutes les liaisons doivent être clairement repérées sur les connecteurs, modules et prises desquels elles proviennent et auxquels elles aboutissent.

Le repérage se fera de manière **lisible et indélébile par des étiquettes d'identification inamovible** sur les modules des baies de brassage ainsi que sur les prises des postes de travail. La codification des numéros de prise est imposée par le maître d'ouvrage de la manière suivante :

- chaque baie sera localisée et identifiée par une lettre (A, B, C...)
- pour chaque baie de brassage :
  - 2 lettres (de A à Z) séparées par un tiret seront utilisées. La première lettre identifiera la baie de brassage et la deuxième identifiera le panneau de brassage dans la baie ;
  - 1 numéro (de 1 à 24) pour chaque prise de chaque panneau de brassage ;
- pour chaque prise :
  - Rappel de la lettre de la baie, de la lettre du panneau de brassage et du numéro de prise du panneau de brassage.

**Exemple :** *L'identification "C-B23" correspond à la prise 23 du bandeau B de la baie C.*

### 3.6. ORGANISATION DU RÉSEAU DE TERRE

Le problème de la mise à la terre est un problème complexe qui met en jeu la sécurité des personnes et influe directement sur les performances du câblage. Il est demandé au soumissionnaire d'expliquer sa politique en la matière.

La mise à la terre du système de câblage doit être réalisée en conformité avec les recommandations du constructeur et les normes EN50303, EN50174-2 et TIA/EIA-607.

Toutes les terres d'un bâtiment doivent être interconnectées (réseau maillé, unique et équipotentiel). Une mesure de la valeur de terre du bâtiment devra être effectuée pour s'assurer de sa bonne qualité.

Une installation ne comporte qu'une et une seule prise de terre. La terre du circuit courant fort et du circuit informatique doit se raccorder à la prise de terre de l'installation, c'est la référence de potentiel de toute l'installation.

Il faut raccorder à la PE autant que possible :

- les chemins de câbles,
- les équipements terminaux si proximité,
- Les blindages des câbles (des 2 côtés) et des cordons,
- les panneaux de brassage,
- les baies et coffrets.

### 4. RECETTE TECHNIQUE

La recette technique est l'opération qui permet de garantir au maître d'ouvrage que l'installation est conforme :

- au présent C.C.T.P ;
- aux performances attendues ;
- aux normes en vigueur ;
- au guide d'installation du constructeur pour l'obtention de la garantie ;
- aux règles de l'art.

La recette comporte trois niveaux de contrôle :

- un contrôle visuel par rapport au cahier des charges,
- un contrôle électrostatique,
- un contrôle électrodynamique.

L'ensemble des tests est à la charge du titulaire. Il est demandé au titulaire de prévoir cette recette et de la réaliser ou de la faire réaliser.

Le maître d'ouvrage devra être averti des opérations de vérification et de test de façon à ce qu'elles puissent se dérouler en présence de son représentant.

Le document de recette devra comporter tous les éléments nécessaires à la gestion du câblage (identification des câbles et des prises, respect des contraintes d'environnement et des règles de l'art) ainsi que le résultat des tests effectués (contrôles visuels, contrôles électriques statiques et dynamiques).

Les fiches de mesures seront toutes remises au maître d'ouvrage. Elles seront rédigées en langue française et imprimées dans le cahier de recette, une version lisible sous format numérique devra également être fournie.

#### 4.1.CONTRÔLE VISUEL PAR RAPPORT AU CAHIER DES CHARGES

Le contrôle visuel a pour but de vérifier que le câblage exécuté est conforme aux prescriptions du cahier des charges en ce qui concerne :

- la vérification des matériels utilisés,
- le respect des contraintes d'environnement,
- le cheminement des câbles,
- la mise en œuvre des câbles,
- la connexion des câbles,
- la fixation des éléments (baies, panneaux, prises, modules, supports, etc.).
- l'étiquetage et le repérage des prises.
- l'aspect esthétique.

#### 4.2.TESTS STATIQUES

Ces tests ont pour objet de vérifier que les connexions sont réalisées correctement et que les câbles n'ont pas été endommagés durant la pose. Il faudra vérifier que :

- la longueur de chaque liaison ne dépasse pas la valeur maximale de 90 mètres imposée par la norme,
- l'isolement entre les conducteurs est correct,
- la continuité entre les conducteurs est correcte,
- l'ordre de connexion des conducteurs est conforme (contrôle du dépairage),
- la détection des ruptures d'impédances sur les paires est effectuée (par réflectométrie),
- la mise à la terre des baies est effectuée,
- Chacune des liaisons devra être contrôlée.

#### 4.3.TESTS DE CLASSE EA

Ces tests ont pour objet de s'assurer que l'installation sera capable de supporter les hauts débits des réseaux cités dans le paragraphe 2.1.2.

Tests des liaisons "cuivre"

Toutes les liaisons "cuivre" devront être testées en configuration "Permanent Link" de Classe E<sub>A</sub> conformément à l'ISO/IEC 11801 2<sup>ième</sup> édition amendement 2.

Les résultats des tests devront être supérieurs aux valeurs données par les normes en configuration "Permanent Link" de Classe E<sub>A</sub> conformément à l'ISO/IEC 11801 2<sup>ième</sup> édition amendement 2.

Tous ces tests seront effectués à l'aide d'un testeur, dans sa version logicielle la plus récente à la date du test, comme défini par la norme IISO/IEC 11801 2<sup>ième</sup> édition amendement 2.

Chaque fiche de mesure devra au minimum comporter :

- la marque, le type, le numéro de série et la version logicielle du matériel utilisé,
- la date du test,
- la marque, la référence et la vitesse nominale de propagation du câble (N.V.P.),
- l'identification du lien,
- la localisation de la pièce où aboutit la liaison (Bâtiment / Pièce),
- l'affectation des paires,
- la longueur des paires en mètre,
- l'impédance,
- la résistance de boucle,
- la perte par insertion,
- la para-diaphonie,
- la télé-diaphonie,
- le rapport signal/bruit,
- la perte par réflexion,
- le délai de propagation,
- l'écart de propagation,
- les graphes des résultats.

Toutes les mesures seront transmises sous le format natif de l'appareil de test utilisé.

L'ensemble des liaisons seront certifiées par un testeur agréé par le fabricant du système de câblage.

La copie du certificat d'étalonnage devra accompagner le rapport de test. Les têtes de mesure de l'appareil devront être de catégorie 6A.

Les têtes de mesures seront adaptées aux mesures à réaliser.

La NVP (Vitesse de propagation nominale) du câble devra avoir été prise en compte avant de commencer les mesures. Tout test effectué avec une NVP différente de celle définie par le constructeur du câble sera rejeté et devra être à nouveau réalisé avec la NVP définie par le constructeur du câble.

Les tests et mesures électriques effectués sur les liaisons de l'infrastructure de câblage doivent apporter la preuve que ces liaisons sont capables de supporter les réseaux "hauts débits" suivants :

- Fast-Ethernet 100 Base TX,
- Gigabit Ethernet 1000 Base TX,
- 10 GBASE-T Norme 802.3.



## 5. RECEPTION DES INSTALLATIONS DE CABLAGE INFORMATIQUE

### 5.1.RECEPTIONS DES INSTALLATIONS

La réception des installations a pour but d'évaluer la conformité des installations, avec les spécifications techniques, à l'égard des règles de l'art et aux normes en vigueur. Cette prestation sera à réaliser avec le Maître d'Ouvrage ou son représentant et fera office d'une fiche de réception de l'installation.

Les points suivants seront contrôlés :

- La conformité architecturale de l'installation ;
- La conformité des locaux techniques ;
- La conformité de l'implantation des baies, coffret répartiteurs ;
- Les quantitatifs livrés et installés ;
- Le repérage et étiquetage de l'installation ;
- La pose des câbles et notamment le respect des rayons de courbures ;
- La pose des câbles et notamment leurs emplacements vis à vis des sources parasites ;
- Le respect des spécifications de pose et de raccordement des prises ;
- Les cheminements des supports, leurs dimensionnements et fixations ;
- L'alimentation électrique du coffret répartiteur ;
- Le raccordement du coffret répartiteur et des cheminements métalliques à la terre du bâtiment ;
- La conformité du dossier des ouvrages exécutés.

### 5.2.DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES CABLAGE INFORMATIQUE

Le dossier technique de l'infrastructure VDI ou dossier des ouvrages exécutés (DOE), à fournir par l'entreprise sera constitué des documents suivants :

- Le synoptique de l'infrastructure VDI ;
- Les fiches techniques de tous les composants utilisés avec leurs certificats d'agrément ;
- Cahier de recettes des liens cuivre classés par répartiteur et par ordre d'implantation ;
- Cahier de recettes optiques classées par type et par ordre d'implantation au répartiteur général ;
- Plans des bâtiments avec l'implantation et l'identification des prises RJ45, des cheminements et des équipements installés ;
- Plans des locaux techniques VDI avec l'implantation des Coffrets et des différents matériels ;
- Plans des Coffrets VDI pour chaque répartiteur.

## **TROISIÈME PARTIE - Marché**

---

## Section VIII. Cahier des Clauses administratives générales (CCAG)

### Liste des clauses

1. Définitions.....	95
2. Documents contractuels .....	96
3. Fraude et corruption.....	96
4. Interprétation.....	96
5. Langue.....	97
6. Groupement.....	98
7. Critères d'origine .....	98
8. Notification .....	98
9. Droit applicable.....	98
10. Règlement des litiges .....	99
11. Inspections et audit par la Banque .....	99
12. Objet du Marché .....	100
13. Livraison .....	100
14. Responsabilités du Fournisseur.....	100
15. Prix du Marché.....	100
16. Modalités de règlement.....	100
17. Impôts, taxes et droits .....	101
18. Garantie de bonne exécution.....	101
19. Droits d'auteur .....	101
20. Renseignements confidentiels.....	101
21. Sous-traitance.....	102

22. Spécifications et Normes .....	103
23. Emballage et documents .....	103
24. Assurance .....	104
25. Transport .....	104
26. Inspections et essais .....	104
27. Pénalités .....	106
28. Garantie .....	106
29. Brevets .....	107
30. Limite de responsabilité .....	108
31. Modifications des lois et règlements .....	108
32. Force majeure .....	108
33. Ordres de modification et avenants au marché .....	109
34. Prorogation des délais .....	110
35. Résiliation .....	110
36. Cession .....	111
37. Restrictions d'exportation .....	111

---

## Cahier des Clauses administratives générales

- 1. Définitions**
- 1.1 Les termes et expressions ci-après auront la signification qui leur est attribuée ici :
- a) « La Banque » signifie la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), ou l'Association internationale pour le Développement (AID).
  - b) Le « Marché » signifie l'Acte d'Engagement signé par l'Acheteur et le Fournisseur, ainsi que les documents contractuels visés dans ledit Acte d'Engagement, y compris toutes les pièces jointes, annexes et tous les documents qui y ont été inclus par voie de référence.
  - c) Les « Documents contractuels » désignent les documents visés dans l'Accord de Marché, y compris les avenants éventuels auxdits documents.
  - d) Le « Prix du Marché » signifie le prix payable au Fournisseur, conformément à l'Accord de Marché signé, sous réserve de toute addition et modification ou de toute déduction audit prix, qui pourra être effectuée en vertu du Marché.
  - e) « Jour » désigne un jour calendaire.
  - f) « Achèvement » signifie la prestation complète des services connexes par le Fournisseur, conformément aux modalités stipulées dans le Marché.
  - g) Le « CCAG » signifie le Cahier des clauses administratives générales.
  - h) Le terme « Fournitures » signifie tous les produits, matières premières, machines et matériels et/ou tous autres matériaux que le Fournisseur est tenu de livrer à l'Acheteur en exécution du Marché.
  - i) Le « Pays de l'Acheteur » signifie le pays identifié dans le Cahier des clauses administratives particulières (CCAP).
  - j) L'« Acheteur » signifie l'entité achetant les fournitures et les services connexes, telle qu'elle est identifiée dans le CCAP.
  - k) Le terme « Services Connexes » désigne les services afférents à la fourniture des biens, tels que l'assurance, l'installation, la formation et la maintenance initiale, ainsi que toute obligation analogue du Fournisseur dans le cadre du Marché.

- l) Le « **CCAP** » signifie le Cahier des clauses administratives particulières.
  - m) Un « Sous-traitant » signifie toute personne physique, privée ou entité gouvernementale ou toute combinaison de ces éléments, à qui toute partie des Fournitures ou des Services connexes est sous-traitée par le Fournisseur.
  - n) Le « Fournisseur » signifie toute personne physique, privée ou entité gouvernementale ou toute combinaison de ces éléments, dont l'offre a été acceptée par l'Acheteur et qui est désignée comme tel dans l'Accord de Marché.
  - o) « Le Site du Projet » signifie le lieu indiqué dans le CCAP, le cas échéant.
- 2. Documents contractuels**
- 2.1 Sous réserve de l'ordre de préséance indiqué dans le Marché, tous les documents constituant le Marché (et toutes les parties desdits documents) sont corrélatifs, complémentaires et s'expliquent les uns les autres. L'Acte d'Engagement est lu comme formant un tout.
- 3. Fraude et corruption**
- 3.1 La Banque exige que les règles relatives aux pratiques de fraude et corruption telles qu'elles figurent dans l'Annexe au CCAG soient appliquées.
  - 3.2 L'Acheteur exige que le Fournisseur divulgue tous avantages, honoraires ou commissions versés ou qui doivent être versés en rapport avec la procédure d'Appel d'offres ou l'exécution ou la signature du Marché. Les renseignements divulgués doivent au minimum inclure les noms et l'adresse de chaque agent ou autre entité, le montant et la monnaie et le motif du versement de l'avantage, honoraires ou commission.
- 4. Interprétation**
- 4.1 Si le contexte l'exige, le singulier se réfère au pluriel et vice versa.
  - 4.2 Incoterms
    - a) Sous réserve d'incohérences avec les termes du Marché, la signification d'un terme commercial et les droits et obligations correspondants des parties au Marché sont ceux prescrits par les Termes Commerciaux Internationaux- Incoterms.
    - b) Les termes EXW, CIP, FCA, CFR et autres termes analogues seront régis par les règles prescrites dans la dernière édition d'Incoterms spécifiée dans le **CCAP** et publiée par la Chambre de Commerce Internationale (CCI) à Paris, France.
  - 4.3 Intégralité des conventions

Le Marché représente la totalité des dispositions contractuelles sur lesquelles se sont accordés l'Acheteur et le Fournisseur relativement à son objet, et il remplace toutes communications, négociations et accords (écrits comme oraux) conclus entre les parties relativement à son objet avant la date du Marché.

#### 4.4 Avenants

Les avenants et autres modifications au marché ne pourront entrer en vigueur que s'ils sont faits par écrit, datés, s'ils se réfèrent expressément au marché et sont signés par un représentant dûment autorisé de chacune des parties au marché.

#### 4.5 Absence de renonciation

- a) Sous réserve des dispositions de la clause 4.5(b) du CCAG ci-dessous, aucune relâche, abstention, retard ou indulgence de l'une des parties pour faire appliquer l'un quelconque des termes et conditions du Marché ou le fait que l'une des parties accorde un délai supplémentaire à l'autre, ne saurait préjuger des droits dévolus à cette partie par le Marché, ni de les affecter ou de les restreindre ; de même, la renonciation de l'une des parties à demander réparation pour toute infraction au Marché ne saurait valoir renonciation à toute demande de réparation pour infraction ultérieure ou persistante du Marché.
- b) Toute renonciation aux droits, pouvoirs ou recours d'une partie en vertu du Marché devra être effectuée par écrit, être datée et signée par un représentant autorisé de la partie accordant cette renonciation, et préciser le droit faisant l'objet de cette renonciation et la portée de cette renonciation.

#### 4.6 Divisibilité

Si une quelconque disposition ou condition du Marché est interdite ou rendue invalide ou inapplicable, cette interdiction, invalidité ou inapplicabilité ne saurait affecter la validité ou le caractère exécutoire des autres clauses et conditions du Marché.

## 5. Langue

- 5.1 Le Marché et toute la correspondance et la documentation relatives au Marché échangées par le Fournisseur et l'Acheteur, seront rédigés dans la langue spécifiée au **CCAP**. Les documents complémentaires et les imprimés faisant partie du Marché pourront être rédigés dans une autre langue, à condition d'être accompagnés d'une traduction exacte dans la langue spécifiée au **CCAP** des passages pertinents. Dans ce cas, aux fins d'interprétation du Marché, cette traduction fera foi.

- 5.2 Le Fournisseur assumera tous les coûts de traduction dans la langue applicable et tous les risques relatifs à l'exactitude de cette traduction, pour ce qui concerne les documents qu'il fournit.
- 6. Groupement**
- 6.1 Si le Fournisseur est un groupement d'entreprises, tous les membres seront conjointement et solidairement tenus envers l'Acheteur de respecter les clauses du Marché, et ils devront désigner un ou plusieurs membres pour agir en qualité de mandataire commun avec pouvoir d'engager le groupement. La composition ou la constitution du groupement ne pourra être modifiée sans l'accord préalable écrit de l'Acheteur.
- 7. Critères d'origine**
- 7.1 Le Fournisseur et ses sous-traitants doivent avoir la nationalité d'un pays éligible. Un Fournisseur ou un sous-traitant sera réputé avoir la nationalité d'un pays s'il en est un citoyen, ou s'il y est constitué en société, ou enregistré, et fonctionne en conformité avec les lois et règlements de ce pays.
- 7.2 Tous les biens et services connexes à fournir en exécution du Marché et financés par la Banque proviendront de Pays éligibles. Aux fins de la présente Clause, le pays de provenance désigne le pays où les fournitures ont poussé, ont été cultivées, extraites, produites ou lorsque, par suite d'un processus de fabrication, transformation ou assemblage de composants importants et intégrés, il a été obtenu un autre article reconnu propre à la commercialisation dont les caractéristiques fondamentales, l'objet et l'utilité sont substantiellement différents des composants importés.
- 8. Notification**
- 8.1 Toute notification envoyée à l'une des parties par l'autre partie en vertu du Marché doit être adressée par écrit à l'adresse spécifiée dans le **CCAP**. L'expression « par écrit » signifie transmises par voie écrite avec accusé de réception.
- 8.2 Une notification prend effet à la date à laquelle elle est remise ou à sa date d'entrée en vigueur, la plus tardive de ces dates à échoir étant retenue.
- 9. Droit applicable**
- 9.1 Le Marché est régi et interprété conformément au droit du pays de l'Acheteur, à moins que le **CCAP** n'en dispose autrement.
- 9.2 Durant l'exécution du Marché, le Fournisseur se conformera aux interdictions d'importations de biens et services dans le Pays de l'Acheteur lorsque:
- a) la loi ou la réglementation du pays de l'Emprunteur interdit les relations commerciales avec ledit pays ; ou
  - b) en application d'une Décision prise par le Conseil de sécurité des Nations Unies au titre du Chapitre VII de la Charte des



Nations Unies, le pays de l'Emprunteur interdit toute importation de fournitures en provenance dudit pays ou tout paiement aux personnes physiques ou morales dudit pays.

## **10. Règlement des litiges**

- 10.1 L'Acheteur et le Fournisseur feront tout leur possible pour régler à l'amiable, par voie de négociation directe et informelle, tout désaccord ou litige entre eux ou en rapport avec le Marché.
- 10.2 Si, au-delà de vingt-huit (28) jours, les parties n'ont pas réussi à résoudre leur litige ou désaccord grâce à cette consultation mutuelle, l'Acheteur ou le Fournisseur, peut notifier l'autre partie de son intention de recourir à la procédure d'arbitrage, comme prévu ci-après, en ce qui concerne le sujet objet du litige. Aucun arbitrage relatif à ce sujet ne peut être initié sans cette notification. Tout litige ou désaccord au sujet duquel une notification d'initier une procédure d'arbitrage a été donnée conformément à cette Clause, sera finalement résolu par arbitrage. La procédure d'arbitrage peut démarrer avant ou après la livraison des Fournitures au titre du Marché. La procédure d'arbitrage sera conduite conformément aux règles de la procédure spécifiée dans le **CCAP**.
- 10.3 Nonobstant toute référence à l'arbitrage:
- a) les parties continueront de réaliser leurs obligations contractuelles respectives, à moins qu'elles n'en décident autrement d'un commun accord, et
  - b) l'Acheteur paiera au Fournisseur toute dépense qui lui sera due.

## **11. Inspections et audit par la Banque**

- 11.1 Le Fournisseur doit maintenir, et s'assurer que ses sous-traitants maintiennent des comptes et une documentation systématiques et exacts en relation avec les fournitures dans une forme et de manière détaillée afin d'établir les coûts de fourniture.
- 11.2 Le Fournisseur doit autoriser la Banque et/ou à toute autre personne désignée par elle d'inspecter ses bureaux et l'ensemble de ses comptes et registres comptables et ceux de ses sous-traitants en relation au processus de passation du marché et de son exécution. Il devra en outre permettre les audits qui seraient réalisés par le biais d'auditeurs désignés par la Banque, si la Banque le demande. Le Fournisseur et ses sous-traitants devront prendre en considération les dispositions de la Clause 3 selon laquelle toute action entravant de manière significative les actions prises par la Banque en matière d'inspection et d'audit tels que désignés dans la présente Clause 11.1 constitue une pratique interdite et pourra conduire à la résiliation du Marché (ainsi qu'à une déclaration d'inéligibilité, conformément aux procédures de sanctions de la Banque en vigueur).

- 12. Objet du Marché** 12.1 Les Fournitures et Services connexes afférents à ce Marché sont ceux qui figurent à la Section VII, Liste des Fournitures, Calendrier de livraison, Spécifications techniques et Plans.
- 13. Livraison** 13.1 En vertu de la clause 33.1 du CCAG, la livraison des Fournitures et l'achèvement des Services connexes seront effectués conformément au calendrier de livraison et d'achèvement figurant dans le Bordereau des quantités et les Calendriers de livraison. Le **CCAP** fixe les détails relatifs à l'expédition et indiquera les autres pièces et documents à présenter par le Fournisseur.
- 14. Responsabilités du Fournisseur** 14.1 Le Fournisseur fournira toutes les Fournitures et Services connexes compris dans l'objet du Marché en application de la Clause 12 du CCAG et du calendrier de livraison et d'achèvement, conformément à la Clause 13 du CCAG.
- 15. Prix du Marché** 15.1 Le prix demandé par le Fournisseur pour les Fournitures livrées et pour les Services connexes rendus au titre du Marché ne variera pas par rapport au prix indiqué par le Fournisseur dans son offre, exception faite des révisions de prix autorisées dans le **CCAP**.
- 16. Modalités de règlement** 16.1 Le prix du Marché sera réglé conformément aux dispositions du **CCAP**.
- 16.2 Le Fournisseur présentera sa demande de règlement par écrit à l'Acheteur, accompagnée des factures décrivant, de façon appropriée, les fournitures livrées et les services connexes rendus, et des documents et pièces présentés conformément à la Clause 13 du CCAG, et après avoir satisfait à toutes les obligations spécifiées dans le Marché.
- 16.3 Les règlements dus au Fournisseur seront effectués sans délai par l'Acheteur, et au plus tard dans les soixante (60) jours suivant la présentation de la facture ou la demande de règlement par le Fournisseur, et après son acceptation par l'Acheteur.
- 16.4 La (ou les) monnaie(s) dans laquelle (ou lesquelles) les règlements seront effectués au Fournisseur au titre du Marché sera(ont) celle(s) dans laquelle (ou lesquelles) le prix de l'offre est indiqué.
- 16.5 Dans l'éventualité où l'Acheteur n'effectuerait pas un paiement dû à sa date d'exigibilité ou dans le délai indiqué au **CCAP**, l'Acheteur sera tenu de payer au Fournisseur des intérêts sur le montant du paiement en retard, au(x) taux spécifié(s) dans le **CCAP** pour toute la période de retard jusqu'au paiement intégral du prix, que ce soit avant ou à la suite d'un jugement ou une sentence arbitrale.

- 
- 17. Impôts, taxes et droits**
- 17.1 Pour les fournitures provenant d'un pays autre que le Pays de l'Acheteur, le Fournisseur sera entièrement responsable de tous les impôts, droits de timbre, patente et taxes dus à l'extérieur du Pays de l'Acheteur.
- 17.2 Pour les fournitures provenant du pays de l'Acheteur, le Fournisseur sera entièrement responsable de tous les impôts, droits, patentes, etc., à payer jusqu'au moment de la livraison à l'Acheteur des Fournitures faisant l'objet du marché.
- 17.3 Si le Fournisseur peut prétendre à des exemptions, réductions, abattements ou privilèges en matière fiscale dans le pays de l'Acheteur, l'Acheteur fera tout son possible pour permettre au Fournisseur d'en bénéficier jusqu'à concurrence du maximum autorisé.
- 18. Garantie de bonne exécution**
- 18.1 Dans les vingt-huit (28) jours suivant réception de l'avis d'attribution du Marché, le Fournisseur fournira une garantie au titre de la bonne exécution du Marché, pour le montant et dans la monnaie spécifiés dans le **CCAP**.
- 18.2 La garantie de bonne exécution sera réglée à l'Acheteur en dédommagement de toute perte résultant de l'incapacité du Fournisseur à s'acquitter de toutes ses obligations au titre du Marché.
- 18.3 La garantie de bonne exécution sera libellée dans la monnaie du Marché ou en une devise librement convertible jugée acceptable par l'Acheteur, et présentée sous l'une des formes stipulées par l'Acheteur dans le **CCAP** ou sous toute autre forme jugée acceptable par l'Acheteur.
- 18.4 L'Acheteur libérera et retournera au Fournisseur la garantie de bonne exécution au plus tard vingt-huit (28) jours après la date d'achèvement des obligations incombant au Fournisseur au titre de la réalisation du Marché, y compris les obligations de garantie technique, sauf disposition contraire du **CCAP**.
- 19. Droits d'auteur**
- 19.1 Les droits d'auteur de tous les plans, documents et autres pièces contenant des données et des renseignements fournis à l'Acheteur par le Fournisseur demeureront la propriété du Fournisseur ou, s'ils sont fournis directement à l'Acheteur ou par l'intermédiaire du Fournisseur par une tierce partie, y compris par des fournisseurs de matériaux, les droits d'auteur desdits matériaux demeureront la propriété de ladite tierce partie.
- 20. Renseignements confidentiels**
- 20.1 L'Acheteur et le Fournisseur respecteront le caractère confidentiel de tout document, donnée ou autre renseignement fourni directement ou indirectement par l'autre partie au titre du Marché, et ne les divulgueront pas sans le consentement écrit de l'autre partie, que ces

renseignements aient été fournis avant, pendant ou après l'exécution ou la résiliation du Marché. Nonobstant les dispositions ci-dessus, le Fournisseur pourra donner à son sous-traitant tout document, donnée et autre information qu'il recevra de l'Acheteur dans la mesure nécessaire pour permettre au sous-traitant de réaliser ses prestations conformément au Marché, auquel cas le Fournisseur demandera audit sous-traitant de prendre un engagement de confidentialité analogue à l'engagement imposé au Fournisseur en vertu de la Clause 20 du CCAG.

20.2 L'Acheteur n'utilisera aucun document, donnée et autre renseignement reçus du Fournisseur à des fins autres que celles du Marché. De la même manière, le Fournisseur n'utilisera aucun document, donnée et autre renseignement reçus de l'Acheteur à des fins autres que la réalisation du Marché.

20.3 Toutefois, l'obligation imposée à une partie en vertu des Clauses 20.1 et 20.2 ci-dessus ne s'appliquera pas aux types de renseignements suivants :

- a) ceux que l'Acheteur ou le Fournisseur doivent partager avec la Banque ou d'autres institutions participant au financement du Marché;
- b) ceux qui, à présent ou ultérieurement, appartiennent ou appartiendront au domaine public, sans que la partie en cause soit en faute ;
- c) ceux dont il peut être prouvé qu'ils étaient en possession de la partie en cause lorsqu'ils ont été divulgués et qu'ils n'avaient pas été obtenus préalablement, de manière directe ou indirecte, de l'autre partie ; ou
- d) ceux qui sont mis légitimement à la disposition de la partie en cause par une tierce partie non tenue au devoir de confidentialité.

20.4 Les dispositions ci-dessus de la Clause 20 du CCAG ne modifient en aucune façon un engagement de confidentialité donné par l'une ou l'autre partie avant la date du Marché s'agissant de tout ou partie de la fourniture.

20.5 Les dispositions de la Clause 20 du CCAG resteront en vigueur après l'achèvement ou la résiliation du Marché, quel qu'en soit le motif.

## **21. Sous-traitance**

21.1 Le Fournisseur notifiera par écrit à l'Acheteur tous les marchés de sous-traitance attribués dans le cadre du Marché s'il ne l'a déjà fait dans son offre. Cette notification, fournie dans l'offre ou ultérieurement, ne dégage pas la responsabilité du Fournisseur, et ne

le libérera d'aucune des obligations qui lui incombent du fait du Marché.

21.2 Les marchés de sous-traitance se conformeront aux dispositions des Clauses 3 et 7 du CCAG.

## **22. Spécifications et Normes**

22.1 Spécifications techniques et Plans

- a) Les Fournitures livrées au titre du Marché et les Services connexes doivent satisfaire aux Spécifications techniques spécifiées à la Section VII-Liste de Fournitures, Calendrier de livraison, Spécifications techniques et Plans. Si aucune norme n'y est indiquée, la norme sera supposée équivalente ou supérieure aux normes officielles dont l'application est appropriée dans le pays d'origine des Fournitures.
- b) Le Fournisseur pourra décliner sa responsabilité pour toute étude de conception, donnée, plan, spécification ou autre document, ou toute modification de ces éléments, qui aura été fourni ou conçu par l'Acheteur ou en son nom, en donnant à l'Acheteur une notification indiquant qu'il décline sa responsabilité.
- c) Lorsque le Marché se référera aux codes et normes selon lesquels il sera exécuté, l'édition ou la version révisée desdits codes et normes sera celle spécifiée dans les Spécifications techniques. Durant l'exécution du Marché, les changements apportés auxdits codes et normes ne seront appliqués qu'après l'approbation de l'Acheteur et seront traités conformément à la Clause 33 du CCAG

## **23. Emballage et documents**

23.1 Le Fournisseur emballera les Fournitures de la manière requise pour qu'elles ne subissent pas de dommages ou de détérioration durant le transport vers leur destination finale, conformément aux dispositions du Marché. Pendant le transport, l'emballage sera suffisant pour résister en toutes circonstances à des manipulations brutales et à des températures extrêmes, au sel et aux précipitations, et à l'entreposage à ciel ouvert. Les dimensions et le poids des caisses tiendront compte, chaque fois que nécessaire, du fait que la destination finale des fournitures est éloignée et de l'absence éventuelle, à toutes les étapes du transport, de matériel de manutention lourd.

23.2 L'emballage, le marquage, l'étiquetage et la documentation à l'intérieur et à l'extérieur des caisses seront strictement conformes aux dispositions précisées dans le Marché ainsi qu'aux instructions ultérieures, le cas échéant, en application du **CCAP**, et à toutes autres instructions données par l'Acheteur.

- 24. Assurance** 24.1 Sauf indication contraire du **CCAP**, les Fournitures livrées en exécution du présent Marché seront entièrement assurées en monnaie librement convertible d'un pays éligible contre toute perte ou dommage découlant de leur fabrication ou acquisition, de leur transport, leur entreposage et leur livraison conformément aux Incoterms en vigueur ou de la manière spécifiée dans le **CCAP**.
- 25. Transport** 25.1 Sauf indication contraire du **CCAP**, la responsabilité du transport des Fournitures est assumée en conformité avec l'Incoterm spécifié.
- 25.2 Conformément au **CCAP**, le Fournisseur peut se voir demander de fournir l'un quelconque ou l'ensemble des services ci-après:
- a) montage ou supervision du montage sur le Site du Projet ou mise en service des fournitures livrées;
  - b) fourniture des outils nécessaires au montage et/ou à l'entretien des fournitures livrées;
  - c) fourniture d'un manuel détaillé d'utilisation et d'entretien pour chaque élément des fournitures livrées;
  - d) fonctionnement, contrôle, ou entretien et/ou réparation des fournitures livrées, pendant une période convenue entre les parties, étant entendu que ce service ne libérera pas le Fournisseur des obligations de garantie qui sont les siennes du fait du marché; et
  - e) formation du personnel de l'Acheteur, à l'usine du Fournisseur et/ou au lieu d'utilisation, en matière de montage, mise en service, fonctionnement, entretien et/ou réparation des fournitures livrées.
- 25.3 Les prix facturés par le Fournisseur pour les services connexes ci-dessus, s'ils ne sont pas inclus dans le Prix du Marché de fournitures, seront convenus à l'avance entre les parties et ne seront pas supérieurs à ceux que le Fournisseur facture à d'autres clients pour des services semblables.
- 26. Inspections et essais** 26.1 Le Fournisseur effectue à ses frais et à titre gratuit pour l'Acheteur tous les essais et/ou les inspections afférents aux fournitures et aux services connexes stipulés aux **CCAP**.
- 26.2 Les inspections et les essais pourront être réalisés dans les locaux du Fournisseur ou de son sous-traitant, au point de livraison et/ou au lieu de destination finale des fournitures ou en un lieu quelconque du pays de l'Acheteur visé dans le **CCAP**. Sous réserve de la Clause 26.3 du **CCAG**, si les essais et/ou les inspections ont lieu dans les locaux du Fournisseur ou de son sous-traitant, toutes les facilités et l'assistance raisonnables, y compris l'accès aux plans et aux chiffres de

---

production, seront fournies aux inspecteurs, sans frais pour l'Acheteur.

- 26.3 L'Acheteur ou son représentant autorisé aura le droit d'assister aux essais et/ou aux inspections visées dans la Clause 26.2 du CCAG, étant entendu que l'Acheteur supportera la totalité des frais et dépenses engagés à cet effet, y compris, mais pas exclusivement, tous les frais de déplacement, de subsistance et d'hébergement.
- 26.4 Aussitôt que le Fournisseur sera prêt à effectuer lesdits essais et inspections, il en avisera l'Acheteur avec un préavis raisonnable, en indiquant le lieu et la date desdits essais et inspections. Le Fournisseur se procurera auprès de toute tierce partie ou de tout fabricant intéressé toute autorisation ou consentement nécessaire pour permettre à l'Acheteur ou à son représentant autorisé d'assister aux essais et/ou à l'inspection.
- 26.5 L'Acheteur pourra demander au Fournisseur d'effectuer des essais et/ou des inspections non stipulées dans le Marché mais jugées nécessaires pour vérifier que les caractéristiques et le fonctionnement des fournitures sont conformes aux spécifications techniques, aux codes et aux normes prévus dans le Marché, étant entendu que le coût raisonnable pour le Fournisseur desdits essais et/ou inspections supplémentaires sera ajouté au prix du Marché. De plus, si lesdits essais et/ou inspections font obstacle à la poursuite de la fabrication et/ou empêchent le Fournisseur de s'acquitter de ses autres obligations afférentes au Marché, il en sera dûment tenu compte dans les dates de livraison et les dates d'achèvement et en ce qui concerne le respect des autres obligations ainsi affectées.
- 26.6 Le Fournisseur donnera à l'Acheteur un rapport présentant les résultats des essais et/ou inspections ainsi effectuées.
- 26.7 L'Acheteur pourra refuser tout ou partie des fournitures qui se seront révélés défectueuses ou qui ne sont pas conformes aux spécifications. Le Fournisseur apportera les rectifications nécessaires à tout ou partie des fournitures refusées ou les remplacera ou il y apportera les modifications nécessaires pour qu'elles soient conformes aux spécifications, cela sans frais pour l'Acheteur, et il renouvellera les essais et/ou l'inspection, sans frais pour l'Acheteur, après en avoir donné notification conformément à la Clause 26.4 du CCAG.
- 26.8 Le Fournisseur convient que ni la réalisation d'un essai et/ou d'une inspection de tout ou partie des fournitures, ni la présence de l'Acheteur ou de son représentant autorisé à un essai et/ou à une inspection effectuée sur tout ou partie des fournitures, ni la remise d'un rapport en application de la Clause 26.6 du CCAG, ne dispense

le Fournisseur de donner toutes garanties ou de s'acquitter des autres obligations stipulées dans le Marché.

## 27. Pénalités

27.1 Sous réserve des dispositions de la Clause 32 du CCAG, si le Fournisseur ne livre pas l'une quelconque ou l'ensemble des Fournitures ou ne rend pas les Services prévus dans les délais spécifiés dans le Marché, l'Acheteur, sans préjudice des autres recours qu'il détient au titre du Marché, pourra déduire du prix du Marché, à titre de pénalités, une somme équivalant au pourcentage stipulé dans le **CCAP** applicable au prix livraison des Fournitures livrées en retard ou des Services connexes non réalisés, pour chaque semaine ou fraction de semaine de retard, jusqu'à la livraison ou la prestation effective, à concurrence d'un montant maximum correspondant au pourcentage du prix du Marché indiqué dans le **CCAP**. Une fois ce maximum atteint, l'Acheteur aura le droit de résilier le Marché en application de la Clause 35 du CCAG.

## 28. Garantie

28.1 Le Fournisseur garantit que les Fournitures sont neuves et n'ont jamais été utilisées, qu'elles sont du modèle le plus récent ou courant, et qu'elles comportent toutes les dernières améliorations en matière de conception et de matériaux, sauf disposition contraire du Marché.

28.2 Sous réserve de la Clause 22.1(b) du CCAG, le Fournisseur garantit en outre que les fournitures seront exemptes de tous défauts liés à une action ou à une omission du Fournisseur ou liés à un défaut de conception, de matériaux et de fabrication, de nature à empêcher leur utilisation normale dans les conditions particulières du pays de destination finale.

28.3 Sauf disposition contraire du **CCAP**, la garantie demeurera valable douze (12) mois après la livraison de tout ou partie des fournitures, le cas échéant, à leur destination finale indiquée au **CCAP**, telle que précisée dans le Marché ou dix-huit (18) mois après la date d'expédition à partir du port ou du lieu de chargement dans le pays d'origine ; la période qui se termine le plus tôt étant retenue aux fins de la présente clause.

28.4 L'Acheteur notifiera toute réclamation au Fournisseur, dans les meilleurs délais après constatation des défauts, en indiquant la nature desdits défauts et en fournissant les preuves disponibles. L'Acheteur donnera au Fournisseur la possibilité raisonnable d'inspecter lesdits défauts.

28.5 À la réception d'une telle réclamation, le Fournisseur réparera ou remplacera rapidement, dans les délais prévus à cet effet au **CCAP**, les fournitures ou les pièces défectueuses, sans frais pour l'Acheteur.

28.6 Si le Fournisseur, après en avoir été notifié, ne remédie pas au défaut dans les délais prescrits par le **CCAP**, l'Acheteur peut entreprendre,



dans un délai raisonnable, aux risques et aux frais du Fournisseur, toute action de recours nécessaire, sans préjudice des autres recours dont l'Acheteur dispose envers le Fournisseur en application du Marché.

## 29. Brevets

29.1 À condition que l'Acheteur se conforme à la Clause 29.2 du CCAG, le Fournisseur indemniserà et garantira l'Acheteur, ses employés et ses administrateurs, contre toute poursuite judiciaire, action ou poursuite administrative, dommage, réclamation, perte, pénalité et frais de toute nature, y compris les frais d'avocat, pouvant être intentée ou incomber à l'Acheteur par suite d'une violation réelle ou présumée de tout brevet, modèle d'utilité, modèle déposé, marque de fabrique, droits d'auteur ou droits de propriété intellectuelle enregistrés ou en vigueur à la date du Marché, en raison de :

- a) l'installation des fournitures par le Fournisseur ou l'utilisation des fournitures dans le pays où se trouve le site ; et
- b) la vente dans tout pays des biens produits au moyen des fournitures.

Cette obligation d'indemnisation ne couvrira aucune utilisation des fournitures ou d'une partie des fournitures à des fins autres que celles indiquées dans le Marché ou pouvant en être raisonnablement déduites, et qu'elle ne couvrira aucune violation qui serait due à l'utilisation des fournitures ou d'une partie des fournitures ou des biens produits au moyen des fournitures, en association ou en combinaison avec tout autre équipement, toute installation ou tous matériaux non fournis par le Fournisseur, conformément au Marché.

29.2 Dans le cas où une procédure serait intentée ou une réclamation dirigée contre l'Acheteur dans le contexte de la Clause 29.1 du CCAG, l'Acheteur en avisera le Fournisseur sans délai, en lui adressant une notification à cet effet, et le Fournisseur pourra, à ses propres frais et au nom de l'Acheteur, mener ladite procédure ou le règlement de cette réclamation, et de toutes négociations en vue de régler ladite procédure ou réclamation.

29.3 Si le Fournisseur omet de notifier à l'Acheteur, dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de la notification, qu'il entend mener ladite procédure ou réclamation, l'Acheteur sera libre de le faire en son propre nom.

29.4 L'Acheteur devra, si le Fournisseur le lui demande, donner au Fournisseur toute l'assistance disponible pour assurer la conduite de la procédure ou le règlement de la réclamation, auquel cas le Fournisseur remboursera à l'Acheteur tous les frais raisonnables qu'il aura assumés à cet effet.

- 29.5 L'Acheteur indemnifiera et garantira le Fournisseur, ses employés, ses administrateurs et ses sous-traitants, contre toute poursuite judiciaire, action ou poursuite administrative, dommage, réclamation, perte, pénalité et frais de toute nature, y compris les frais d'avocat, pouvant être intentée ou incomber au Fournisseur par suite d'une violation réelle ou présumée de tout brevet, modèle d'utilité, modèle déposé, marque de fabrique, droits d'auteur ou droits de propriété intellectuelle enregistrés ou en vigueur à la date du Marché, au sujet de plans, de données, de dessins, de spécifications ou d'autres documents ou matériaux fournis ou conçus par ou au nom de l'Acheteur.
- 30. Limite de responsabilité**
- 30.1 Sauf en cas négligence grave ou de faute intentionnelle :
- a) Aucune des deux parties n'est responsable envers l'autre de toute perte ou de tout dommage indirect ou consécutif, perte d'usage, perte de production ou manque à gagner ou frais financier, étant entendu que la présente exception ne s'applique à aucune des obligations du Fournisseur de payer des pénalités à l'Acheteur ;
  - b) L'obligation globale que le Fournisseur peut assumer envers l'Acheteur au titre du Marché ou au titre de la responsabilité civile ou autre, ne saurait excéder le montant du Marché, étant entendu que cette limitation de responsabilité ne s'appliquera pas aux frais de réparation ou de remplacement du matériel défectueux, ni à l'obligation du Fournisseur d'indemniser l'Acheteur en cas de violation de brevet.
- 31. Modifications des lois et règlements**
- 31.1 À moins que le Marché n'en dispose autrement, si après la date correspondant à 28 jours avant la date de soumission des offres, une loi, un règlement, un décret, un arrêté ou règlement local ayant force de loi est adopté, promulgué, abrogé ou modifié dans le lieu du pays de l'Acheteur où se trouve le site (y compris tout changement dans l'interprétation ou l'application dudit texte par les autorités compétentes) d'une manière qui influe sur la date de livraison et/ou le prix du Marché, ladite date de livraison et/ou ledit prix du Marché sera révisé à la hausse ou à la baisse selon le cas, dans la mesure où le Fournisseur en aura été affecté dans l'exécution d'une quelconque de ses obligations au titre du Marché. Nonobstant les dispositions ci-dessus, le supplément ou la réduction de coût ne sera pas versé ou crédité séparément si ledit supplément ou ladite réduction a déjà été prise en compte dans les dispositions relatives à la révision des prix en tant que de besoin, conformément à la Clause 15 du CCAG.
- 32. Force majeure**
- 32.1 Le Fournisseur ne sera pas exposé à la saisie de sa garantie de bonne exécution, à des pénalités ou à la résiliation du Marché pour non-exécution si, et dans la mesure où, son retard ou tout autre manquement

dans l'exécution des obligations qui lui incombent au titre du Marché est dû à un cas de Force majeure.

32.2 Aux fins de la présente Clause, l'expression « Force majeure » désigne un événement échappant au contrôle du Fournisseur, qui n'est pas attribuable à sa faute ou à sa négligence et qui est imprévisible et inévitable. De tels événements peuvent inclure, sans que cette liste soit limitative, les actes de l'Acheteur au titre de la souveraineté de l'État, les guerres et révolutions, incendies, inondations, épidémies, mesures de quarantaine et d'embargo sur le fret.

32.3 En cas de Force majeure, le Fournisseur notifiera sans délai par écrit à l'Acheteur l'existence de celle-ci et ses motifs. Sous réserve d'instructions contraires, par écrit, de l'Acheteur, le Fournisseur continuera à remplir ses obligations contractuelles dans la mesure du possible, et s'efforcera de continuer à remplir les obligations dont l'exécution n'est pas entravée par le cas de Force majeure.

**33. Ordres de modification et avenants au marché**

33.1 L'Acheteur peut demander à tout moment au Fournisseur, par notification, conformément aux dispositions de la Clause 8 du CCAG, d'apporter des modifications dans le cadre général du Marché, dans un ou plusieurs des domaines suivants :

- a) les plans, conceptions ou spécifications, lorsque les fournitures à livrer au titre du Marché doivent être fabriquées spécialement pour l'Acheteur ;
- b) la méthode d'expédition ou d'emballage ;
- c) le lieu de livraison ; et
- d) les Services connexes qui doivent être fournis par le Fournisseur.

33.2 Si l'une des modifications ci-dessus entraîne une augmentation ou une réduction du coût ou du temps nécessaire au Fournisseur pour exécuter toute partie du Marché, le prix du Marché et/ou le calendrier de livraison/d'achèvement sera modifié de façon équitable et le Marché sera modifié en conséquence. Toute demande d'ajustement du Fournisseur au titre de la présente clause doit être déposée dans les vingt-huit (28) jours suivant la date de réception, par le Fournisseur, de l'ordre de modification émis par l'Acheteur.

33.3 Le prix que demandera le Fournisseur en échange de la prestation de tout service connexe qui pourra être nécessaire mais qui ne figurait pas dans le Marché sera convenu d'avance par les parties et n'excédera pas les tarifs demandés par le Fournisseur à d'autres parties au titre de services analogues.

33.4 Sous réserve des dispositions ci-dessus, aucune variation ou modification des termes du Marché ne sera faite autrement que par un avenant écrit et signé par les parties.

#### **34. Prorogation des délais**

34.1 Si à tout moment pendant l'exécution du Marché, le Fournisseur ou ses sous-traitants se heurtent à une situation qui les empêche de fournir les services connexes dans les délais prévus à la Clause 13 du CCAG, le Fournisseur avisera promptement l'Acheteur du retard par écrit, de sa durée probable et de sa raison. Aussitôt que possible après réception de la notification du Fournisseur, l'Acheteur évaluera la situation et pourra, à sa discrétion, proroger les délais impartis au Fournisseur pour exécuter le Marché, auquel cas la prorogation sera ratifiée par les parties, par voie d'avenant au marché.

34.2 À l'exception du cas de force majeure visé dans la clause 31, du CCAG, un retard de la part du Fournisseur dans l'exécution de ses obligations l'exposera à l'application d'une ou plusieurs des pénalités prévues dans la Clause 27 du CCAG, sauf si une prorogation des délais a été accordée en vertu de la Clause 34.1 du CCAG.

#### **35. Résiliation**

##### **35.1 Résiliation pour non-exécution**

- a) L'Acheteur peut, sans préjudice des autres recours qu'il détient en cas de rupture de contrat, notifier par écrit au Fournisseur la résiliation pour non-exécution de la totalité ou d'une partie du Marché:
  - i) si le Fournisseur manque à livrer l'une quelconque ou l'ensemble des fournitures dans les délais spécifiés dans le Marché ou dans les délais prolongés par l'Acheteur conformément aux dispositions de la Clause 34 du CCAG ;  
ou
  - ii) si le Fournisseur manque à exécuter toute autre obligation au titre du Marché.
  - iii) Si le Fournisseur, de l'avis de l'Acheteur, s'est livré à des pratiques de fraude ou de corruption, telles que définies à la Clause 3 de ce CCAG, au stade de sa sélection ou lors de sa réalisation du Marché.
- b) Au cas où l'Acheteur résilie tout ou partie du Marché, en application des dispositions de la Clause 35.1(a) du CCAG, l'Acheteur peut acquérir, aux conditions et de la façon qui lui paraissent convenables, des fournitures ou des services connexes semblables à ceux non reçus ou non exécutés et le Fournisseur sera responsable envers l'Acheteur de tout coût supplémentaire qui en résulterait. Toutefois, le Fournisseur

continuera à exécuter le Marché dans la mesure où il n'est pas résilié.

### 35.2 Résiliation pour insolvabilité

- a) L'Acheteur peut à tout moment résilier le Marché par notification écrite adressée au Fournisseur si celui-ci est déclaré en faillite ou devient insolvable. En ce cas, la résiliation se fera sans indemnisation du Fournisseur, étant entendu toutefois que cette résiliation ne préjugera ni n'affectera aucun des droits ou recours que l'Acheteur détient ou détiendra ultérieurement.

### 35.3 Résiliation pour convenance

- a) L'Acheteur peut à tout moment résilier tout ou partie du Marché par notification écrite adressée au Fournisseur pour une raison de convenance. L'avis de résiliation précisera que la résiliation intervient unilatéralement pour raison de convenance, dans quelle mesure l'exécution des tâches stipulées dans le Marché prend fin et la date à laquelle la résiliation prend effet.
- b) L'Acheteur prendra livraison, aux prix et aux conditions du Marché, des Fournitures terminées et prêtes à être expédiées dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception par le Fournisseur de l'avis de résiliation. S'agissant des autres fournitures restantes, l'Acheteur peut décider :
  - i) de faire terminer et livrer toute partie de ces fournitures aux prix et conditions du Marché; et/ou
  - ii) d'annuler le reste et de payer au Fournisseur un montant convenu au titre des Fournitures et des Services connexes partiellement terminés et des matériaux que le Fournisseur s'est déjà procurés.

## 36. Cession

- 36.1 À moins d'en avoir reçu par écrit le consentement préalable de l'autre partie, ni l'Acheteur ni le Fournisseur ne cédera, en totalité ou en partie, ses obligations contractuelles au titre du Marché.

## 37. Restrictions d'exportation

- 37.1 Nonobstant toute obligation d'entreprendre les formalités d'exportation dans le cadre du Marché, toute restriction d'exportation imputable à l'Acheteur, vers le Pays de l'Acheteur, ou à l'usage des biens ou services à fournir, lorsque de telles restrictions d'exportation résultent de l'application de la réglementation du commerce d'un pays qui fournit ces biens ou services, et si une telle restriction fait entrave au Fournisseur dans l'accomplissement de ses obligations contractuelles le Fournisseur ne sera pas tenu de satisfaire à ses obligations de fournir les biens ou services. Cependant ceci est à la condition expresse que le Fournisseur soit en

mesure de démontrer, à la satisfaction de l’Acheteur et de la Banque, qu’il a accompli toutes les formalités requises avec diligence, y compris la demande de tout permis, autorisation(s) et licence(s) nécessaires à la livraison des biens ou services dans le cadre du Marché. La résiliation du Marché dans ce cadre sera prononcée pour convenance par l’Acheteur en conformité avec la Clause 35.3 du CCAG.

## Section IX. Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Le Cahier des Clauses administratives particulières (CCAP) complète et/ou modifie le Cahier des Clauses administratives générales (CCAG). Lorsqu'il y a contradiction, les clauses ci-après prévalent par rapport aux clauses du CCAG.

<b>CCAG 1.1(i)</b>	Le pays de l'Acheteur est : <b>Côte d'Ivoire</b>
<b>CCAG 1.1(j)</b>	L'Acheteur est : <b>Cour Coimmune de Justice et d'Arbitrage de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires - OHADA</b>
<b>CCAG 1.1 (o)</b>	Le(s) site(s) du Projet ou le(s) lieu(x) de destination(s) finale(s) est(sont) : [insérer le(s) nom(s)] :  <b>Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA) 01 BP 8702, Abidjan 01, Côte d'Ivoire Tél : +225 27 20 20 50 02 / +225 20 30 33 90 ; email : <a href="mailto:kone.ccja@ohada.org">kone.ccja@ohada.org</a></b>
<b>CCAG 4.2 (a)</b>	Les termes commerciaux auront la signification prescrite par les Incoterms
<b>CCAG 4.2 (b)</b>	La version des Incoterms sera : <b>2012</b>
<b>CCAG 5.1</b>	La langue sera : <b>français</b>
<b>CCAG 8.1</b>	Aux fins de <b>notification</b> , l'adresse de l'Acheteur sera :  Attention : <b>Madame la Présidente de la CCJA</b>  Rue : <b>Avenue Dr DJAMOT, angle Boulevard CARDE, Plateau</b>  Bureau :  Ville : <b>ABIDJAN</b>  Code postal : <b>01 BP 8702</b>  Pays : <b>Côte d'Ivoire</b>  Numéro de téléphone : : <b>+ 225 27 0 20 50 02 / +225 20 30 33 90/97/98</b>  Adresse électronique : <b><a href="mailto:kone.ccja@ohada.org">kone.ccja@ohada.org</a></b>
<b>CCAG 9.1</b>	Le droit applicable sera celui de la République de Côte d'Ivoire .
<b>CCAG 10.2</b>	Les règles de la procédure d'arbitrage, conformément à la Clause 10.2 du CCAG, seront les suivantes :

	Tout différend lié au présent contrat que les parties ne pourraient pas régler à l'amiable sera soumis à la procédure d'arbitrage de la Cour Commune de justice et d'arbitrage (CCJA) conformément à son Règlement d'arbitrage. Le siège de l'arbitrage est fixé à Abidjan et le tribunal arbitral sera constitué de trois (3) arbitres.
<b>CCAG 13.1</b>	Détails concernant les documents d'embarquement et autres documents à fournir par le Fournisseur sont : <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>LTA/unconnaissance maritime non négociable ;</i></li> <li>- <i>Unbordereau d'expédition,</i></li> <li>- <i>Uncertificat d'assurance,</i></li> </ul> Les documents ci-dessus doivent être reçus par l'Acheteur une semaine au moins avant l'arrivée des fournitures au port et, s'ils ne sont pas reçus, le Fournisseur sera responsable de toute dépense en résultant.
<b>CCAG 15.1</b>	Les prix des Fournitures livrées et Services connexes exécutés ne seront pas révisables.
<b>CCAG 16.1</b>	Clause 16.1 du CCAG : La méthode et les conditions de règlement du Fournisseur au titre de ce marché sont : NON APPLICABLE
<b>CCAG 16.5</b>	Le délai au-delà duquel l'Acheteur paiera des intérêts au Fournisseur est de : soixante (60) jours suivant la présentation de la facture ou la demande de règlement par le Fournisseur, et après son acceptation par l'Acheteur. .  Le taux des intérêts de retard applicable sera : le taux d'escompte pratiqué par la BCEAO ou la Banque d'émission de la monnaie de paiement majorée d'un point, à la date de paiement prévue au contrat.
<b>CCAG 18.1</b>	Une garantie de bonne exécution <i>sera requise et le montant de la garantie de bonne exécution sera de Dix (10%).</i>
<b>CCAG 18.3</b>	Si requise, la garantie de bonne exécution sera <i>une garantie bancaire ou un chèque de banque.</i>  Si requise, la garantie de bonne exécution sera libellée dans <i>une monnaie librement convertible acceptable par l'Acheteur.</i>
<b>CCAG 18.4</b>	La garantie de bonne exécution sera libérée : <i>conformément à la clause 18.4 du CCAG.</i>
<b>CCAG 23.2</b>	L'emballage, le marquage et les documents placés à l'intérieur et à l'extérieur des caisses seront : Attention de : <i>Madame la Présidente de la CCJA</i> Rue : <i>Avenue Dr DJAMOT, angle Boulevard CARDE, Plateau</i> Ville : <i>ABIDJAN</i> Code postal : <i>01 BP 8702</i> Pays : <i>Côte d'Ivoire</i> Numéro de téléphone : : <i>+ 225 27 20 20 50 02 / +225 27 20 30 33 90 /97/98</i>



	Adresse électronique : <a href="mailto:kone.ccja@ohada.org">kone.ccja@ohada.org</a>
<b>CCAG 24.1</b>	L'assurance sera souscrite conformément à l'Incoterm applicable.
<b>CCAG 25.1</b>	<p>La responsabilité du transport des Fournitures sera comme indiquée dans les Incoterms.</p> <p>Toutefois, la responsabilité du transport des fournitures sera comme suit :</p> <p>« <i>Le Fournisseur est tenu contractuellement de transporter les Fournitures en un lieu déterminé dit de destination finale situé à l'intérieur du pays de l'Acheteur, et désigné comme étant le Site du Projet. Le transport en ce lieu de destination finale à l'intérieur du pays de l'Acheteur, y compris assurance et stockage, comme indiqué dans le Marché, sera organisé par le Fournisseur, et les coûts correspondants seront inclus dans le Prix du Marché</i> »</p>
<b>CCAG 26.1</b>	Les Inspections et Essais sont : <b><i>Inspection et essai sur sites du projet après déballage et installation complète lors de la réception des fournitures</i></b>
<b>CCAG 26.2</b>	<p>Les inspections et les essais seront réalisés à : <b><i>Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA) 01 BP 8702, Abidjan 01, Côte d'Ivoire</i></b>  <b><i>Tél : +225 27 20 20 50 02 / +225 27 20 30 33 90 /97/98 ; email :</i></b>  <a href="mailto:kone.ccja@ohada.org">kone.ccja@ohada.org</a></p>
<b>CCAG 27.1</b>	Les pénalités de retard s'élèveront à : <b>0,1% par semaine.</b>
<b>CCAG 27.1</b>	Le montant maximum des pénalités de retard sera de : <b>10% du montant du marché.</b>
<b>CCAG 28.3</b>	<p>La(es) période(s) de garantie sera: <b>365 jours</b>  Aux fins de(s) garantie(s), le(s) lieu(x) de destination finale est (sont) :  <b><i>Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA) 01 BP 8702, Abidjan 01, Côte d'Ivoire</i></b>  <b><i>Tél : +225 27 20 20 50 02 / +225 27 20 30 33 90 /97/98 ; email :</i></b>  <a href="mailto:kone.ccja@ohada.org">kone.ccja@ohada.org</a></p> <p><b><i>Clause-type</i></b></p> <p>CCAG 28.3—Par modification partielle des stipulations du marché, la période de garantie sera 12 mois à partir de la mise en service des fournitures ou 12 mois après la date d'expédition, la plus courte de ces deux périodes étant retenue. Le Fournisseur devra de plus se conformer aux garanties de performance et/ou de consommation qui sont précisées dans le marché. Si, pour des raisons attribuables au Fournisseur, ces garanties ne sont pas atteintes en tout ou en partie, le Fournisseur devra à sa discrétion:</p> <p>(a) réaliser à ses propres frais les changements, modifications et/ou additions nécessaires aux fournitures ou à certains de leurs éléments, afin que les garanties prévues au marché soient atteintes, et faire les essais nécessaires en conformité avec la Clause 26 du CCAP.</p>

	<b>ou</b>  (b) NON APPLICABLE
<b>CCAG 28.5</b>	Le délai de réparation ou de remplacement sera de : <b>15</b> jours.

### Annexe

CCAP-Formule de révision des prix : NON APPLICABLE

*[Si, conformément à la Clause 15.1 du CCAP, les prix sont ajustables, la méthode suivante sera utilisée pour calculer la révision des prix]*

Les prix payables au Fournisseur, comme indiqué au Marché, seront révisés, lors de la réalisation du Marché, pour tenir compte des variations des coûts de la main d'œuvre et des matériaux, en utilisant la formule suivante :

$$P_1 = P_0 \left[ a + \frac{bL_1}{L_0} + \frac{cM_1}{M_0} \right] - P_0$$

$$a+b+c=1$$

dans laquelle :

- P1 = montant ajusté payable au Fournisseur ;
- Po = Prix du Marché (prix de base) ;
- a = élément fixe représentant les bénéfices et frais généraux inclus dans le prix du Marché et généralement de l'ordre de cinq (5) à quinze (15) pour cent ;
- b = estimation du pourcentage du Prix du Marché représentant le coût de la main d'œuvre.
- c = estimation du pourcentage du Prix du Marché représentant le coût des matériaux.
- Lo, L1 = indices applicables au coût de la main d'œuvre dans l'industrie considérée dans le pays d'origine, à la date de référence et à la date de la révision, respectivement.
- Mo, M1 = indices des matériaux principaux dans leur(s) pays d'origine, applicables à la date de référence et à la date de la révision, respectivement,

Les coefficients a, b et c sont spécifiés par l'Acheteur :

a=[insérer la valeur du coefficient]

b=[insérer la valeur du coefficient]

c=[insérer la valeur du coefficient]

Le Soumissionnaire indiquera dans son offre la source et la valeur des indices à la date de référence.

Date de référence= trente (30) jours avant la date butoir de remise des offres.

Date de la révision= *[insérer le nombre de semaines]* semaines avant la date d'embarquement (normalement la date correspondant au milieu de la période de fabrication).

La formule d'ajustement ci-dessus sera invoquée par l'une quelconque des parties dans les conditions suivantes :

- (a) La révision des prix ne sera pas permise au-delà de la date de livraison initiale à moins que cela n'ait été indiqué dans la lettre de prolongation du délai. La règle veut que la révision des prix ne soit pas permise pour des périodes de retard entièrement imputables au Fournisseur. Toutefois, l'Acheteur pourra bénéficier de toute réduction des prix des Fournitures objet de la révision.
- (b) Si la monnaie dans laquelle le Prix du Marché est exprimé est différente de la monnaie d'origine des indices de la main d'œuvre et des matériaux, un facteur correctif sera appliqué afin d'éviter des ajustements erronés du prix du Marché. Ce facteur correctif correspondra au rapport des taux de change entre les deux monnaies à la date de référence et à la date de la révision telles que définies ci-dessus.
- (c) L'avance payée au Fournisseur ne fera pas l'objet d'une révision.

## **Section X. Formulaires du Marché**

### **Liste des formulaires**

1. Modèle de Lettre de marché .....	120
2. Acte d'Engagement.....	121
3. Modèle de garantie de bonne exécution (garantie bancaire) .....	123
4. Modèle de caution personnelle et solidaire de bonne exécution.....	125
5. Modèle de garantie de restitution d'avance (garantie bancaire sur demande).....	126

## 1. Modèle de Lettre de marché

*[Papier à en-tête de l'Acheteur]*

Date : *[date]*

A : *[nom et adresse du Soumissionnaire retenu]*

Objet : Notification d'attribution du Marché No ...

Messieurs,

La présente a pour but de vous notifier que votre offre en date du *[date]* pour l'exécution des Fournitures et Services connexes de *[nom du marché et identification]* pour le montant du Marché de *[montant en chiffres et en lettres, nom de la monnaie]*, rectifié et modifié conformément aux Instructions aux soumissionnaires *[Supprimer "rectifié et" ou "et modifié" si seulement l'une de ces mesures s'applique. Supprimer "rectifié et modifié conformément aux Instructions aux soumissionnaires" si des rectifications ou modifications n'ont pas été effectuées]*, est acceptée par nos services.

Il vous est demandé de fournir la garantie de bonne exécution dans les 28 jours, conformément au CCAG, en utilisant le formulaire de garantie de bonne exécution de la Section X, Formulaires du marché.

Veillez agréer, Messieurs, l'expression de notre considération distinguée.

*[Signature, nom et titre du signataire habilité à signer au nom de l'Acheteur]*

**Pièce jointe : Acte d'Engagement**

## 2. Acte d'Engagement

*[Le Soumissionnaire sélectionné remplit l'Acte d'Engagement conformément aux indications en italiques]*

AUX TERMES DU PRÉSENT MARCHÉ, conclu le [date]jour de [mois] de[année]

ENTRE

(1) *[insérer le nom légal complet de l'Acheteur]* de *[insérer l'adresse complète de l'Acheteur]* (ci-après dénommé l'« Acheteur ») d'une part, et

(2) *[insérer le nom légal complet du Fournisseur]* de *[insérer l'adresse complète du Fournisseur]* (ci-après dénommé le « Fournisseur »), d'autre part :

ATTENDU QUE l'Acheteur a lancé un appel d'offres pour certaines Fournitures et certains Services connexes, à savoir *[insérer une brève description des Fournitures et des Services connexes]* et a accepté une offre du Fournisseur pour la livraison de ces Fournitures et la prestation de ces Services connexes, pour un montant égal à *[insérer le Prix du Marché exprimé dans la(les) monnaie(s) de règlement du Marché]* (ci-après dénommé le « Prix du Marché»).

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

1. Dans ce Marché, les mots et expressions auront le même sens que celui qui leur est respectivement donné dans les clauses du Marché auxquelles il est fait référence.

2. Les documents ci-après sont réputés faire partie intégrante du Marché et être lus et interprétés à ce titre. Le présent Acte d'Engagement prévaudra sur toute autre pièce constitutive du Marché.

- a) la Notification d'attribution du Marché adressée au Fournisseur par l'Acheteur ;
- b) L 'offre et les Bordereaux des prix présentés par le Fournisseur;
- c) le Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- d) le Cahier des Clauses Administratives Générales ;
- e) la Liste des Fournitures, le Calendrier de livraison, et les Spécification techniques ; et
- f) [Ajouter ici tout(s) document(s) supplémentaire(s) éventuels] \_\_\_\_\_

3. En contrepartie des paiements que l'Acheteur doit effectuer au bénéfice du Fournisseur, comme cela est indiqué ci-après, le Fournisseur convient avec l'Acheteur par les présentes de livrer les Fournitures et de rendre les Services connexes, et de remédier aux défauts de ces Fournitures et Services connexes conformément à tous égards aux dispositions du Marché.

4. L'Acheteur convient par les présentes de payer au Fournisseur, en contrepartie des Fournitures et Services connexes, et des rectifications apportées à leurs défauts et insuffisances, le prix du Marché, ou tout autre montant dû au titre du Marché, et ce, aux échéances et de la façon prescrites par le Marché.

EN FOI DE QUOI les parties au présent Marché ont fait signer le présent document conformément aux lois de *[insérer le nom du pays dont la législation est applicable au Marché]*, les jour et année mentionnés ci-dessous.

Signé par *[insérer le nom et le titre de la personne habilitée à signer]* (pour l'Acheteur)

Signé par *[insérer el nom etle titre de la personne habilitée à signer]* (pour le Fournisseur)



### 3. Modèle de garantie de bonne exécution (garantie bancaire)

*[Sur demande du Soumissionnaire sélectionné, la banque (garant) remplit cette garantie de bonne exécution type conformément aux indications en italiques]*

Date : *[insérer la date]*  
No de l'AOI : *[insérer le numéro]*  
Titre de l'AOI : *[insérer le titre]*

*[insérer les nom de la banque et adresse de la banque d'émission]*

**Bénéficiaire :** *[insérer les nom et adresse de l'Acheteur]*

**Date :** *[insérer date]*

**Garantie de bonne exécution no. :** *[insérer No]*

**Garant:** *[insérer le nom de la banque, et l'adresse de l'agence émettrice, sauf si cela figure à l'en-tête]*

Nous avons été informés que *[insérer le nom du Fournisseur]* (ci-après dénommé « le Fournisseur ») a conclu avec vous le Marché no. *[insérer No]* en date du *[insérer la date]* pour la fourniture de *[insérer la description des fournitures et Services connexes]* (ci-après dénommée « le Marché »).

De plus, nous comprenons qu'une garantie de bonne exécution est exigée en vertu des conditions du Marché.

A la demande du Fournisseur, nous *[insérer le nom de la banque]* nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, toutes sommes d'argent que vous pourriez réclamer dans la limite de *[insérer la somme en chiffres. Le Garant doit insérer un montant représentant le montant ou le pourcentage mentionné au Marché soit dans la (ou les) devise(s) mentionnée(s) au Marché, soit dans toute autre devise librement convertible acceptable par l'Acheteur.]* *[insérer la somme en lettres]*. Votre demande en paiement doit être accompagnée d'une déclaration attestant que le Soumissionnaire ne se conforme pas aux conditions du Marché, sans que vous ayez à prouver ou à donner les raisons ou le motif de votre demande ou du montant indiqué dans votre demande.

La présente garantie expire au plus tard le *[insérer la date]* jour de *[insérer le mois]* *[insérer l'année]*,<sup>6</sup> et toute demande de paiement doit être reçue à cette date au plus tard.

---

<sup>6</sup> La date est établie conformément à la Clause 18.4 des Cahier des Clauses administratives générales (« CCAG »), en tenant compte de toute obligation de garantie technique du Fournisseur en vertu de la clause 28.2 du CCAG/CCAP devant être garantie par une garantie d'exécution partielle. L'Acheteur doit prendre en compte le fait que, dans le cas d'une prorogation de la durée du Marché, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d'expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu'il préparera

La présente garantie est régie par les Règles uniformes relatives aux garanties sur demande de la CCI - 2010, Publication CCI no : 758, excepté le sous-paragraphe 15(a)(ii) qui est exclu par la présente.

*[Insérer le nom et la fonction de la personne habilitée à signer la garantie au nom de la banque]*

*[Insérer la signature]*

---

*la garantie, l'Acheteur peut considérer ajouter ce qui suit à la fin de l'avant-dernier paragraphe : « Sur demande écrite de l'Acheteur, formulée avant l'expiration de la présente garantie, le Garant prolongera la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas [six mois] [un an]. Une telle extension ne sera accordée qu'une fois. »*

## 4. Modèle de caution personnelle et solidaire de bonne exécution

Date : \_\_\_\_\_

Appel d'offres n°: \_\_\_\_\_

**Bénéficiaire :** \_\_\_\_\_ [nom et adresse de l'Acheteur]**Date :** \_\_\_\_\_**Caution no. :** \_\_\_\_\_

Nous soussignés \_\_\_\_\_ [nom et adresse de l'organisme de caution]

Déclarons nous porter caution personnelle et solidaire de \_\_\_\_\_ [indiquer le nom et l'adresse complète du Fournisseur titulaire du marché] (ci-après dénommé « le Titulaire ») pour le montant de la caution de bonne exécution à laquelle le Titulaire est assujéti en qualité de titulaire du Marché no. \_\_\_\_\_ en date du \_\_\_\_\_ conclu avec \_\_\_\_\_ [nom et adresse de l'Acheteur], ci-après dénommé « le Bénéficiaire », pour l'exécution de \_\_\_\_\_ [description des fournitures] (ci-après dénommé « le Marché ») conclu en date du \_\_\_\_\_ [insérer la date du Marché].

Ladite caution s'élève à \_\_\_\_\_<sup>7</sup>.

Nous nous engageons à effectuer sur demande de paiement du Bénéficiaire adressée par courrier avec accusé de réception reçue au plus tard à la date d'expiration mentionnée ci-après, et ce jusqu'à concurrence de la somme garantie ci-dessus le versement des sommes dont le Titulaire serait débiteur au titre du Marché du fait de la non-exécution de ses obligations contractuelles. Le présent engagement sera réduit pour moitié sur présentation du procès-verbal de réception provisoire et demeurera valable jusqu'au trentième jour suivant la date de délivrance du procès-verbal de réception définitive.

SIGNATURE et authentification du signataire \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Nom et adresse de l'organisme de caution \_\_\_\_\_

*Note : Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue d'en faciliter la préparation*

*[les garanties bancaires directement émises par une banque du choix du soumissionnaire dans tout pays éligibles seront admissibles]*

<sup>7</sup>L'organisme de caution doit insérer un montant représentant le montant du Marché mentionné au Marché soit dans la (ou les) devise(s) mentionnée(s) au Marché, soit dans toute autre devise librement convertible acceptable par l'Acheteur.

## 5. Modèle de garantie de restitution d'avance (garantie bancaire sur demande)

**AOI No :** \_\_\_\_\_ [Insérer le numéro de l'Appel d'Offres international].

**Garant :** \_\_\_\_\_ [nom de la banque et adresse de la banque émettrice et code SWIFT]

**Bénéficiaire :** \_\_\_\_\_ [nom et adresse de l'Acheteur]

**Date :** \_\_\_\_\_

### Garantie de restitution d'avance No. :

Nous avons été informés que [nom de l'Acheteur] (ci-après dénommé « le Donneur d'ordre ») a conclu le Marché No., avec le Bénéficiaire en date du \_\_\_\_\_ pour l'exécution de [nom du marché et description des fournitures] (ci-après dénommé « le Marché »).

De plus nous comprenons qu'en vertu des conditions du Marché, une avance d'un montant de [insérer la somme en chiffres][insérer la somme en lettres] est versée contre une garantie de restitution d'avance.

A la demande du Donneur d'ordre, nous prenons, en tant que Garant, l'engagement irrévocable de payer au Bénéficiaire toute somme dans la limite du Montant de la Garantie qui s'élève à [insérer la somme en chiffres][insérer la somme en lettres]<sup>8</sup>. Votre demande en paiement doit comprendre, que ce soit dans la demande elle-même ou dans un document séparé signé accompagnant ou identifiant la demande, la déclaration que le Donneur d'ordre :

(a) a utilisé l'avance à d'autres fins que les prestations faisant l'objet du Marché; ou bien

(b) n'a pas remboursé l'avance dans les conditions spécifiées au Marché, spécifiant le montant non remboursé par le Donneur d'ordre.

Toute demande au titre de la présente garantie doit être accompagnée par une attestation provenant de la banque du Bénéficiaire indiquant que l'avance mentionnée ci-dessus a été créditée au compte bancaire du Donneur d'offre portant le numéro \_\_\_\_\_ à [nom et adresse de la banque].

Le montant de la présente garantie sera réduit au fur et à mesure à concurrence des remboursements de l'avance effectués par le Donneur d'ordre tels qu'ils figurent aux décomptes mensuels dont la copie nous sera présentée.

La présente garantie expire au plus tard à la première des dates suivantes : à la réception d'une copie du décompte indiquant que 90 (quatre-vingt-dix) pourcent du Montant du Marché (à

<sup>8</sup>Le Garant doit insérer le montant représentant le montant de l'avance soit dans la (ou les) monnaie(s) mentionnée(s) au Marché pour le paiement de l'avance, soit dans toute autre monnaie librement convertible acceptable par l'Acheteur.

l'exclusion des sommes à valoir) ont été approuvés pour paiement, ou à la date suivante : \_\_\_\_.<sup>9</sup> En conséquence, toute demande de paiement au titre de cette Garantie doit nous parvenir à cette date au plus tard.

La présente garantie est régie par les Règles Uniformes de la CCI relatives aux Garanties sur Demande (RUGD), Publication CCI no : 758.

---

[Signature]

*Note : Le texte en italiques doit être supprimé du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue d'en faciliter la préparation*

*[les garanties bancaires directement émises par une banque du choix du soumissionnaire dans tout pays éligibles seront admissibles]*

---

<sup>9</sup> Insérer la date prévue pour la réception provisoire. Le Bénéficiaire (Acheteur) doit prendre en compte le fait que, dans le cas de prorogation de la durée du Marché, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d'expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu'il préparera la garantie, le Bénéficiaire peut considérer l'adjonction, à la fin de l'avant-dernier paragraphe du formulaire, de la disposition suivante: « Sur demande écrite du Bénéficiaire formulée avant l'expiration de la présente garantie, le Garant s'engage à prolonger la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas [six mois] [un an]. Une telle extension sera accordée qu'une fois. »





## COUR COMMUNE DE JUSTICE ET D'ARBITRAGE

### Avis d'Appel d'offres N° DAO-CCJA-001/2024 (Procédure à enveloppe unique)

**Acheteur :** Cour Commune de Justice et d'Arbitrage de l'OHADA (CCJA-OHADA)

**Intitulé du Marché :** Câblage informatique des locaux du Centre d'arbitrage de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA)

**Reference DAO No:** DAO-CCJA-001/2024

1. La Cour Commune de Justice et d'Arbitrage de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) a l'intention d'utiliser une partie de son budget d'investissement pour effectuer des paiements au titre du *Câblage informatique des locaux du Centre d'Arbitrage de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA) 01 BP 8702, Abidjan 01, Côte d'Ivoire* Tél : +225 27 20 20 50 02 / 27 20 30 33 90 /97/98 ; email : [kone.ccja@ohada.org](mailto:kone.ccja@ohada.org)
2. La Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA) sollicite des offres sous plis fermés de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir les prestations de câblage informatique des locaux du Centre d'Arbitrage de la *Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA) 01 BP 8702, Abidjan 01, Côte d'Ivoire* Tél : +225 27 20 20 50 02 / 27 20 30 33 90 /97/98 ; email : [kone.ccja@ohada.org](mailto:kone.ccja@ohada.org),
3. Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA) à Abidjan et prendre connaissance des documents d'Appel d'Offres à l'adresse mentionnée ci-dessous de 08 heures à 15 heures (GMT).  
**Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA) - Côte d'Ivoire-Abidjan-Plateau, Angle Boulevard CARDE et Avenue Dr JAMOT, en face de l'immeuble « les Harmonies », 01 BP 8702, Abidjan 01, Tél : +225 27 20 20 50 02 / 27 20 30 33 90/97; email : [kone.ccja@ohada.org](mailto:kone.ccja@ohada.org),**
4. Le Dossier d'Appel d'offres en **français** peut être obtenu gratuitement par tout Soumissionnaire intéressé en formulant une demande mail à l'adresse ci-dessus. Le dossier d'appel d'offres sera disponible et téléchargeable (version PDF) sur le site web de l'OHADA [www.ohada.org](http://www.ohada.org) .
5. Le calendrier des visites de sites est défini sur rendez-vous.

6. Les offres devront être remises à l'adresse ci-dessous au plus tard le **02 avril 2024 à 10 Heures 00 minute (heure locale)**. La soumission des offres par voie électronique n'est pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui le souhaitent à l'adresse mentionnée ci-dessus le **02 avril 2024 à 11H heures 00 minutes (heure locale)**.
7. Les offres doivent être accompagnées d'une Garantie de l'offre pour un montant de **deux millions de franc (2 000 000) CFA XOF valable jusqu'au 30<sup>ème</sup> jours après la période de validité des offres**.
8. Les soumissionnaires pourront faire parvenir leurs offres à l'adresse ci-dessus :

Nom du bureau : **Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA)**  
**Service Chargé des Ressources Humaines, du Matériel et de l'Administration Générale (SRHMAG)**

Adresse du bureau : **01 BP 8702, Abidjan 01, Côte d'Ivoire**

Email : [kone.ccja@ohada.org](mailto:kone.ccja@ohada.org)

Téléphone : Tél : +225 27 20 20 50 02 / 27 20 30 33 90/97/98

Adresse Web site : [www.ohada.org](http://www.ohada.org)

**La Présidente de la Cour**

**Esther NGO MOUTNGUI**